



VOLINE LA RÉVOLUTION INCONNUE

D'après un envoi de —*B@[bel]*—

Introduction

Quelques notes préliminaires indispensables

1° *On peut entendre par Révolution russe : soit le mouvement révolutionnaire entier, depuis la révolte des Dekabristes (1825) jusqu'à nos jours ; soit seulement les deux ébranlements consécutifs de 1905 et de 1917 ; soit enfin, uniquement, la grande explosion de 1917. Dans notre exposé, Révolution russe signifie le mouvement tout entier (première interprétation).*

Cette méthode est la seule qui permette au lecteur de comprendre aussi bien l'enchaînement et l'ensemble des événements que la situation actuelle en U.R.S.S.

2° *Une histoire quelque peu complète de la Révolution russe exigerait plus d'un volume. Elle ne pourrait être qu'une œuvre de longue haleine, réservée surtout aux historiens de l'avenir. Il ne s'agit ici que d'une étude plus ou moins sommaire dont le but est : a) de faire comprendre l'ensemble du mouvement ; b) de mettre en relief ses éléments essentiels peu connus ou ignorés à l'étranger ; c) de permettre certaines appréciations et déductions.*

Toutefois, au fur et à mesure que l'ouvrage avancera, il deviendra de plus en plus ample et détaillé. C'est principalement aux chapitres traitant des secousses de 1905 et de 1917 que le lecteur trouvera de multiples précisions, jusqu'à présent inconnues, et une abondante documentation inédite.

3° *Il existe une difficulté dont nous devons tenir rigoureusement compte : c'est la différence entre révolution générale de la Russie et celle de l'Europe occidentale. A vrai dire, l'exposé de la Révolution russe devrait être précédé d'une étude historique globale du pays ou, mieux encore, devrait s'encadrer dans celle-ci. Mais une pareille tâche dépasserait de beaucoup les limites de notre sujet. Pour parer à l'obstacle, nous apporterons au lecteur des notions historiques toutes les fois que cela nous paraîtra nécessaire.*

Préface

Toute révolution - même étudiée de près par de nombreux auteurs de tendances diverses, et à des époques différentes - reste, au fond, une grande Inconnue. Des siècles passent et, de temps à autre, viennent des hommes qui, fouillant les vestiges des anciens bouleversements, y découvrent encore et toujours des faits et des documents inédits. Souvent, ces découvertes renversent nos connaissances et nos idées que nous supposions définitives. Combien d'ouvrages sur la Révolution française de 1789 existaient déjà lorsque Kropotkine et Jaurès décelèrent dans ses décombres des éléments jusqu'alors ignorés qui jetèrent sur l'époque une lumière insoupçonnée ! Et Jaurès ne convint-il pas que les immenses archives de la Grande Révolution étaient à peine exploitées ?

Généralement, on ne sait pas encore étudier une Révolution (comme on ne sait pas encore écrire l'histoire d'un peuple). Par ailleurs, des auteurs, bien qu'expérimentés et consciencieux, commettent des erreurs et de fâcheuses négligences qui interdisent au lecteur une juste compréhension des choses. On se donne, par exemple, la peine de fouiller à fond et d'exposer abondamment les faits et les phénomènes frappants : ceux qui se sont déroulés au grand jour, à la bruyante "foire révolutionnaire", mais on méprise et on ignore ceux qui se sont passés dans le silence, aux profondeurs de la Révolution, en marge de la "foire". A la rigueur, on leur accorde quelques mots en passant, en se basant sur de vagues témoignages dont l'interprétation est, le plus souvent, erronée ou intéressée. Et ce sont, précisément, ces faits cachés qui importent et jettent une vraie lumière sur les événements et même sur l'époque,

D'autre part, les sciences-clefs des phénomènes de la Révolution - l'économie, la sociologie, la psychologie - sont présentement incapables, en raison de leur état rudimentaire, de comprendre et d'expliquer convenablement ce qui s'est passé.

Ce n'est pas tout. Même du point de vue du "reportage" pur, combien de lacunes ! Dans le formidable tourbillon de la Révolution, une multitude de faits, engloutis par d'énormes crevasses qui s'ouvrent et se referment à tout instant, restent introuvables, peut-être à jamais. Ceux qui vivent une Révolution, ces millions d'hommes qui, d'une façon ou d'une autre, sont emportés par l'ouragan, se soucient, hélas ! fort peu de noter, pour les générations futures ce qu'ils ont vu, su, pensé ou vécu.

Enfin, il existe encore une raison que je souligne particulièrement : à quelques exceptions près, les rares témoins qui laissent des notes, et aussi MM. les Historiens, sont d'une partialité écoeurante. Chacun cherche et trouve à volonté, dans une Révolution, des éléments qui peuvent étayer une thèse personnelle ou être utiles à un dogme, à un parti, à une caste. Chacun cache et écarte soigneusement tout ce qui peut y contredire. Les révolutionnaires eux-mêmes, divisés par leurs théories, s'efforcent de dissimuler ou défigurer ce qui ne s'accorde pas exactement avec telle ou telle doctrine.

Ne parlons pas d'un nombre déconcertant d'ouvrages qui, tout simplement, ne sont pas sérieux.

En somme, qui donc chercherait à établir uniquement la vérité ? Personne ou

presque. Quoi d'étonnant qu'il existe, sur une Révolution, à peu près autant de versions que de livres, et qu'au fond la vraie Révolution demeure inconnue ?

Et pourtant, c'est cette Révolution cachée qui porte en elle les germes du bouleversement futur. Quiconque pense le vivre d'une façon active, ou veut simplement en suivre les événements avec clairvoyance, se doit de "découvrir" et de scruter cette Inconnue.

Et quant à l'auteur, son devoir est d'aider le chercheur dans sa tâche.

* * *

Dans le présent ouvrage, cette Révolution inconnue est la Révolution russe ; non pas celle qui a été maintes fois traitée par des hommes politiques ou des écrivains patentés, mais celle qui fut - par ceux-là mêmes - ou négligée, ou adroitement voilée, ou même falsifiée : celle qu'on ignore.

Feuilletez quelques livres sur la Révolution russe. Jusqu'à présent, presque tous ont été faits par des gens plus ou moins intéressés, que ce soit au point de vue doctrinal, politique ou même personnel. Selon que l'écrivain est un "blanc", un "démocrate", un "socialiste", un "stalinien" ou un "trotskyste", tout change d'aspect. La réalité elle-même est façonnée au gré du narrateur. Plus vous cherchez à la fixer, moins vous y arrivez. Car les auteurs ont, chaque fois, passé sous silence des faits de la plus haute importance si ceux-ci ne s'accordaient pas avec leurs idées, ne les intéressaient pas ou ne leur convenaient pas.

Eh bien, cette documentation inédite- et cependant exceptionnellement édifiante - constitue, précisément, la plus grande partie du présent volume. Sans exagérer ni se vanter, l'auteur ose avancer cette affirmation : celui qui n'aura pas pris connaissance de cet ouvrage restera dans l'ignorance d'un nombre considérable de faits d'une portée capitale.

* * *

Un problème fondamental nous est légué par les révolutions précédentes : j'entends surtout celle de 1789 et celle de 1917 dressées pour une grande partie contre l'oppression, animées d'un puissant souffle de liberté et proclamant la Liberté comme leur but essentiel, pourquoi ces révolutions sombrèrent-elles dans une nouvelle dictature exercée par d'autres couches dominatrices et privilégiées, dans un nouvel esclavage des masses populaires ? Quelles seraient les conditions qui permettraient à une révolution d'éviter cette triste fin ? Cette fin serait-elle, longtemps encore, une sorte de fatalité historique ou bien serait-elle due à des facteurs passagers et même, simplement, à des erreurs et à des fautes pouvant être écartées dorénavant ? Et dans ce dernier cas, quels seraient les moyens d'éliminer le danger qui menace déjà les révolutions à venir ? Un espoir de le surmonter serait-il permis ?

Selon l'avis de l'auteur, ce sont précisément les éléments ignorés - et sciemment dissimulés - qui nous offrent la clef du problème en nous fournissant la matière indispensable à sa solution. Le présent ouvrage est une tentative d'éclaircir ce problème à l'aide de faits précis et incontestables.

* * *

L'auteur a vécu la Révolution de 1917 (et aussi celle de 1905). Il y a activement participé. Et il désire en exposer et examiner, avec une parfaite objectivité ; les faits authentiques. Tel est son seul souci. S'il ne l'avait pas, il n'aurait jamais songé à écrire ce livre.

Ce souci d'un exposé franc et d'une analyse impartiale est favorisé par la position idéologique de l'auteur. Depuis 1908, il n'appartient à aucun parti politique. Par ses convictions personnelles, il sympathise avec le courant libertaire. Il peut se permettre le luxe d'être objectif car, libertaire, il n'a aucun intérêt à trahir la vérité, aucune raison de "truquer" : il ne s'intéresse ni au pouvoir, ni à un poste de dirigeant, ni à des privilèges, ni même au triomphe "à tout prix" d'une doctrine. Il ne cherche qu'à établir la vérité, car seule la vérité est féconde. Sa passion, son unique ambition est de faire comprendre les événements à la lumière des faits exacts, car seule une telle compréhension permet de formuler des conclusions justes et utiles.

Comme toute Révolution, la Révolution russe possède un trésor de faits ignorés, même insoupçonnés.

La présente étude prétend prendre, un jour, sa modeste place à côté des auteurs qui auront voulu, pu et su explorer ces immenses richesses, honnêtement et en toute indépendance.

LIVRE I

Naissance, croissance et triomphe de la révolution (1825-1917)

1. Les prémices (1825-1905)

1.1 La Russie au début du XIXe siècle et la Naissance de la Révolution

1.1.1 Aperçu général

L'étendue démesurée du pays, une population clairsemée, désunie et d'autant plus facile à subjuguier, la domination mongole pendant plus de deux siècles, des guerres continuelles, des troubles et d'autres facteurs défavorables furent les causes d'un grand retard politique, économique, social et culturel de la Russie sur les autres pays d'Europe.

Politiquement, la Russie entra dans le XIXe siècle sous le régime d'une monarchie absolue ("tzar" autocrate) s'appuyant sur une vaste aristocratie foncière et militaire,

sur une bureaucratie omnipotente, sur un clergé nombreux et dévoué et sur une masse paysanne de 75 millions d'âmes, masse primitive, illettrée et prosternée devant son "petit père" le Tzar.

Economiquement, le pays se trouvait, à cette époque, au stade d'une sorte de féodalité agraire. Les villes, à part les deux capitales (Saint-Pétersbourg, Moscou) et quelques autres dans le Midi, étaient peu développées. Le commerce et surtout l'industrie végétaient. La véritable base de l'économie nationale était l'agriculture dont vivaient 95% de la population. Mais la terre n'appartenait pas aux producteurs directs : les paysans : elle était la propriété de l'Etat ou de gros propriétaires fonciers, les "pomestchiks". Les paysans, obligatoirement attachés à la terre et à la personne du propriétaire, étaient les *serfs* de celui-ci. Les plus gros agrariens possédaient de véritables fiefs hérités de leurs aïeux qui, eux, les avaient reçus du souverain, "premier propriétaire", en reconnaissance des services rendus (militaires, administratifs ou autres). Le "seigneur" avait le droit de vie et de mort sur ses serfs. Non seulement il les faisait travailler en esclaves, mais il pouvait aussi les vendre, punir, martyriser (et même tuer, presque sans inconvénient pour lui). Ce servage, cet esclavage de 75 millions d'hommes, était la base économique de l'Etat.

C'est à peine s'il est possible de parler de *l'organisation sociale* d'une pareille "société". En haut, les maîtres absolus : le tzar, sa nombreuse parenté, sa cour fastueuse, la grande noblesse, la haute bureaucratie, la caste militaire, le haut clergé. En bas, les esclaves : paysans-serfs de la campagne et le bas peuple des villes, n'ayant aucune notion de vie civique aucun droit, aucune liberté. Entre les deux, quelques couches intermédiaires : marchands, fonctionnaires, employés, artisans, etc., incolores et insignifiantes.

Il est clair que le niveau de culture de cette société était peu élevé. Toutefois, pour cette époque déjà, *une réserve importante s'impose* : un contraste frappant - dont nous aurons encore à parler - existait entre la simple population laborieuse, rurale et urbaine, inculte et misérable, et les couches privilégiées, dont l'éducation et l'instruction étaient assez avancées.

L'état de servage des masses paysannes était la plaie saignante du pays. Déjà, vers la fin du XVIIIe siècle, quelques hommes d'un esprit noble et élevé protestèrent contre cette horreur. Ils durent payer cher leur geste généreux. D'autre part, les paysans se révoltaient de plus en plus fréquemment contre leurs maîtres. A part les nombreuses émeutes locales, d'allure plus ou moins individuelle (contre tel ou tel autre seigneur dépassant la mesure), les masses paysannes esquissèrent, au XVIIe siècle (soulèvement de Razine) et au XVIIIe siècle (soulèvement de Pougatcheff), deux mouvements de révolte de vaste envergure qui, tout en échouant, causèrent de forts ennuis au gouvernement tzariste et faillirent ébranler tout le système. Il faut dire, cependant, que ces deux mouvements spontanés et inconscients, furent dirigés surtout contre l'ennemi immédiat : la noblesse foncière, l'aristocratie urbaine et l'administration vénale. Aucune idée générale tendant à supprimer le système social en entier pour le remplacer par un autre, plus équitable et humain, ne fut formulée. Et, par la suite, le gouvernement réussit, employant la ruse et la violence, avec l'aide du clergé et d'autres éléments réactionnaires, à subjuguier les paysans d'une façon complète, même "psychologiquement", de sorte que toute action de révolte plus ou moins vaste devint, pour longtemps, à peu près impossible.

1.1.2 Premier mouvement nettement révolutionnaire : les "Dékabristes" (1825).

Le premier mouvement consciemment révolutionnaire dirigé contre le régime - mouvement dont le programme allait, socialement, jusqu'à l'abolition du servage et, politiquement, jusqu'à l'instauration d'une république ou, au moins, d'un régime constitutionnel - se produisit en 1825, au moment où, l'empereur Alexandre Ier étant décédé sans laisser d'héritier direct, la couronne, repoussée par son frère Constantin, allait se poser sur la tête de l'autre frère, Nicolas.

Le mouvement sortit, non pas des classes opprimées elles-mêmes, mais des milieux privilégiés. Les conspirateurs, mettant à profit les hésitations dynastiques, passèrent à l'exécution de leurs projets, mûris et préparés de longue date. Ils entraînent dans la révolte, qui éclata à Saint-Pétersbourg, quelques régiments de la capitale. (Il y avait à la tête du mouvement des officiers de l'armée impériale.) La rébellion fut brisée après un court combat, sur la place du Sénat, entre les insurgés et les troupes restées fidèles au gouvernement. Quelques tentatives esquissées en province furent étouffées dans l'oeuf.

Le nouveau tzar, Nicolas Ier, très impressionné par la révolte, dirigea lui-même l'enquête. Celle-ci fut minutieuse au possible. On chercha, on fouilla jusqu'à découvrir les plus lointains et les plus platoniques sympathisants avec le mouvement. La répression, dans sa volonté d'être "exemplaire", définitive alla jusqu'à la cruauté. Les cinq principaux animateurs périrent sur l'échafaud; des centaines d'hommes allèrent en prison, en exil et au bagne.

L'émeute ayant eu lieu au mois de décembre (en russe : *Décabre*), les réalisateurs du mouvement furent nommés *Dékabristes* (ceux de Décembre). Presque tous appartenaient à la noblesse ou à d'autres classes privilégiées. Presque tous avaient reçu une éducation et une instruction supérieures. Esprits larges, coeurs sensibles, ils souffraient de voir leur peuple sombrer, sous un régime d'injustice et d'arbitraire, dans l'ignorance, la misère et l'esclavage. Ils reprirent les protestations de leurs précurseurs du XVIIIe siècle et les traduisirent en actes. Ce qui surtout leur fournit l'élan indispensable, ce fut le séjour de plusieurs d'entre eux en France, après la guerre de 1812, et la possibilité de comparer ainsi le niveau relativement élevé de la civilisation en Europe avec l'état barbare de la vie populaire russe. Ceux-là rentrèrent dans leur pays avec la ferme décision de lutter contre le système politique et social arriéré qui opprimait leurs compatriotes. Ils gagnèrent à leur cause plusieurs esprits cultivés. L'un des leaders du mouvement, Pestel, développa même, dans son programme, des idées vaguement socialistes. Le célèbre poète *Pouchkine* (né en 1799) sympathisait avec le mouvement, sans toutefois y adhérer.

Aussitôt la révolte maîtrisée, le nouvel empereur Nicolas Ier, apeuré, poussa à l'extrême le régime despotique, bureaucratique et policier de l'Etat russe.

1.1.3 La légende du tzar ; le paradoxe russe.

Il convient de souligner, ici même, qu'il n'y avait aucune contradiction entre les émeutes des paysans contre leurs maîtres et oppresseurs, d'une part, et leur vénération

aveugle pour le "petit père le tzar", d'autre part. Les mouvements paysans, nous l'avons dit, se dirigeaient toujours contre les oppresseurs *immédiats* : les propriétaires ("pomestchiks"), les nobles, les fonctionnaires, la police. L'idée de chercher le fond du mal plus loin, dans le régime tzariste lui-même, personnifié par le tzar grand protecteur des nobles et des privilégiés, premier noble et très haut privilégié, ne venait jamais à l'esprit des paysans. Ils considéraient le tzar comme une sorte d'idole, d'être supérieur placé au-dessus des simples mortels, de leurs petits intérêts et faiblesses, pour mener à bon port les graves destinées de l'Etat. Les autorités, les fonctionnaires et surtout les curés (les "popes") avaient tout fait pour leur enfoncer cette idée dans le crâne. Et les paysans finirent par adopter cette légende devenue par la suite inébranlable : le tzar, se disaient-ils, ne leur veut - à eux ses "Enfants" - que du bien ; mais les couches intermédiaires privilégiées, intéressées à conserver leurs droits et avantages, s'interposent entre lui et son peuple afin d'empêcher le premier de connaître la misère du second et les empêcher tous les deux de venir l'un vers l'autre. (La masse paysanne était persuadée que si le peuple et le tzar parvenaient à s'aboucher directement, ce dernier, momentanément trompé par les privilégiés, comprendrait la vérité, se débarrasserait des mauvais conseillers et de toute la gent malhonnête, se pencherait sur les misères des travailleurs de la terre, les libérerait du joug et leur laisserait, à eux, toute cette bonne terre qui doit appartenir en droit à ceux qui la travaillent). Ainsi, tout en se révoltant parfois contre leurs maîtres les plus cruels, les paysans attendaient, avec espoir et résignation le jour où le mur dressé entre eux et le tzar serait abattu et la justice sociale rétablie par ce dernier. Le mysticisme religieux aidant, ils considéraient la période d'attente et de souffrance comme imposée par Dieu en guise de châtement et d'épreuve. Ils s'y résignaient avec une sorte de fatalisme primitif.

Cet état d'esprit des masses paysannes russes était extrêmement caractéristique. Il s'accrut encore au cours du XIX^e siècle, en dépit du mécontentement croissant et des actes de révolte individuels ou locaux de plus en plus fréquents. *Les paysans perdaient patience. Néanmoins, dans leur ensemble ils attendaient, avec d'autant plus de ferveur, le tzar "libérateur".*

Cette "légende du tzar" fut le fait essentiel de la vie populaire russe au XIX^e siècle. En l'ignorant on n'arriverait jamais à comprendre les événements qui vont suivre. Elle expliquera au lecteur certains phénomènes qui autrement, resteraient mystérieux. D'ores et déjà, elle lui explique, pour une bonne part, ce paradoxe russe auquel nous venons de faire allusion, qui - jadis - frappa l'esprit de beaucoup d'Européens, et qui se maintiendra presque jusqu'aux abords de la révolution de 1917 : d'une part, nombre de gens - cultivés, instruits, avancés - qui veulent voir leur peuple libre et heureux : gens qui, au courant des idées de l'époque, luttent pour l'émancipation des classes laborieuses, pour la démocratie et le socialisme ; d'autre part, ce peuple qui ne fait rien pour son affranchissement - à part quelques émeutes sans envergure ni importance - peuple qui reste obstinément prosterné devant son idole et son rêve, peuple qui ne comprend même pas le geste de ceux qui se sacrifient pour lui. Indifférent, aveugle quant à la vérité, sourd à tous les appels, il attend le tzar libérateur comme les premiers chrétiens attendaient le Messie. (1)

1.2 La répression, la trique et la faillite. Evolution quand même.

(1825-1855)

Les années 1825-1855 furent celles du règne de Nicolas Ier. Du point de vue révolutionnaire, rien de saillant ne les signala. Mais, d'une façon générale, cette trentaine d'années fut marquante dans quelques domaines importants.

1.2.1 Création définitive d'un état bureaucratique et policier.

Monté sur le trône sous le signe de la révolte dékabriste, Nicolas Ier s'employa à faire resserrer le pays dans un étau de fer afin de pouvoir étouffer dans le germe tout esprit de libéralisme. Il renforça à l'extrême le régime absolutiste. Il acheva la transformation de la Russie en un Etat bureaucratique et policier.

La récente Révolution française et les mouvements révolutionnaires qui secouèrent ensuite l'Europe étaient pour lui de véritables cauchemars. Aussi prit-il des mesures de précaution extraordinaires.

La population tout entière était étroitement surveillée. L'arbitraire de la bureaucratie, de la police, des tribunaux ne connaissait plus de bornes. Tout esprit d'indépendance, toute tentative de se soustraire à la dure poigne policière étaient impitoyablement réprimés.

Naturellement, même pas l'ombre d'une liberté de parole, de réunions d'organisation, etc.

La censure sévissait comme jamais auparavant.

Toute infraction aux "lois" était punie avec la dernière rigueur.

Le soulèvement de la Pologne en 1831 - noyé dans le sang avec une rare férocité - et la situation internationale poussèrent l'empereur à accentuer la militarisation du pays. La vie de la population devait être réglée comme à la caserne et un châtiment sévère s'abattait sur quiconque cherchait à se dérober à la discipline imposée.

Ce souverain mérita bien son surnom : *Nicolas-la-Trique*.

1.2.2 Effervescence paysanne. - Mécontentement général.

En dépit de toutes ces mesures - ou plutôt grâce à elles et à leurs effets néfastes dont le tzar, dans son aveuglement, ne se rendait pas compte - le pays (c'est-à-dire certains éléments de la population) ne cessait de manifester, à toute occasion, son mécontentement.

D'autre part, la noblesse foncière, particulièrement choyée par l'empereur qui voyait en elle son principal appui, poussait impunément, jusqu'à l'excès, l'exploitation et le traitement abominable de ses serfs. Aussi, une irritation sourde mais de plus en plus vive se faisait sentir dans les masses paysannes. Les actes de rébellion contre les

"*pomestchiks*" (seigneurs) et aussi contre les autorités locales se multipliaient dangereusement. Les méthodes de répression s'avéraient de moins en moins efficaces.

La vénalité, l'incapacité et l'arbitraire des fonctionnaires devenaient de plus en plus insupportables. Le tzar, ayant besoin de leur soutien et de leurs triques pour "tenir le peuple en respect", ne voulait rien voir ni rien entendre. La colère de ceux qui souffraient de cet état de choses n'en devenait que plus intense.

Les forces vives de la société restaient figées. Seule, la routine officielle était admise, encore qu'absurde et impuissante.

Une pareille situation menait fatalement à une décomposition prochaine du système entier. Fort en apparence, le régime du knout pourrissait intérieurement. L'immense empire devenait déjà un "colosse aux pieds d'argile".

Des couches de plus en plus vastes de la population s'en rendaient compte.

L'esprit d'opposition contre l'impossible système gagnait la société entière.

C'est alors que se déclencha cette magnifique évolution - rapide et importante - de la jeune couche *intellectuelle*.

1.2.3 L'essor de la jeunesse intellectuelle.

Dans un pays aussi grand et prolifique que la Russie, la jeunesse était nombreuse dans toutes les classes de la population. Quelle était sa mentalité en général ?

Laissant de côté la jeunesse paysanne, constatons que les jeunes générations plus ou moins instruites professaient des idées avancées. Les jeunes du milieu du XIX^e siècle admettaient difficilement l'esclavage des paysans. L'absolutisme tsariste les choquait aussi de plus en plus. L'étude du monde occidental, qu'aucune censure ne parvenait à empêcher (au contraire, on avait du goût pour le fruit défendu), éveilla leur pensée. L'essor des sciences naturelles et du matérialisme les impressionna fortement. D'autre part, ce fut vers la même époque que la littérature russe, s'inspirant des principes humanitaires et généreux, prit en dépit de cette censure dont elle savait tromper adroitement la vigilance, son grand élan, en exerçant une influence puissante sur la jeunesse.

En même temps, économiquement, le travail des serfs et l'absence de toute liberté ne répondaient plus aux exigences pressantes de l'époque.

Pour toutes ces raisons, la couche intellectuelle - la jeunesse surtout - se révéla, vers la fin du règne de Nicolas I^{er}, théoriquement émancipée. Elle se dressa résolument contre le servage et contre l'absolutisme.

Ce fut alors que naquit le fameux courant du *nihilisme* et, du même coup, le conflit aigu entre les "pères", plus conservateurs, et les "enfants", farouchement avancés. Ce conflit peint magistralement par Tourguéneff dans son roman *Pères et Enfants*.

1.2.4 Le nihilisme.

Un malentendu fort répandu et profondément enraciné accompagne, en dehors de la Russie, ce mot né, il y a quelque soixante-quinze ans, dans la littérature russe et passé, sans être traduit, grâce à son origine latine, dans d'autres langues.

En France et ailleurs on entend généralement par "*Nihilisme*" une doctrine révolutionnaire *politique* et *sociale*, inventée en Russie, y ayant ou ayant eu de nombreux partisans organisés. On parle couramment d'un "parti nihiliste" et des "nihilistes", ses membres.

Tout cela n'est pas exact.

Le terme nihilisme a été introduit dans la littérature et ensuite dans la langue russe par le célèbre romancier Ivan Tourguéneff (1818-1883), vers le milieu du siècle passé. Dans l'un de ses romans, Tourguéneff qualifia ainsi un courant d'idées - *et non une doctrine* - qui s'était manifesté parmi les jeunes intellectuels russes à la fin de l'année 1850. Le mot eut du succès et entra vite en circulation.

Ce courant d'idées avait un caractère essentiellement *philosophique* et surtout *moral*. Son champ d'influence resta toujours restreint, ne s'étant jamais étendu au delà de la couche intellectuelle. Son attitude fut toujours *personnelle* et *pacifique*, ce qui ne l'empêcha pas d'être animé d'un grand souffle de révolte individuelle et d'être guidé par un rêve de bonheur pour l'humanité entière.

Le mouvement qu'il avait provoqué (si l'on peut parler d'un mouvement) ne dépassa pas le domaine littéraire et celui des *moeurs*. D'ailleurs, tout autre mouvement était impossible sous le régime d'alors. Mais, dans ces deux domaines, il ne recula devant aucune des conclusions logiques que non seulement il formula, mais qu'il chercha à appliquer individuellement comme règles de conduite.

Dans ces limites, le mouvement ouvrit le chemin à une évolution spirituelle et morale qui amena la jeunesse russe à des conceptions générales très avancées et aboutit, entre autres, à cette émancipation de la femme cultivée, dont la Russie de la fin du XIXe siècle pouvait à juste titre être fière.

Tout en étant strictement philosophique et individuel, ce courant d'idées portait en lui, grâce à son esprit largement humain et émancipateur, le germe des conceptions sociales qui lui succédèrent et aboutirent à un véritable mouvement révolutionnaire, politique et social. Le "*nihilisme*" *prépara le terrain* à ce mouvement, apparu plus tard sous l'influence des idées répandues en Europe, et des événements extérieurs et intérieurs.

C'est avec ce mouvement postérieur, mené par des *partis* ou groupements *organisés*, ayant un programme d'action et un but *concrets*, que le courant "nihiliste" est, généralement, confondu hors la Russie. Mais c'est uniquement au courant d'idées *précurseur* que le qualificatif "*nihiliste*" doit être appliqué.

En tant que conception philosophique, le nihilisme avait pour base : d'une part, le *matérialisme* et, d'autre part, *l'individualisme*, dans leur acception la plus large, voire exagérée.

Force et Matière, le fameux ouvrage de Büchner (philosophe matérialiste allemand 1824-1899), paru à cette époque, fut traduit en russe, lithographié clandestinement et répandu, malgré les risques, avec un très grand succès, à des milliers d'exemplaires. Ce livre devint le véritable évangile de la jeunesse intellectuelle russe d'alors. Les oeuvres de Moleschott, de Ch. Darwin et de plusieurs auteurs matérialistes et naturalistes étrangers exercèrent également une très grande influence.

Le matérialisme fut accepté comme une vérité incontestable, absolue.

En tant que *matérialistes*, les nihilistes menèrent une guerre acharnée contre la religion et aussi contre tout ce qui échappe à la raison pure ou à l'épreuve positive, contre tout ce qui se trouve en dehors des réalités matérielles ou des valeurs immédiatement utiles, enfin contre tout ce qui appartient au domaine spirituel, sentimental idéaliste.

Ils méprisaient l'esthétique, la beauté, le confort, les jouissances spirituelles, l'amour sentimental, l'art de s'habiller, le désir de plaire, etc. Dans cet ordre d'idées, ils allèrent même jusqu'à renier totalement l'art comme une manifestation de l'idéalisme. Leur grand idéologue, le brillant publiciste Pissareff, mort accidentellement en pleine jeunesse, lança dans l'un de ses articles son fameux parallèle entre un ouvrier et un artiste. Il affirma, notamment, qu'un cordonnier quelconque était infiniment plus à estimer et à admirer que Raphaël, car le premier produisait des objets matériels et utiles tandis que les oeuvres du second ne servaient à rien. Le même Pissareff s'acharnait dans ses écrits à détrôner, au point de vue matérialiste et utilitariste, le grand poète Pouchkine. - "La nature n'est pas un temple, mais un laboratoire, et l'homme s'y trouve pour travailler", dit le nihiliste Bazaroff dans le roman cité de Tourguéneff.

En parlant d'une "guerre acharnée" livrée par les nihilistes, il faut entendre par là une guerre littéraire et verbale, sans plus. Le nihilisme borna son activité à une propagande voilée de ses idées dans quelques revues et dans des cercles d'intellectuels. Cette propagande était déjà assez difficile car il fallait compter avec la censure et la police tzaristes qui sévissaient contre les "hérésies étrangères" et contre toute pensée indépendante. Les manifestations "extérieures" du nihilisme consistaient surtout en une façon extra-simple de s'habiller et en une manière dégagée de se comporter. Ainsi les femmes nihilistes portaient généralement les cheveux courts, chaussaient souvent leur nez de lunettes pour s'enlaidir et souligner leur mépris de la beauté et de la coquetterie, endossaient des vêtements grossiers par défi à la toilette et à la mode, empruntaient une démarche masculine et fumaient pour proclamer l'égalité des sexes et afficher leur dédain des règles de convenance. Ces quelques extravagances ne diminuaient en rien le fond sérieux du mouvement. L'impossibilité de tout autre genre d'"extériorisation" les expliquait et les justifiait largement. Et quant au domaine des moeurs, les nihilistes y pratiquaient un rigorisme absolu.

Mais la base principale du nihilisme fut une sorte d'*individualisme spécifique*.

Surgi d'abord comme une réaction fort naturelle contre tout ce qui écrasait, en Russie de l'époque, la pensée libre et l'individu, cet individualisme finit par renier, au nom d'une absolue liberté individuelle, toutes les contraintes, toutes les obligations, toutes les entraves, toutes les traditions imposées à l'homme par la société, la famille, les

coutumes, les moeurs, les croyances, les convenances établies, etc.

Emancipation complète de l'individu, homme ou femme, de tout ce qui pourrait attenter à son indépendance ou à la liberté de sa pensée : telle fut l'idée fondamentale du nihilisme. Il défendait le droit sacré de l'individu à une liberté entière et à l'inviolabilité de son existence.

Le lecteur comprendra pourquoi on qualifie ce courant d'idée de *nihilisme*. On voulait dire par là que les partisans de cette idéologie n'admettaient *rien* (en latin : *nihil*) de ce qui était naturel et sacré pour les autres : famille, société, religion, traditions, etc. A la question qu'on posait à un tel homme : "Qu'admettez-vous, qu'approuvez-vous de tout ce qui vous entoure et du milieu qui prétend avoir le droit et même le devoir d'exercer sur vous telle ou telle emprise ?" L'homme répondait : "*Rien !*" (*nihil*). Il était donc "nihiliste".

En dépit de son caractère essentiellement individuel et philosophique (il défendait la liberté de l'individu d'une façon abstraite plutôt que contre le despotisme régnant), le nihilisme, nous l'avons dit, *prépara le terrain à la lutte contre l'obstacle réel et immédiat*, pour l'émancipation concrète : politique, économique et sociale.

Mais il n'entreprit pas lui-même cette lutte. Il ne posa même pas la question . "Que faire pour libérer effectivement l'individu ?" Il resta jusqu'au bout dans le domaine des discussions purement idéologiques et des réalisations purement morales, Cette autre question, celle de l'action immédiate pour l'émancipation, fut posée par la génération suivante, au cours des années 1870-1880. Ce fut alors que les premiers groupements révolutionnaires et socialistes se formèrent en Russie. *L'action* commença. Mais elle n'avait plus rien de commun avec le "nihilisme" d'autrefois. Et le mot lui-même fut mis au rancart. Il resta dans la langue russe comme un terme purement historique, trace et souvenir d'un mouvement d'idées des années 1860-1870.

Le fait qu'à l'étranger on a l'habitude d'appeler "nihilisme" tout le mouvement révolutionnaire russe avant le "bolchevisme" et qu'on y parle d'un "parti nihiliste", est donc une erreur due à l'ignorance de la véritable histoire des mouvements révolutionnaires en Russie.

1.2.5 La faillite du régime de la trique.

Le gouvernement de Nicolas Ier, réactionnaire à outrance, se refusait à tenir compte des réalités et de l'effervescence des esprits. Au contraire, il lança un défi à la société, créant une police politique secrète (la fameuse Okhrana : Sûreté), un corps spécial de gendarmerie, etc., afin de mater le mouvement.

Les persécutions politiques devinrent un véritable fléau. Rappelons-nous qu'à cette époque le jeune Dostoïevski faillit être exécuté - et alla au bagne - pour avoir adhéré au groupe d'études sociales absolument inoffensif animé par Petrachevski ; que le premier grand critique et publiciste russe, Béliński, arrivait avec peine à faire entendre sa voix ; qu'un autre grand publiciste, Herzen, dut s'expatrier; et ainsi de suite, sans parler des révolutionnaires accomplis et actifs, tels que Bakounine et autres.

Toute cette répression ne réussit guère à apaiser l'excitation dont les causes étaient

trop profondes. Elle réussit encore moins à améliorer la situation. En guise de remède, Nicolas Ier continuait à serrer la vis bureaucratique et policière.

Sur ces entrefaites, la Russie fut entraînée dans la guerre de Crimée (1854-1855). Et ce fut la catastrophe. Les péripéties de la guerre démontrèrent avec évidence la faillite du régime et la faiblesse réelle de l'Empire. Les "pieds d'argile" plièrent pour la première fois. (Naturellement, la leçon ne servit pas à grand'chose.) Les plaies politiques et sociales de l'Etat furent mises à nu.

Nicolas Ier, vaincu, mourut en 1865, aussitôt la guerre perdue, parfaitement conscient de cette faillite, mais impuissant à y faire face. On peut supposer que l'ébranlement moral qui en résulta précipita sa mort. On parla même avec persistance d'un suicide par empoisonnement. Cette version est fort plausible, tout en restant sans preuves décisives.

1.2.6 Evolution quand même.

Avant de clore ce chapitre et pour permettre au lecteur de bien comprendre la suite, il faut insister sur un point généralement peu connu.

En dépit de toutes les faiblesses et entraves, le pays accomplit rapidement, au cours de ce laps de temps, des progrès techniques et culturels considérables.

Poussée par des nécessités économiques impérieuses, l'industrie "nationale" naquit, donnant lieu, du même coup, à la naissance d'une classe ouvrière, d'un "prolétariat". Des usines importantes furent créées dans certaines villes. Des ports furent aménagés. Des mines de charbon, de fer, d'or, etc., commencèrent à être exploitées. Les voies de communications furent multipliées et améliorées. Le premier chemin de fer à grande vitesse, reliant les deux capitales de l'immense pays, Saint-Pétersbourg (Léningrad) et Moscou, fut construit. Ce chemin de fer est une véritable merveille d'art technique, la région entre les deux villes, topographiquement impropre à cette sorte de construction, au sol peu solide, souvent marécageux, se prêtait mal à recevoir une voie ferrée. La distance de Saint-Pétersbourg à Moscou est, à vol d'oiseau, de près de 600 verstes (env. 640 kilomètres). Mais au point de vue d'une construction économique rationnelle, il ne pouvait nullement être question de faire un tracé en ligne droite. On raconte que Nicolas Ier, s'intéressant personnellement au projet (c'était l'Etat qui construisait), chargea plusieurs ingénieurs d'établir et de lui présenter des plans avec devis. Ces ingénieurs, profitant des circonstances, présentèrent à l'Empereur des tracés exagérément compliqués, avec de nombreux détours, etc. Nicolas Ier comprit. Y ayant à peine jeté un rapide coup d'oeil, il mit ces projets de côté, prit lui-même un crayon et une feuille de papier, y fixa deux points, les lia avec une ligne droite et dit : "La plus courte distance entre deux points est la ligne droite". C'était un ordre formel, sans appel. Les constructeurs n'avaient qu'à l'exécuter. Ils le firent, réalisant ainsi un véritable tour de force. Ce fut un travail gigantesque, accompli au prix d'efforts incroyables et aussi de peines écrasantes, inhumaines pour des milliers d'ouvriers.

Depuis lors, le chemin de fer "Nicolaïevskia" (de Nicolas) est un des plus remarquables dans le monde : il représente exactement 609 verstes (env. 650 kms) de voie ferrée en ligne droite presque impeccable.

Notons que la classe ouvrière naissante gardait encore des relations étroites avec la campagne d'où elle sortait et où elle retournait aussitôt son travail "au dehors" terminé. D'ailleurs, nous l'avons vu, les paysans attachés à la terre de leurs seigneurs ne pouvaient pas s'en aller définitivement. Pour les faire employer à des travaux industriels, il fallait recourir à des arrangements spéciaux avec leurs propriétaires. Les vrais ouvriers des villes - qui étaient à cette époque une sorte d'artisans ambulants - fournissaient un contingent fort réduit. Il n'était donc pas encore question d'un "prolétariat" au sens propre du mot. Mais l'élan nécessaire à la formation d'un tel prolétariat était donné. Le besoin d'une main-d'oeuvre stable, constante, fut l'une des raisons économiques pressantes qui poussaient impérieusement à l'abolition du servage. Encore deux ou trois générations, et la classe des salariés, le vrai prolétariat industriel, n'ayant plus aucun lien avec la terre, apparaîtra en Russie, comme ailleurs.

Dans le domaine culturel, un rapide progrès s'accomplissait également. Les parents plus ou moins aisés voulaient que leurs enfants fussent instruits et cultivés. Le nombre rapidement croissant des collégiens et des étudiants obligea le gouvernement à augmenter sans cesse la quantité des établissements scolaires secondaires et supérieurs. Les nécessités économiques et techniques, l'évolution générale du pays, l'exigeaient aussi de plus en plus impérieusement. Vers la fin du règne de Nicolas Ier la Russie possédait six universités à Moscou, à Dorpat, à Kharkov, à Kazan, à Saint-Pétersbourg et à Kiew, énumérées dans l'ordre de leur ancienneté, et une dizaine d'écoles supérieures, techniques ou spéciales.

Ainsi il ne faut pas croire (cette légende est fort répandue) que la Russie tout entière était à cette époque un pays inculte, barbare, presque "sauvage". Inculte et "sauvage" restait encore la population paysanne en servage. Mais les habitants des villes n'avaient, au point de vue culturel, rien à envier à leurs collègues de l'Occident, sauf que quelques détails de pure technique. Quant à la jeunesse intellectuelle, elle était même, sous certains rapports, plus avancée que celle des autres pays d'Europe.

Nous avons suffisamment parlé de cette différence, énorme et paradoxale, entre l'existence et la mentalité du peuple esclave, d'une part, et le niveau de culture des couches privilégiées, d'autre part, pour ne pas devoir y insister.

1.3 Les réformes, la reprise de la Révolution ; «Echec au tzarisme» et échec révolutionnaire ; la Réaction (1855-1881)

Ce fut le fils et successeur de Nicolas Ier, l'Empereur Alexandre II, qui dut faire face à la situation difficile du pays et du régime. Le mécontentement général, la pression des couches intellectuelles avancées, la peur d'un soulèvement des masses paysannes, et enfin les nécessités économiques de l'époque l'obligèrent, malgré une résistance acharnée des milieux réactionnaires, à "jeter du lest", à prendre résolument la voie des réformes. Il se décida à mettre fin au régime purement bureaucratique et à l'arbitraire absolu des pouvoirs administratifs. Il entreprit une modification sérieuse du système judiciaire. Et, surtout, il s'attaqua au régime du servage.

A partir de l'année 1860, les réformes se succédèrent à une cadence rapide et

ininterrompue. Les plus importantes furent : l'abolition du servage (1861) ; la fondation des cours d'assises avec un jury élu (1864) à la place des anciens tribunaux d'Etat composés de fonctionnaires ; la création en 1864, dans les villes et à la campagne, des unités d'auto-administration locale (la *gorodskoïe samo-oupravlénié* et la *zemstvo* : sortes de municipalités urbaines et rurales), avec droit de *self-government* dans certains domaines de la vie publique (quelques branches de l'enseignement, hygiène, voies de communication, etc.).

Toutes les forces vives de la population - les intellectuels particulièrement - se ruèrent vers une activité désormais possible. Les municipalités se consacrèrent avec beaucoup d'ardeur à la création d'un vaste réseau d'écoles primaires, d'une tendance laïque. Naturellement, ces écoles "municipales" et "urbaines" étaient surveillées et contrôlées par le gouvernement. L'enseignement de la religion y était obligatoire et le "pope" y jouait un grand rôle. Mais elles bénéficiaient malgré tout d'une certaine autonomie. Et le corps enseignant de ces écoles se recrutait, par les "zemstvos" et les conseils urbains, dans les milieux intellectuels avancés.

On s'occupa aussi avec ferveur de l'état sanitaire des villes, de l'amélioration des voies de communication et ainsi de suite.

Le pays respirait mieux.

Mais, tout en étant importantes par rapport à la situation de la veille, les réformes d'Alexandre II restaient bien timides et très incomplètes par rapport aux aspirations des couches avancées et aux vrais besoins matériels et moraux du pays. Pour être efficaces et capables de donner au peuple un véritable élan, elles auraient dû être complétées au moins par l'octroi de quelques libertés et droits civiques : liberté de presse et de parole, droit de réunion et d'organisation, etc. Or, de ce côté, rien ne changea. C'est à peine si la censure devint moins absurde. Au fond, la presse et la parole restèrent muselées, aucune liberté ne fut octroyée ; la classe ouvrière naissante n'avait aucun droit ; la noblesse, les propriétaires fonciers et la bourgeoisie restaient les classes dominantes, et, surtout, *le régime absolutiste demeura intact*. (D'ailleurs, ce fut justement la crainte de l'entamer qui, d'une part, incita Alexandre II à jeter au peuple cet os des "réformes", mais qui, d'autre part, lui interdit de pousser celles-ci plus à fond. Aussi furent-elles loin de donner satisfaction à la population.)

Les conditions dans lesquelles le servage fut aboli offrent la meilleure illustration de ce que nous avançons. Elles constituaient le point le plus faible des réformes.

Les propriétaires fonciers, après avoir vainement lutté contre toute atteinte au *statu quo*, durent s'incliner devant la décision suprême du tzar (prise, d'ailleurs, après de longues et dramatiques hésitations, sous la poussée énergique des éléments progressifs). Mais ils firent leur possible pour que cette réforme fût réduite au minimum. Ils y réussirent d'autant plus facilement qu'Alexandre II lui-même ne voulait, naturellement, léser en rien les intérêts sacrés de "ses chers nobles". Ce fut surtout la peur d'une révolution qui, finalement, lui dicta son geste. Il savait que les paysans avaient eu vent de ses intentions et de la lutte qui se livrait à ce sujet autour du trône. Il savait que leur patience était, cette fois, vraiment à bout, qu'ils attendaient leur libération et que s'ils apprenaient l'ajournement de la réforme, l'effervescence qui suivrait pourrait les porter à une immense et terrible révolte. Dans ses dernières

discussions avec les adversaires de la réforme, le tzar prononça cette fameuse sentence qui en dit long sur ses véritables sentiments : "Mieux vaut donner la liberté par en haut que d'attendre qu'on vienne la prendre par en bas". Aussi fit-il tout ce qu'il put pour que cette "liberté", c'est-à-dire l'abolition du servage, portât le moins de préjudice possible aux seigneurs fonciers. "Enfin la chaîne de fer cassa", écrira un jour le poète Nekrassoff dans un poème retentissant : "Oui, elle cassa et frappa d'un bout le seigneur, mais de l'autre, le paysan".

Certes, les paysans obtinrent enfin leur liberté individuelle. Mais ils durent la payer cher. Ils reçurent des lots de terre tout à fait dérisoires. (Il était tout de même impossible de les "libérer" sans leur octroyer des lopins de terre au moins suffisants pour qu'ils ne mourussent pas de faim). De plus, ils furent astreints à payer, pendant longtemps, en sus des contributions de l'Etat, une forte redevance pour les terres aliénées au préjudice de leurs anciens seigneurs.

Il est à noter que 75 millions de paysans reçurent en tout un peu plus du tiers du sol. Un autre tiers fut gardé par l'Etat. Et presque un tiers resta entre les mains des propriétaires fonciers. Une proportion pareille condamnait la masse paysanne à une existence de famine. Elle la maintenait, au fond, à la merci des "pomestchiks" et, plus tard, des paysans enrichis d'une manière ou d'une autre, des "koulaks".

Dans toutes ses "réformes" Alexandre II fut guidé par le soin de céder le moins possible : le strict nécessaire pour éviter une catastrophe qui s'annonçait imminente. Aussi, les insuffisances et les défauts de ces "réformes" se firent sentir déjà vers les années 1870.

La population laborieuse des villes était sans défense contre l'exploitation croissante.

L'absence de toute liberté de presse et de parole ainsi que l'interdiction absolue de tout groupement à tendance politique ou sociale rendaient impossible toute circulation d'idée, toute critique, toute propagande, toute activité sociale - donc, au fond, tout progrès.

Le "peuple" était composé uniquement de "sujets" soumis à l'arbitraire de l'absolutisme. Cet arbitraire, tout en étant devenu moins féroce que sous Nicolas Ier, n'en restait pas moins entier.

Quant à la masse paysanne, elle restait un troupeau de bêtes de somme, réduit à la corvée de nourrir l'Etat et les classes privilégiées.

1.3.1 Un nouveau mouvement révolutionnaire. - La "Narodnaia Volia". - L'assassinat du tzar Alexandre II.

Les meilleurs représentants de la jeunesse intellectuelle se rendirent rapidement compte de cette situation lamentable. Ceci d'autant plus que les pays occidentaux jouissaient déjà, à cette époque, d'un régime politique et social relativement avancé. Aux années 1870, l'Europe occidentale se trouvait en pleines luttes sociales ; le socialisme y commençait sa propagande intense et le marxisme abordait la tâche

d'organiser la classe ouvrière en un puissant parti politique.

Comme d'habitude, bravant et trompant la censure - les fonctionnaires manquaient trop d'instruction et d'intelligence pour comprendre la finesse et la variété des procédés - les meilleurs publicistes de l'époque, tel Tchernychevski qui, finalement, paya son audace des travaux forcés, réussissaient à propager les idées socialistes dans les milieux intellectuels au moyen d'articles de revues écrits d'une manière conventionnelle. Ils instruisaient ainsi la jeunesse, la mettant régulièrement au courant du mouvement d'idées et des événements politiques et sociaux à l'étranger. En même temps, ils dévoilaient habilement les dessous des soi-disant "réformes" d'Alexandre II, leurs véritables motifs, leur hypocrisie et leur insuffisance.

Il est donc tout à fait naturel que, vers les mêmes années, des groupements clandestins se soient formés en Russie pour lutter activement contre le régime abject et, avant tout, pour répandre l'idée de l'affranchissement politique et social dans les classes laborieuses.

Ces groupements se composaient d'une jeunesse des deux sexes qui se consacrait entièrement, avec un sublime esprit de sacrifice, à la tâche de "porter la lumière aux masses laborieuses".

Ainsi se forma un vaste mouvement de la jeunesse russe intellectuelle laquelle, en nombre considérable, abandonnant famille, confort et carrière, s'élança "vers le peuple" afin de l'éclairer.

D'autre part, une certaine activité terroriste contre les principaux serviteurs du régime prit son essor. Entre 1860 et 1870, quelques attentats eurent lieu contre des hauts fonctionnaires. Il y eut aussi des attentats manqués contre le Tzar.

Le mouvement aboutit à un échec. Presque tous les propagandistes furent repérés par la police (souvent sur les indications des paysans eux-mêmes), arrêtés et envoyés en prison, en exil ou au bagne (2). Le résultat pratique de l'entreprise fut nul.

Il devenait de plus en plus évident que le tzarisme présentait un obstacle *insurmontable* à l'éducation du peuple. De là, il n'y avait qu'un pas à faire pour arriver à la conclusion logique que voici : puisque le tzarisme est cet obstacle, il faut d'abord supprimer le tzarisme.

Et ce pas fut franchi. La jeunesse meurtrie, désespérée, forma un groupement qui se donnait pour but immédiat l'assassinat du Tzar. Quelques autres raisons étayèrent cette décision. Il s'agissait, notamment, de châtier "publiquement" l'homme qui, par ses prétendues "réformes", trompait le peuple. Il s'agissait aussi de dévoiler la duperie devant de vastes masses, d'attirer leur attention par un acte retentissant, formidable. Il s'agissait, en somme, de démontrer au peuple, par la suppression du Tzar, la fragilité, la vulnérabilité, le caractère fortuit et passager du régime.

Ainsi, on espérait tuer, une fois pour toutes, "la légende du Tzar". Certains membres du groupement allaient plus loin : ils admettaient que l'assassinat du Tzar pouvait servir de point de départ à une vaste révolte qui, le désarroi général aidant, aboutirait à une révolution et à la chute immédiate du tzarisme.

Le groupement prit le nom de *Narodnaïa Volia* (Volonté du Peuple). Après une minutieuse préparation, il exécuta son projet ; le 1er mars 1881, le tzar Alexandre II fut tué à Saint-Pétersbourg, lors d'un de ses déplacements. Deux bombes furent lancées par les terroristes contre la voiture impériale. La première brisa la voiture, la seconde blessa mortellement l'empereur, lui arrachant les deux jambes. Il décéda presque aussitôt.

L'acte resta incompris des masses. Les paysans ne lisaient pas les revues. (Ils ne lisaient même pas du tout.) Complètement ignorés, restés en marge de toute propagande, fascinés depuis plus d'un siècle par l'idée que le Tzar leur voulait du bien mais que seule la noblesse s'opposait par tous les moyens à ses bonnes intentions (ils en voyaient une preuve de plus dans la résistance que cette noblesse avait opposée à leur libération et aussi dans l'obligation de payer de lourdes redevances pour leurs lots de terrain : obligation qu'ils attribuaient aux intrigues de la noblesse), les paysans accusèrent cette dernière d'avoir assassiné le Tzar pour se venger de l'abolition du servage et dans l'espoir de le restaurer.

1.3.2 L'absolutisme, la légende et le paradoxe survivent.

Le Tzar fut tué. Non pas la légende. (Le lecteur verra comment l'histoire se chargea, vingt-quatre ans après, de détruire celle-ci.)

Le peuple ne comprit pas, ne bougea pas. La presse servile vociféra contre les "ignobles criminels", les "horribles scélérats", les "fous"...

La Cour ne manifesta pas tant de désarroi. Le jeune héritier Alexandre, fils aîné de l'Empereur assassiné, prit immédiatement le pouvoir.

Les chefs du parti *Narodnaïa Volia*, les organisateurs et les exécuteurs de l'attentat, furent rapidement repérés, arrêtés, jugés et mis à mort. L'un d'eux, d'ailleurs, le jeune Grinévetzki - celui précisément qui jeta la seconde bombe meurtrière - mortellement blessé lui-même par les éclats décéda presque sur place. On pendit : Sophie Pérovskaiïa Jéliaboff, Kibaltchich (le fameux technicien du parti, qui fabriqua les bombes), Mikhaïloff et Ryssakoff.

Des mesures de persécution et de répression, exceptionnellement vastes et sévères, réduisirent bientôt le parti à une impuissance complète.

Tout "retra dans l'ordre".

Le nouvel Empereur Alexandre III, vivement impressionné par l'attentat, ne trouva rien de mieux que de revenir sur le chemin à peine abandonné de la réaction intégrale. Les "réformes" - pourtant si insuffisantes - de son père lui parurent excessives. Il les jugea déplacées, dangereuses. Il les considéra comme une déplorable erreur. Au lieu de comprendre que l'attentat était une conséquence de leur pauvreté et qu'il fallait les élargir, il vit, au contraire, en elles, la cause du malheur. Et il mit à profit le meurtre de son père pour les combattre dans la mesure du possible.

Il s'employa à dénaturer leur esprit, à contrecarrer leurs effets, à leur barrer résolument la route par une longue série de lois réactionnaires. *L'Etat bureaucratique*

et policier reprit ses droits. Tout mouvement, voire tout esprit libéral, fut étouffé.

Naturellement, le Tzar ne pouvait pas rétablir le servage. Mais les masses laborieuses étaient condamnées à rester plus que jamais dans leur situation d'obscur troupeau, bon à exploiter, privé de tout droit humain.

Le moindre contact de couches cultivées avec le peuple redevint suspect et impossible. Le "paradoxe russe" - le fossé insondable entre le niveau de culture et les aspirations des couches supérieures d'une part, et l'existence sombre et inconsciente du peuple, d'autre part - resta intact.

De nouveau, aucune activité sociale ne fut admise. Et ce qui subsistait encore des timides réformes d'Alexandre II fut réduit à une caricature.

Dans ces conditions, l'activité révolutionnaire allait fatalement renaître.

C'est ce qui arriva bientôt, en effet. Mais, l'aspect et l'essence mêmes de cette activité se transformèrent totalement sous l'influence de nouveaux facteurs économiques, sociaux et psychologiques.

1.4 Fin de siècle : le marxisme ; évolution rapide ; réaction quand même (1881-1900)

1.4.1 Nouvel aspect du mouvement révolutionnaire : le marxisme et le parti social-démocrate. - Progrès culturels. - Essor industriel. - L'absolutisme et la réaction s'affirment en dépit de toute cette évolution.

Après l'échec du parti *Narodnaïa Volia* dans sa campagne violente contre le tzarisme, d'autres événements contribuèrent à la transformation fondamentale du mouvement révolutionnaire russe. Le plus important fut *l'apparition du marxisme*.

Comme on sait, ce dernier apporta une conception nouvelle des luttes sociales : conception qui aboutit à un programme concret d'action révolutionnaire et à la formation, dans les pays de l'Europe occidentale, d'un parti politique ouvrier dit parti social-démocrate.

En dépit de tous les obstacles, les idées socialistes de Lassalle, le marxisme et ses premiers résultats concrets furent connus, étudiés, prêchés et pratiqués clandestinement en Russie. (La littérature légale, pour sa part, excellait dans l'art de s'occuper du socialisme en employant un langage camouflé.) C'est à cette époque que reprirent leur plein élan les fameuses "grosses revues" où collaboraient les meilleurs journalistes et publicistes qui y passaient régulièrement en revue les problèmes sociaux, les doctrines socialistes et les moyens de les réaliser. L'importance de ces publications dans la vie culturelle du pays était exceptionnelle. Aucune famille d'intellectuels ne pouvait s'en passer. Dans les bibliothèques, il fallait se faire inscrire bien à l'avance pour obtenir assez vite le numéro nouvellement paru. Plus d'une génération russe reçut son éducation sociale de ces revues, la complétant par la lecture

de toutes sortes de publications clandestines.

C'est ainsi que l'idéologie marxiste, s'appuyant uniquement sur *l'action organisée* du prolétariat, vint remplacer les aspirations déçues des cercles conspirateurs d'autrefois.

Le second événement, d'une grande portée, fut l'évolution de plus en plus rapide de l'industrie et de la technique, avec ses conséquences.

Le réseau des chemins de fer, les autres voies et moyens de communication, la production minière, l'exploitation du naphte, les industries métallurgique, textile, mécanique, etc., tout cet ensemble d'activités productrices se développait à grands pas, rattrapant le temps perdu. Des régions industrielles surgissaient à travers le pays. Beaucoup de villes changeaient rapidement d'aspect, grâce à leurs usines neuves et à une population ouvrière de plus en plus nombreuse.

Cet essor industriel était largement alimenté en main-d'oeuvre par des masses considérables de paysans miséreux, obligés soit d'abandonner à jamais leurs parcelles de terre insuffisantes, soit de rechercher un travail complémentaire pendant la saison d'hiver. Comme partout ailleurs, évolution industrielle signifiait évolution de la classe prolétarienne. Et comme partout, celle-ci venait à point pour fournir des contingents au mouvement révolutionnaire.

Ainsi, la diffusion des idées marxistes et la croissance du prolétariat industriel sur lequel les marxistes comptaient s'appuyer furent les éléments fondamentaux qui déterminèrent le nouvel aspect des choses.

D'autre parts les progrès de l'industrie, le niveau de plus en plus élevé de la vie en général exigeaient, dans tous les domaines, des hommes instruits, des professionnels, des techniciens, des ouvriers qualifiés. Aussi, le nombre des écoles de tous genres - officielles, municipales et privées - augmentait sans cesse, dans les villes et à la campagne ; universités, écoles supérieures spéciales, lycées, collèges, écoles primaires, cours professionnels, etc., surgissaient de toutes parts. (En 1875, 79 conscrits sur 100 étaient illettrés ; en 1898, ce chiffre tomba à 55.)

Toute cette évolution se faisait en dehors et même à l'encontre du régime politique absolutiste, lequel s'obstinait à persister, maintenant sur le corps vivant du pays une carcasse de plus en plus rigide, absurde et gênante.

Aussi malgré la répression cruelle, le mouvement antimonarchiste et la propagande révolutionnaire et socialiste prenaient de l'ampleur.

Même la population paysanne - la plus arriérée et la plus soumise - commençait à s'ébranler, poussée autant par la misère et l'exploitation inhumaine que par les échos de l'effervescence générale. Ces échos lui étaient rapportés surtout par les nombreux intellectuels travaillant dans les "zemstvos" (on les appelait, en Russie de l'époque, "zemstkié rabotniki" : "travailleurs des zemstvos"), par les ouvriers ayant des liens de parenté ou autres à la campagne, par les travailleurs saisonniers et par le prolétariat agricole. C'était une propagande contre laquelle le gouvernement était impuissant.

Vers la fin du siècle, deux forces nettement caractérisées se dressaient l'une contre l'autre, irréconciliables : l'une était la vieille force de la réaction, qui réunissait autour

du trône les classes hautement privilégiées : la noblesse, la bureaucratie, les propriétaires terriens, la caste militaire, le haut clergé, la bourgeoisie naissante ; l'autre était la jeune force révolutionnaire représentée, dans les années 1890-1900, surtout par la masse des étudiants, mais qui commençait déjà à recruter parmi la jeunesse ouvrière des villes et des régions industrielles.

En 1898, le courant révolutionnaire de tendance marxiste aboutit à la formation du *Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe* (le premier groupe social-démocrate, sous le nom d' "Emancipation du Travail", fut fondé en 1883).

Entre ces deux forces nettement opposées se plaçait un troisième élément qui comprenait surtout des représentants de la classe moyenne et un certain nombre d'intellectuels "de marque": professeurs d'universités, avocats, écrivains, médecins, etc. C'était un mouvement timidement libéral. Tout en soutenant - en cachette et avec beaucoup de prudence - l'activité révolutionnaire, ses adeptes mettaient plutôt leur foi dans des réformes, espérant pouvoir arracher un jour à l'absolutisme, sous la menace d'une révolution imminente (comme sous Alexandre II), des concessions importantes et aboutir ainsi à l'avènement d'un régime constitutionnel.

Seules les vastes masses paysannes demeuraient encore, dans leur ensemble, en dehors de cette fermentation.

L'empereur Alexandre III mourut en 1894. Il céda la place à son fils Nicolas, le dernier des Romanoff.

Une vague légende prétendait que celui-ci professait des idées libérales. On racontait même qu'il était disposé à octroyer à "son peuple" une constitution qui limiterait sérieusement le pouvoir absolu des tzars.

Prenant leurs désirs pour des réalités, quelques "zemstvos" (conseils municipaux) libéraux présentèrent au jeune Tzar des adresses où il était question - très timidement - de certains droits représentatifs et autres.

En janvier 1895, à l'occasion du mariage de Nicolas II, plusieurs délégations de la noblesse, des corps militaires et des "zemstvos" furent solennellement reçues par le Tzar à Saint-Petersbourg. A la grande stupéfaction des délégués municipaux, le nouveau maître, tout en répondant aux félicitations, se mit soudainement en colère et, frappant du pied le parquet, criant presque comme dans une crise d'hystérie, somma les "zemstvos" de renoncer à jamais à leurs "rêveries insensées". Cette sommation fut aussitôt soulignée par des mesures de répression contre quelques "instigateurs" de l'attitude "subversive" des "zemstvos". Ainsi l'absolutisme et la réaction s'affirmaient, une fois de plus, au mépris de l'évolution générale du pays.

1.5 XXe siècle - Évolution précipitée Progrès révolutionnaires - Dérivatifs (1900-1905)

1.5.1 L'absolutisme reste sur ses positions et cherche à se maintenir par tous les moyens. -

L'évolution rapide du pays continue.

Les phénomènes et les traits caractéristiques que nous venons de signaler s'accroissent encore dès le début du XXe siècle.

D'une part, l'absolutisme, loin d'aller à la rencontre des aspirations de la société, prit la décision de se maintenir par tous les moyens et de supprimer non seulement tout mouvement révolutionnaire, mais aussi toute manifestation d'esprit d'opposition. Ce fut à cette époque que le gouvernement de Nicolas II, afin de faire dévier le mécontentement grandissant de la population, eut recours, entre autres, à une forte propagande antisémitique et, ensuite, à l'instigation - et même à l'organisation - des pogromes juifs.

D'autre part, l'évolution économique du pays prenait une allure de plus en plus accélérée. Dans l'espace de cinq ans, de 1900 à 1905, l'industrie et le progrès technique firent un bond prodigieux. La production du pétrole (bassin de Bakou), celle de la houille (bassin du Donetz), des métaux, etc., se rapprochaient rapidement du niveau atteint par les pays industriels. Les voies et moyens de communication (chemins de fer, traction mécanique, transport fluvial et maritime, etc.) se multipliaient et se modernisaient. D'importantes usines de constructions mécaniques et autres, employant des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers, surgissaient - ou s'épanouissaient - aux environs des grandes villes. Des régions industrielles entières naissaient ou prenaient de l'extension. Citons comme exemples : les grandes usines Poutiloff ; les importants chantiers de constructions navales Nevsky ; la grande usine Baltique et plusieurs autres usines d'envergure, à Saint-Pétersbourg ; les faubourgs industriels de la capitale et leurs dizaines de milliers d'ouvriers, tels que Kolpino, Choukhovo, Sestretsksk et autres ; la région industrielle d'Ivanovo-Voznessensk, près de Moscou ; de nombreuses et importantes usines dans la Russie meridionale, à Kharkov, à Ekaterinoslav et ailleurs. Ces progrès rapides restaient généralement peu connus à l'étranger, en dehors des cercles intéressés. (Nombreux sont, aujourd'hui encore, ceux qui croient qu'avant l'avènement du bolchevisme la Russie ne possédait presque aucune industrie et que cette dernière a été créée entièrement par le gouvernement bolcheviste.) Et cependant, nous l'avons déjà dit, leur portée fut considérable, non seulement au point de vue purement industriel, mais aussi au point de vue social. En s'industrialisant, le pays multipliait rapidement ses éléments prolétariens. D'après les statistiques de l'époque, on peut évaluer le nombre total des ouvriers en Russie, vers 1905, à 3 millions environ.

En même temps le pays poursuivait son ascension rapide en matière de culture générale.

Depuis 1890, l'enseignement, l'instruction et l'éducation de la jeunesse avaient fait de très grands progrès.

L'instruction des adultes se trouvait également en progression constante.

Vers 1905, il existait en Russie une trentaine d'universités et d'écoles supérieures, pour hommes et femmes. Presque toutes ces institutions relevaient de l'Etat, sauf quelques-unes dues à des initiatives et à des capitaux municipaux privés. Selon une vieille tradition, et surtout à la suite des réformes d'Alexandre II, leurs statuts étaient

d'un esprit assez libéral et comportaient une indépendance (autonomie) intérieure assez prononcée. Alexandre III et Nicolas II essayèrent de réduire celle-ci. Mais chaque tentative de ce genre provoquait de graves désordres. Finalement, le gouvernement renonça à ses projets,

Les professeurs des universités et des écoles supérieures étaient choisis parmi les universitaires, selon une sélection spéciale.

Presque toutes les villes, même de peu d'importance, possédaient des lycées et des collèges de garçons et de filles. Les écoles secondaires étaient fondées soit par l'Etat, soit par des particuliers ou par des "zemstvos". Dans les trois cas, les programmes étaient établis par l'Etat et l'enseignement était sensiblement pareil. Entre autres, l'enseignement de la religion était obligatoire.

Le corps enseignant des écoles secondaires se recrutait parmi les universitaires, sauf pour les disciplines de second ordre. Le cours entier dont le diplôme donnait accès à l'université durait huit ans. Les enfants qui manquaient de préparation pouvaient faire la classe préparatoire d'un an, en dehors des huit classes obligatoires.

Le nombre des écoles primaires dans les villes et à la campagne augmentait vite. Les unes étaient créées par l'Etat ; d'autres par les municipalités et les "zemstvos". Toutes étaient surveillées et contrôlées par l'Etat. L'enseignement primaire était gratuit. Il n'était pas obligatoire. Naturellement, le catéchisme y était imposé par l'Etat.

Les instituteurs et institutrices des écoles primaires devaient posséder au moins un diplôme de quatre classes d'école secondaire.

Des cours du soir pour les adultes et des "universités populaires" bien organisés et bien fréquentés fonctionnaient dans toutes les grandes villes. Les municipalités et surtout des particuliers s'y employaient avec grand zèle.

Naturellement, les enfants d'ouvriers et de paysans étaient une exception dans les écoles secondaires et supérieures. Le coût de cet enseignement était élevé.

Cependant, contrairement à une légende fort répandue, l'accès de ces écoles n'était interdit ni aux enfants d'ouvriers ni à ceux des paysans. Le contingent principal était fourni par des familles d'intellectuels (de professions libérales), de fonctionnaires, d'employés et de bourgeois.

Les milieux intellectuels professant un *credo* au moins libéral, dans nombre d'écoles et d'institutions municipales et populaires, une propagande d'idées plus ou moins avancées se faisait assez librement, en dehors de l'enseignement proprement dit, malgré la surveillance de la police.

Les conférenciers des "universités populaires" et le corps enseignant des écoles primaires venaient fréquemment des milieux révolutionnaires. Des directeurs, presque toujours de tendance libérale, les toléraient. On savait "arranger les choses". Dans ces conditions, les autorités étaient à peu près impuissantes à combattre cette propagande.

En même temps que par l'enseignement et la parole, l'éducation se faisait par écrit.

Une quantité incalculable de brochures populaires, presque toujours rédigées par des savants ou composées d'extraits des meilleurs écrivains, se rapportant à toutes les sciences et traitant des problèmes politiques et sociaux dans un esprit très avancé, fut lancée sur le marché. La censure s'avéra impuissante à endiguer ce flot montant. Les auteurs et les éditeurs trouvaient une variété de moyens pour tromper la vigilance des autorités.

Si nous y ajoutons la diffusion assez importante, dans les milieux intellectuels et ouvriers, d'une littérature clandestine révolutionnaire et socialiste, nous aurons une notion exacte de ce vaste mouvement d'éducation et de préparation qui caractérise les années 1900-1905.

Nous nous sommes permis d'y apporter quelques détails indispensables pour comprendre l'étendue et l'esprit très avancé des mouvements révolutionnaires postérieurs.

Soulignons que ce mouvement d'aspirations politiques et sociales était complété par une évolution morale remarquable. La jeunesse s'émancipait de tous les préjugés : religieux, nationaux, sexuels et autres. Sur certains points, les milieux russes d'avant-garde étaient, depuis longtemps, bien en avance même par rapport aux pays occidentaux. Ainsi le principe d'égalité des races et des nations, celui d'égalité des sexes, l'union libre, la négation de la religion, etc, devinrent pour ces milieux des vérités acquises, voire pratiquées, depuis les "nihilistes". Dans tous ces domaines, les publicistes russes (Béliniski, Herzen, Tchernychevski, Dobroluboff, Pissareff, Mikhaïlovski) accomplirent une oeuvre de grande portée. Ils élevèrent plusieurs générations d'intellectuels dans le sens de l'affranchissement total, ceci malgré l'influence contraire exercée obligatoirement par le système tzariste d'enseignement secondaire.

Cet esprit d'affranchissement devint finalement pour la jeunesse russe tout entière une véritable tradition *sacrée*, indéracinable. Tout en subissant l'enseignement officiel imposé, la jeunesse se débarrassait de sa férule aussitôt le diplôme en main.

"N'al-lez pas à l'U-ni-ver-si-té !" clamait l'évêque de notre diocèse dans son discours prononcé lors de la solennelle distribution des diplômes à nous tous, élèves sortants du lycée : "N'allez pas à l'Université ! Car l'Université, c'est un repaire d'émeutiers... " (Où voulait-il que nous allions ?) Il était bien au courant, cet honorable évêque. Car, en effet, à quelques exceptions près, tout jeune homme, toute jeune fille, devenus étudiants, se transformaient en révolutionnaires en herbe. Dans le peuple, "étudiant" avait le sens de "mutin".

Par la suite, avec l'âge, ces révoltés de jadis, broyés par les exigences et les bassesses de la vie, oubliaient et reniaient souvent leurs premiers élans. Mais, généralement, il en restait quelque chose : un *credo* libéral, un esprit d'opposition et, parfois, des "flammèches" plus vives encore qui, à la première occasion sérieuse, étaient prêtes à se ranimer.

1.5.2 La situation politique, économique et sociale de la population laborieuse. - L'extension de la propagande socialiste et révolutionnaire. -

Répression de plus en plus brutale. - La révolution commence à conquérir la rue.

Cependant, la situation politique, économique et sociale de la population laborieuse restait sans changement.

Exposés, sans aucun moyen de défense, à l'exploitation grandissante de l'Etat et de la bourgeoisie, n'ayant aucun droit de se concerter, de s'entendre, de faire valoir leurs revendications, de s'organiser, de lutter, de se mettre en grève, etc., les ouvriers étaient malheureux, matériellement et moralement.

Dans la campagne, l'appauvrissement des masses paysannes et leur mécontentement augmentaient de jour en jour. Les paysans - 175 millions d'hommes, femmes et enfants - étaient abandonnés à eux-mêmes et considérés comme une sorte de "bétail humain" (même les châtiments corporels existèrent pour eux en fait jusqu'en 1904, bien qu'ayant été abolis par la loi de 1863). Manque de culture générale et d'instruction élémentaire ; outillage primitif et insuffisant ; absence de crédit ou de toute autre forme de protection ou de secours ; impôts très élevés ; traitement arbitraire, méprisant et impitoyable de la part des autorités et des classes "supérieures" ; morcellement continu des lopins de terre par suite des partages entre les nouveaux membres des familles : concurrence des "koulaks" (paysans aisés) et des propriétaires terriens, etc., telles étaient les multiples causes de cette misère. Même la "communauté paysanne" - le fameux mir russe - n'arrivait plus à soulager ses membres. D'ailleurs, le gouvernement d'Alexandre III et celui de son successeur, Nicolas II, firent leur possible pour réduire le mir à une simple unité administrative étroitement surveillée et menée à la trique par l'Etat, bonne surtout à récolter ou, plutôt, à arracher de force les impôts et les redevances.

Il était donc fatal que la propagande et l'activité socialistes et révolutionnaires remportassent des succès. Le marxisme, propagé clandestinement mais énergiquement, trouvait beaucoup d'adeptes. D'abord, parmi la jeunesse étudiante ; ensuite, dans les milieux ouvriers. L'influence du parti social-démocrate, fondé en 1898, se faisait sentir dans nombre de villes et dans certaines régions, en dépit de l'illégalité de ce parti (comme, d'ailleurs, de tout autre).

Naturellement, le gouvernement sévissait de plus en plus brutalement contre les militants. Les procès politiques ne se comptaient plus. Les mesures de répression administrative et policière frappaient sauvagement des milliers de "sujets". Les prisons, les lieux d'exil et les bagnes s'emplissaient. Mais, tout en réussissant à réduire au minimum l'activité et l'influence du parti, les autorités n'arrivèrent jamais à l'étouffer, comme elles avaient réussi auparavant avec les premiers groupements politiques.

A partir de l'année 1900, malgré tous les efforts des autorités, le mouvement révolutionnaire s'amplifiait considérablement. Les troubles universitaires et ouvriers devinrent bientôt des faits courants. D'ailleurs, les universités restaient souvent fermées pendant des mois, en raison justement des troubles politiques. Mais en réaction les étudiants, appuyés par des ouvriers, organisaient des manifestations bruyantes sur les places publiques. A Saint-Pétersbourg, la place de la cathédrale de Kazan devint l'endroit classique de ces manifestations populaires auxquelles les étudiants et les ouvriers se rendaient en entonnant des chants révolutionnaires et,

parfois, porteurs de drapeaux rouges déployés. Le gouvernement y envoyait des détachements de police et de cosaques à cheval qui "nettoyaient" la place et les rues avoisinantes à coups de sabres et de fouets ("nagaïkas").

La Révolution commençait à conquérir la rue.

Toutefois, pour que le lecteur ait une juste notion de la situation *générale*, une réserve importante s'impose à nouveau.

Le tableau que nous venons de peindre est exact. Mais, *en se rapportant à lui seul*, sans y apporter des correctifs sérieux, sans avoir constamment devant les yeux *le grand ensemble* du pays et du peuple, on risquerait de tomber dans des exagérations, d'aboutir à des appréciations générales erronées et de ne pas comprendre les événements ultérieurs.

N'oublions pas, en effet, que sur la masse immense de plus de 180 millions d'âmes, les groupes touchés par ledit mouvement d'idées ne formaient qu'une couche bien mince. Il s'agissait, en somme, de quelques milliers d'intellectuels - d'étudiants surtout - et de l'élite de la classe ouvrière dans les grands centres. Le reste de la population : les innombrables masses paysannes, le gros des citoyens et même la majorité de la population ouvrière, restait encore étranger, indifférent ou même hostile à l'agitation révolutionnaire. Certes, les milieux avancés augmentaient rapidement leurs effectifs ; à partir des années 1900, le nombre des ouvriers gagnés à la cause était en croissance continue ; l'effervescence révolutionnaire atteignait aussi les masses paysannes, de plus en plus miséreuses. Mais, en même temps, la masse profonde du peuple - *celle dont l'agitation détermine seule les grands changements sociaux* - conservait sa mentalité primitive. Le "paradoxe russe" - dont il a été question plus haut - restait à peu près intact, et la "légende du Tzar" éblouissait encore des millions et des millions d'hommes. *Par rapport à cette masse*, le mouvement en question n'était qu'une petite agitation de surface (quatre ouvriers seulement participèrent au Congrès social-démocrate de Londres, en 1903).

Et, dans ces conditions, tout contact entre les avant postes, poussés très en avant, et le gros des masses, resté très en arrière, était impossible.

Le lecteur devra tenir rigoureusement compte de cette particularité pour comprendre la suite des événements.

1.5.3 Les partis politiques : social-démocrate et socialiste-révolutionnaire. - Les attentats.

A partir de l'année 1901, l'activité révolutionnaire s'enrichit d'un élément nouveau : à côté du parti social-démocrate naquit le parti socialiste-révolutionnaire. La propagande de ce dernier fut vite couronnée d'un succès considérable.

Trois points essentiels constituaient la différence entre les deux partis :

1° Philosophiquement et sociologiquement, le parti socialiste-révolutionnaire était en désaccord avec la doctrine marxiste ;

2° En raison de son antimarxisme, ce parti apportait au problème paysan - le plus important en Russie - une solution autre que celle du parti social-démocrate. Tandis que ce dernier, se basant uniquement sur la *classe ouvrière*, ne comptait guère sur le gros de la *classe paysanne* dont il escomptait, d'ailleurs, la prolétarisation rapide et partant négligeait la propagande rurale, le parti socialiste-révolutionnaire croyait pouvoir gagner les masses paysannes russes à la cause révolutionnaire et socialiste. Il jugeait impossible d'attendre leur prolétarisation. Il déployait en conséquence une forte propagande dans les campagnes. Pratiquement, le parti social-démocrate n'envisageait, dans son programme agraire immédiat, qu'une augmentation des lots de terre appartenant aux paysans et quelques autres réformes de peu d'importance ; tandis que le parti socialiste-révolutionnaire comprenait dans son programme minimum la socialisation immédiate et complète du sol ;

3° En parfaite conformité avec sa doctrine, le parti social-démocrate, qui comptait essentiellement sur l'action *des masses*, repoussait toute action de terrorisme, tout attentat politique, comme socialement inutile. Par contre, le parti socialiste-révolutionnaire attribuait une certaine utilité publique aux attentats contre les hauts fonctionnaires tzaristes trop zélés ou trop cruels. Il créa même un organisme spécial, dit "organisme de combat", chargé de préparer et d'exécuter des attentats politiques sous le contrôle du Comité Central.

A part ces différences, le programme politique et social immédiat ("programme minimum") des deux partis était sensiblement le même : une république démocratique bourgeoise qui ouvrirait la route à une évolution vers le socialisme.

De 1901 à 1905, le parti social-révolutionnaire réalisa plusieurs attentats dont quelques-uns particulièrement retentissants, notamment : en 1902, un jeune militant du parti, l'étudiant Balmacheff, assassina Sipiaguine, ministre de l'Intérieur ; en 1904, un autre socialiste-révolutionnaire l'étudiant Sazonoff, tua von Plehvé, le fameux et cruel successeur de Sipiaguine ; en 1905, le socialiste-révolutionnaire Kaliaïeff exécuta le grand-duc Serge, gouverneur ("le hideux satrape") de Moscou.

1.5.4 Les anarchistes.

Notons qu'à part ces deux partis politiques, il existait aussi, à cette époque, un certain mouvement anarchiste. Très faible, totalement inconnu de la vaste population, il n'était représenté que par quelques groupements d'intellectuels et d'ouvriers (paysans dans le Midi), sans contact suivi. Il y avait un ou deux groupes anarchistes à Saint-Pétersbourg, à peu près autant à Moscou (ces derniers cependant plus forts et plus actifs), des groupements dans le Midi et dans la région Ouest. Leur activité se bornait à une faible propagande, d'ailleurs très difficile, à des attentats contre les serviteurs trop dévoués du régime, et à des actes de "reprise individuelle". La littérature libertaire arrivait en fraude de l'étranger. On répandait surtout les brochures de Kropotkine qui, lui-même obligé d'émigrer après la débâcle de la *Narodnaïa Volia*, s'était fixé en Angleterre.

1.5.5 Le gouvernement tzariste cherche à canaliser le mouvement ouvrier vers une activité "légal".

L'extension rapide de l'activité révolutionnaire à partir de l'année 1900 préoccupait beaucoup le gouvernement. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était les sympathies que la propagande gagnait dans la population ouvrière. Malgré leur existence illégale, donc difficile, les deux partis socialistes possédaient dans les grandes villes des comités, des cercles de propagande, des imprimeries clandestines et des groupes assez nombreux. Le parti socialiste-révolutionnaire réussissait à commettre des attentats qui, par leur éclat, attiraient sur lui l'attention et même l'admiration de tous les milieux. Le gouvernement jugea insuffisants ses moyens de défense et de répression : la surveillance, le mouchardage, la provocation, la prison, les pogromes, etc. Afin de soustraire les masses ; ouvrières à l'emprise des partis socialistes et à toute activité révolutionnaire, il conçut un plan machiavélique qui, logiquement, devait le rendre maître du mouvement ouvrier. Il se décida à mettre sur pied une organisation ouvrière *légitime ; autorisée*, dont il tiendrait lui-même les commandes. Il faisait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part il attirait vers lui les sympathies, la reconnaissance et le dévouement de la classe ouvrière, l'arrachant aux mains des partis révolutionnaires ; d'autre part, il menait le mouvement ouvrier là où il le voulait, en le surveillant de près.

Sans aucun doute, la tâche était délicate. Il fallait attirer les ouvriers dans ces organismes d'Etat ; il fallait tromper leur méfiance, les intéresser, les flatter, les séduire, les duper, sans qu'ils s'en aperçussent ; il fallait feindre d'aller à la rencontre de leurs aspirations... Il fallait éclipser les partis, rendre inefficace leur propagande, les dépasser - surtout par des actes concrets. Pour réussir, le gouvernement serait obligé d'aller jusqu'à consentir certaines concessions d'ordre économique et social, tout en maintenant les ouvriers à sa merci, tout en les maniant à sa guise.

L'exécution d'un pareil "programme" exigeait à la tête de l'entreprise des hommes donnant confiance absolue et, en même temps, habiles, adroits et éprouvés, connaissant bien la psychologie ouvrière, sachant s'imposer et gagner la confiance.

Le choix du gouvernement s'arrêta finalement sur deux hommes, agents de la police politique secrète (*Okhrana*), qui reçurent la mission d'exécuter le projet. L'un fut Zoubatoff, pour Moscou ; l'autre, prêtre et aumônier de l'une des prisons de Saint-Pétersbourg, le pope Gapone.

Ainsi, le gouvernement du Tzar voulut jouer avec le feu. Il ne tarda pas à s'y brûler cruellement.

2. La secousse (1905-1906)

2.1 L'épopée gaponiste ; première grève générale

2.1.1 Les "sections ouvrières". - Le mouvement et l'épopée "gaponistes". -

Le pope Gapone : sa personnalité, son oeuvre, sa fin. -

Le "dimanche sanglant" : 9/22 janvier 1905. -

La "légende du tsar" tuée par le Tzar. -

Premier grand mouvement des masses ouvrières. - Première grève des ouvriers de Saint-Pétersbourg.

A Moscou, Zoubatoff fut démasqué assez rapidement Il ne put aboutir à de grands résultats. Mais, à Saint-Pétersbourg, les affaires marchèrent mieux. Gapone, très adroit, oeuvrant dans l'ombre, sut gagner la confiance et même l'affection des milieux ouvriers. Doué d'un réel talent d'agitateur et d'organisateur, il réussit à mettre sur pied les soi-disant "Sections Ouvrières" qu'il guidait en personne et animait de son activité énergique. Vers la fin de 1904, ces sections étaient au nombre de 11, réparties en divers quartiers de la capitale, et comptaient quelques milliers de membres.

Le soir, les ouvriers venaient très volontiers dans les sections pour y parler de leurs affaires, écouter quelque conférence, parcourir les journaux, etc. L'entrée étant rigoureusement contrôlée par les ouvriers gaponistes eux-mêmes, les militants des partis politiques ne pouvaient y pénétrer qu'avec peine. Et même s'ils y pénétraient, ils étaient vite repérés et mis à la porte.

Les ouvriers de Saint-Pétersbourg prirent leurs sections très au sérieux. Ayant entière confiance en Gapone, ils lui parlaient de leurs malheurs et de leurs aspirations, discutaient avec lui les moyens de faire améliorer leur situation, examinaient des projets de lutte contre les patrons. Fils, lui-même, d'un pauvre paysan, ayant vécu parmi les travailleurs, Gapone comprenait à merveille la psychologie de ses confidents. Il savait feindre admirablement son approbation et ses vives sympathies au mouvement ouvrier. Telle était aussi, à peu près, sa mission officielle, surtout pour les débuts.

La thèse que le gouvernement entreprit d'imposer aux ouvriers dans leurs sections fut celle-ci : "Ouvriers, vous pouvez améliorer votre situation en vous y appliquant méthodiquement, dans les formes légales au sein de vos sections. Pour aboutir, vous n'avez aucun besoin de faire de la politique. Occupez-vous de vos intérêts personnels concrets, immédiats, et vous arriverez bientôt à une existence plus heureuse. Les partis et les luttes politiques, les recettes proposées par de mauvais bergers - les socialistes et les révolutionnaires - ne vous mèneront à rien de bon. Occupez-vous de vos intérêts économiques immédiats. Ceci vous est permis, et c'est par cette voie que vous aboutirez à une amélioration réelle de votre situation. Le gouvernement, qui se soucie beaucoup de vous, vous soutiendra." Telle fut aussi la thèse que Gapone et ses aides, recrutés parmi les ouvriers eux-mêmes, prêchaient et développaient dans les sections.

Les ouvriers répondirent à l'invitation sans retard. Ils commencèrent à préparer une action économique. Ils élaborèrent et formulèrent leurs revendications, d'accord avec Gapone. Ce dernier, dans sa situation plus que délicate, dut s'y prêter. S'il ne le faisait pas, il provoquerait aussitôt un mécontentement parmi les ouvriers, il serait même certainement accusé d'avoir trahi leurs intérêts et de soutenir le parti patronal. Il perdrait sa popularité. Des soupçons encore plus graves pourraient naître contre lui. De ce fait, son oeuvre même serait battue en brèche. Or, dans son double jeu, Gapone devait avant tout, et à tout prix, conserver les sympathies qu'il avait su gagner. Il le comprenait bien et faisait mine de soutenir entièrement la cause ouvrière, espérant pouvoir garder la maîtrise du mouvement, manier les masses à sa guise, diriger, façonner et canaliser leur action.

Ce fut le contraire qui se produisit. Le mouvement dépassa vite les limites qui lui étaient assignées. Il prit rapidement une ampleur, une vigueur et une allure imprévues, brouillant tous les calculs, renversant toutes les combinaisons de ses auteurs. Bientôt, il se transforma en une véritable tempête qui déborda et emporta Gapone lui-même.

En décembre 1904, les ouvriers de l'usine Poutiloff, l'une des plus importantes de Saint-Pétersbourg, et où Gapone comptait de nombreux adeptes et amis, décidèrent de commencer l'action. D'accord avec Gapone, ils rédigèrent et remirent à la direction une liste de revendications d'ordre économique, très modérées d'ailleurs. Vers la fin du mois, ils apprirent que la direction "ne croyait pas possible d'y donner suite" et que le gouvernement était impuissant à l'y obliger. De plus, la direction de l'usine mit à la porte quelques ouvriers considérés comme meneurs. On exigea aussitôt leur réintégration. La direction s'y refusa.

L'indignation, la colère des ouvriers furent sans bornes ; d'abord, parce que leurs longs et laborieux efforts n'aboutissaient à rien ; ensuite - et surtout - parce qu'on leur avait laissé croire que ces efforts seraient couronnés de succès. Gapone en personne les avait encouragés, les avait bercés d'espoir. Et voici que leur premier pas sur la bonne voie légale ne leur apportait qu'un échec cuisant, nullement justifié. Ils se sentirent "roulés". Ils se virent aussi moralement obligés d'intervenir en faveur de leurs camarades révoqués.

Naturellement, leurs regards se tournèrent vers Gapone. Pour sauvegarder son prestige et son rôle, ce dernier feignit d'être indigné plus que tout autre et poussa les ouvriers de l'usine Poutiloff à réagir vigoureusement. C'est ce qu'ils ne tardèrent pas à faire. Se sentant à l'abri, se bornant toujours à des revendications purement économiques, couverts par les sections et par Gapone, ils décidèrent, au cours de plusieurs réunions tumultueuses, de soutenir leur cause par une grève. Le gouvernement, confiant en Gapone, n'intervenait pas. Et c'est ainsi que la grève des usines Poutiloff, la première grève ouvrière importante en Russie, fut déclenchée en décembre 1904.

Mais le mouvement ne s'arrêta pas là. Toutes les sections ouvrières s'émurent et se mirent en branle pour défendre l'action de ceux de Poutiloff. Ils apprécièrent très justement l'échec de ces derniers comme un échec général. Naturellement, Gapone dut prendre parti pour les sections. Le soir, il les parcourait toutes, l'une après l'autre, prononçant partout des discours en faveur des grévistes de Poutiloff, invitant tous les ouvriers à les soutenir par une action efficace.

Quelques jours passèrent. Une agitation extraordinaire secouait les masses ouvrières de la capitale. Les ateliers se vidaient spontanément. Sans mot d'ordre précis, sans préparation ni direction, la grève de Poutiloff devenait une grève quasi générale des travailleurs de Saint-Pétersbourg.

Et ce fut la tempête. En masse, les grévistes se précipitèrent vers les sections, se moquant des formalités, forçant tout contrôle, réclamant une action immédiate et imposante.

En effet, la grève seule ne suffisait pas. Il fallait agir, *faire quelque chose* : quelque chose de grand, d'imposant, de décisif. Tel était le sentiment général.

C'est alors que surgit - on ne sut jamais exactement d'où ni comment - la fantastique idée de rédiger, au nom des ouvriers et paysans malheureux *de toutes les Russies*, une "pétition" au tzar ; de se rendre, pour l'appuyer, en grande masse, devant le Palais d'Hiver ; de remettre la pétition, par l'intermédiaire d'une délégation, Gapone en tête, au tzar lui-même et de demander à ce dernier de prêter l'oreille aux misères de son peuple. Toute naïve, toute paradoxale qu'elle fût, cette idée se répandit comme une traînée de poudre parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Elle les rallia tous. Elle les inspira, les enthousiasma. Elle donna un sens, elle fixa un but précis à leur mouvement.

Les sections firent chorus avec les masses. Elles se décidèrent à organiser l'action. Gapone fut chargé de rédiger la pétition. De nouveau, il s'inclina. Ainsi, il devenait, par la force des choses, leader d'un important, d'un historique mouvement des masses.

Dans les premiers jours du mois de janvier 1905, la pétition était prête. Simple, émouvante, elle respirait le dévouement et la confiance. Les misères du peuple y étaient exposées avec beaucoup de sentiment et de sincérité. On demandait au tzar de se pencher sur elles, de consentir des réformes efficaces et de veiller à leur réalisation.

Chose étrange, mais incontestable : la pétition de Gapone était une oeuvre de haute inspiration, vraiment pathétique.

Il s'agissait maintenant de la faire adopter par toutes les sections, de la porter à la connaissance des vastes masses et d'organiser la marche vers le Palais d'Hiver.

Entre temps, un fait nouveau se produisit. Des révolutionnaires appartenant aux partis politiques (ces derniers se tenaient jusqu'alors totalement à l'écart du "gaponisme") intervinrent auprès de Gapone. Ils cherchèrent, avant tout, à l'influencer pour qu'il donnât à son attitude, à sa pétition et à son action une allure moins "rampante", plus digne, plus ferme - en un mot plus révolutionnaire. Les milieux ouvriers avancés exercèrent sur lui la même pression. Gapone s'y prêta d'assez bonne grâce. Des socialistes révolutionnaires surtout lièrent connaissance avec lui. D'accord avec eux, il remania, dans les tout derniers jours, sa pétition primitive, en l'élargissant considérablement et en atténuant de beaucoup son esprit de fidèle dévouement au tzar.

Sous sa forme définitive, la "pétition" fut le plus grand paradoxe historique qui ait jamais existé. On s'y adressait très loyalement au tzar et on lui demandait ni plus ni moins que d'autoriser - même d'accomplir - une révolution fondamentale, laquelle, en fin de compte, supprimerait son pouvoir. En effet, tout le programme minimum des partis révolutionnaires y figurait. On exigeait, notamment, comme mesures de toute urgence : la liberté entière de presse, de parole, de conscience, etc. ; la liberté absolue pour toutes les associations et les organisations ; le droit aux ouvriers de se syndiquer, de recourir à la grève ; des lois agraires tendant à l'expropriation des gros propriétaires au profit des communautés paysannes, enfin la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante élue sur la base d'une loi électorale démocratique. C'était, carrément, une invitation au suicide.

Voici le texte intégral et définitif de la "pétition" (traduit du russe) :

Nous, travailleurs de Saint-Pétersbourg, nos femmes, nos enfants et nos

parents, vieillards sans ressources, sommes venus à Toi, ô Tzar, pour te demander justice et protection.

Nous sommes réduits à la mendicité. Nous sommes opprimés, écrasés sous le poids d'un travail épuisant, abreuvés d'outrages. Nous ne sommes pas considérés comme des êtres humains, mais traités en esclaves qui doivent subir en silence leur triste destin. Patiemment, nous avons enduré tout cela. Mais voici qu'on nous précipite maintenant tout au fond de l'abîme où seuls l'arbitraire et l'ignorance nous seront réservés. On nous étouffe sous le poids du despotisme et d'un traitement contraire à toute loi humaine.

Nous sommes à bout de forces, o Tzar ! Le moment décisif est venu où, vraiment, la mort vaut mieux que la prolongation de nos intolérables souffrances. Voilà pourquoi nous avons cessé le travail et informé nos patrons que nous ne le reprendrons pas avant qu'ils n'aient souscrit à nos justes demandes.

Ce que nous leur avons demandé est peu de chose, et pourtant, sans ce peu de chose notre vie n'est pas une vie, mais un enfer, une éternelle torture.

Notre première requête demandait à nos patrons de vouloir bien se rendre compte, d'accord avec nous de nos besoins. Et ils ont refusé cela ! Le droit même de discuter nos besoins nous a été contesté sous prétexte que la loi ne nous reconnaît pas ce droit.

Notre demande de la journée de huit heures a été rejetée aussi comme illégale.

Nous avons demandé ensuite la fixation, de concert avec nous, de nos salaires ; l'arbitrage, en cas de malentendus entre nous et l'administration intérieure de l'usine ; l'élévation à un rouble par jour des salaires des manoeuvres, hommes et femmes, la suppression des heures supplémentaires ; une mise en état des ateliers, de sorte que le travail n'y entraîne pas la mort à la suite des courants d'air, de la pluie et de la neige... Nous avons demandé aussi plus d'égards pour ceux qui tombent malades ; et aussi que les ordres qu'on nous donne ne soient pas accompagnés d'in jures.

Toutes ces demandes ont été rejetées comme contraires à la loi. Le fait même de les avoir formulées a été interprété comme un crime. Le désir d'améliorer notre situation est considéré par nos patrons comme une insolence à leur égard.

O Empereur ! Nous sommes ici plus de 300.000 êtres humains. Et, cependant, nous tous ne sommes des êtres humains qu'en apparence. Car, en réalité, nous n'avons aucun droit humain. Il nous est interdit de parler, de penser, de nous réunir pour discuter nos besoins, de prendre des mesures pour améliorer notre situation. Quiconque parmi nous ose élever

la voix en faveur de la classe ouvrière est jeté en prison ou exilé. Avoir un bon coeur, une âme sensible, est considéré comme un crime. Faire preuve de sentiments de fraternité à l'égard d'un malheureux, d'un abandonné, d'une victime, d'un déchu, est un crime abominable.

O Tzar ! Cela est-il conforme aux commandements de Dieu en vertu duquel Tu règues ? Sous de telles lois, la vie vaut-elle d'être vécue ? Ne serait-il pas préférable pour nous tous, travailleurs russes, de mourir, laissant les capitalistes et les fonctionnaires vivre seuls et jouir de l'existence ?

Tel est, Sire, l'avenir qui nous attend. Et c'est pourquoi nous sommes rassemblés devant les murs de Ton palais. Nous espérons trouver, nous attendons ici l'ultime planche de salut. Ne refuse pas d'aider Ton peuple à sortir du gouffre des hors-la-loi où il n'y a que misère et ignorance. Donne-lui une chance, un moyen d'accomplir sa vraie destinée. Délivre-le de l'intolérable oppression des bureaucrates. Démolis la muraille qui Te sépare de lui et appelle-le à gouverner le pays conjointement avec Toi.

Tu as été envoyé ici-bas pour conduire le peuple au bonheur. Mais, lambeau par lambeau, le bonheur nous est arraché par tes fonctionnaires qui ne nous réservent que la douleur et l'humiliation.

Examine nos demandes avec attention et sans colère. Elles ont été formulées, non pas pour le mal, mais pour le bien, pour notre bien, Sire, et pour le Tien. Ce n'est pas l'insolence qui parle en nous, mais la conscience de la nécessité générale qu'il y a d'en finir avec l'actuel et insupportable état de choses.

La Russie est trop vaste, ses besoins sont trop multiples pour qu'elle puisse être dirigée par un gouvernement composé uniquement de bureaucrates. Il est absolument nécessaire que le peuple y participe, car seul il connaît ses besoins.

Ne refuse donc pas de secourir Ton peuple, Donne, sans retard, aux représentants de toutes les classes du pays l'ordre de s'assembler. Que les capitalistes et les ouvriers soient représentés. Que les fonctionnaires, les prêtres, les médecins et les professeurs choisissent aussi leurs délégués. Que tous soient libres d'élire qui leur plaît. Pour cela, permets qu'il soit procédé aux élections d'une Assemblée Constituante sous le régime du suffrage universel .

Telle est notre principale demande dont tout dépend. Ce serait le meilleur, le seul vrai baume pour nos blessures ouvertes. Faute de rappliquer, elles resteront béantes et nous acculeront à la mort.

Il n'y a pas de panacée pour tous nos maux. Plusieurs remèdes sont nécessaires. Nous allons maintenant les énumérer. Nous Te parierons franchement, Sire, à coeur ouvert, comme à un père.

Les mesures, suivantes sont indispensables.

Dans le premier groupe figurent celles contre l'absence de tous droits et l'ignorance dont souffre le peuple russe. Ces mesures comprennent :

1. *La liberté et l'inviolabilité de la personne ; liberté de la parole, de la presse, d'association, de conscience en matière de religion ; séparation de l'Église et de l'État.*
2. *Instruction générale et obligatoire aux frais de l'État.*
3. *responsabilité des ministres devant la nation ; garanties pour la légalité des méthodes administratives.*
4. *Egalité de tous les individus, sans exception, devant la loi.*
5. *Elargissement immédiat de tous ceux qui ont souffert pour leurs convictions.*

Dans le second groupe se trouvent les mesures contre le paupérisme :

1. *Abolition des impôts indirects. Un impôt sur le revenu direct et progressif.*
2. *Abrogation des redevances pour le rachat des terres. Crédit à bon marché. Remise graduelle de la terre au peuple.*

Le troisième groupe comprend les mesures contre l'écrasement du travail par le capital :

1. *Protection du travail par la loi.*
2. *Liberté des unions ouvrières établies dans le but de coopération et pour régler les questions professionnelles.*
3. *Journée de travail de huit heures ; limitation des heures supplémentaires.*
4. *Liberté de lutte entre le travail et le capital.*
5. *Participation des représentants des classes laborieuses à l'élaboration d'une loi sur les assurances d'Etat pour les travailleurs.*
6. *Salaire normal.*

Voilà, Sire, nos principaux besoins. Ordonne qu'ils soient satisfaits. Jure-nous qu'ils le seront, et Tu feras la Russie heureuse et glorieuse, et Ton nom sera inscrit à jamais dans nos coeurs, dans les coeurs de nos enfants et dans ceux des enfants de nos enfants.

Mais si Tu ne nous donnes pas Ta promesse, si Tu n'acceptes pas notre pétition, nous sommes décidés à mourir ici, sur cette place, devant Ton palais, car nous n'avons nulle part où aller ni aucune raison pour nous rendre ailleurs. Pour nous, il n'y a que deux chemins : l'un conduisant à la liberté et au bonheur ; l'autre, à la tombe. Indique-nous l'un de ces chemins, ô Tzar, et nous le suivrons, dût-il nous mener à la mort.

Que nos vies soient un holocauste pour la Russie agonisante : nous ne regretterons pas le sacrifice. Avec joie, nous les offrons.

Il est à noter qu'en dépit de tout ce qu'il y avait de paradoxal dans la situation créée, l'action qui se préparait n'était, pour un esprit averti, qu'un aboutissement logique de la pression combinée des diverses tendances réelles : une sorte de "synthèse" naturelle des différents éléments en présence.

D'une part, l'idée de la démarche collective auprès du Tzar ne fut, au fond, qu'une manifestation de la foi naïve des masses populaires en sa bonne volonté. (Nous avons parlé de cette profonde emprise de la "légende du tzar" sur le peuple.) Ainsi les ouvriers qui, en Russie, ne rompaient jamais leurs liens avec la campagne, reprirent un instant la tradition paysanne pour aller demander au "petit père" aide et protection. Profitant de l'occasion unique qui leur était offerte, soulevés par un élan spontané, irrésistible, ils cherchèrent, sans doute, surtout à mettre le doigt sur la plaie, à obtenir une solution concrète, définitive. Tout en espérant, au fond de leurs âmes simples, un succès au moins partiel, ils voulaient surtout savoir à quoi s'en tenir.

D'autre part, l'influence des partis révolutionnaires, forcés de se tenir à l'écart, pas assez puissants pour empêcher le mouvement ou encore moins pour lui en substituer un autre plus révolutionnaire, s'avéra, néanmoins, assez forte pour réussir à exercer sur Gapone une certaine pression et l'obliger à "révolutionnariser" son acte.

Cet acte fut ainsi le produit bâtard, mais naturel, des forces contradictoires en action.

Quant aux milieux intellectuels et libéraux, ils ne purent qu'assister, témoins impuissants, aux événements en leur développement.

La conduite et la psychologie de Gapone lui-même, toutes paradoxales qu'elles puissent paraître, trouvent pourtant une explication facile. D'abord simple comédien, agent à la solde de la police, il fut, ensuite, de plus en plus entraîné par la formidable vague du mouvement populaire qui le poussait irrésistiblement en avant. Il finit par être emporté. Les événements le mirent, malgré lui, à la tête des foules dont il devenait l'idole. Esprit aventurier et romanesque, il dut se laisser bercer par une illusion. Percevant instinctivement l'importance historique des événements, il dut en faire une appréciation exagérée. Il voyait déjà le pays entier en révolution, le trône en péril, et lui, Gapone, chef suprême du mouvement, idole du peuple, porté aux sommets de la gloire des siècles. Fasciné par ce rêve que la réalité semblait vouloir justifier, il se donna finalement corps et âme au mouvement déclenché. Désormais son rôle de policier ne l'intéressait plus. Il n'y pensait même pas au cours de ces journées de fièvre, tout ébloui par les éclairs du formidable orage, tout absorbé par son rôle nouveau qui devait lui apparaître presque comme une mission divine. Telle était, très probablement, la psychologie de Gapone au début de janvier 1905. On peut supposer qu'à ce moment, et dans ce sens, l'homme était sincère. Du moins telle est l'impression personnelle de l'auteur de ces lignes qui fit la connaissance de Gapone quelques jours avant les événements et le vit à l'oeuvre.

Même le phénomène le plus étrange - le silence du gouvernement et l'absence de toute intervention policière au cours de ces journées de préparation fébrile - s'explique aisément. La police ne put pénétrer la psychologie nouvelle de Gapone. Jusqu'au bout, elle lui fit confiance, prenant son action pour une manoeuvre habile. Et lorsque, enfin, elle s'aperçut du changement et du danger imminent, il était trop tard pour endiguer et maîtriser les événements déchaînés. D'abord quelque peu décontenancé, le gouvernement prit finalement le parti d'attendre le moment favorable pour écraser le mouvement d'un seul coup. Pour l'instant, ne recevant aucun ordre, la police ne bougeait pas. Ajoutons que ce fait incompréhensible, mystérieux, encouragea les masses, augmenta leurs espoirs. "Le gouvernement n'ose pas s'opposer au mouvement : il s'inclinera", se disait-on généralement .

La marche vers le Palais d'Hiver fut fixée au dimanche matin 9 janvier (vieux style). Les derniers jours furent consacrés surtout à la lecture publique de la "pétition", au sein des "sections". On procéda à peu près partout de la même façon. Au cours de la journée, Gapone lui-même - ou un de ses amis - lisait et commentait la pétition aux masses ouvrières qui remplissaient les locaux par roulement. Aussitôt le local rempli, on fermait la porte, on donnait connaissance de la pétition ; les assistants apposaient leurs signatures sur une feuille spéciale et évacuaient la salle. Celle-ci se remplissait à nouveau d'une foule qui attendait patiemment son tour dans la rue, et la cérémonie recommençait. Cela continuait ainsi, dans toutes les sections, jusqu'à minuit et au delà.

Ce qui apporta une note tragique à ces derniers préparatifs, ce fut l'appel suprême de l'orateur et le serment solennel, farouche, de la foule, en réponse à cet appel : "Camarades ouvriers, paysans, et autres ! - disait à peu près l'orateur - Frères de misère ! Soyez tous fidèles à la cause et au rendez-vous. Dimanche matin, venez tous sur la place devant le Palais d'Hiver. Toute défaillance de votre part serait une trahison envers notre cause. Mais venez calmes, pacifiques dignes de l'heure solennelle qui sonne. Le père Gapone a déjà prévenu le tzar et lui a garanti, sous sa responsabilité personnelle, qu'il serait en sécurité parmi vous. Si vous vous permettez un acte déplacé, le père Gapone en répondra. Vous avez entendu la pétition. Nous demandons des choses justes. Nous ne pouvons plus continuer cette existence misérable. Nous allons donc au tzar les bras ouverts, les coeurs pleins d'amour et d'espoir. Il n'a qu'à nous recevoir de même et prêter l'oreille à notre demande. Gapone lui-même lui remettra la pétition. Espérons, camarades, espérons, frères, que le tzar nous accueillera. nous écoutera et donnera suite à nos légitimes revendications. Mais si, mes frères, le tzar, au lieu de nous accueillir, nous oppose des fusils et des sabres, alors, mes frères, malheur à lui ! *Alors, nous n'avons plus de tzar ! Alors, qu'il soit maudit à jamais, lui et toute sa dynastie ! ...* Jurez, vous tous, camarades, frères, simples citoyens, jurez qu'alors vous n'oublierez jamais la trahison. Jurez qu'alors vous chercherez à détruire le traître par tous les moyens..." Et l'assemblée tout entière, emportée par un élan extraordinaire, répondait en levant le bras : "Nous le jurons !"

Là où Gapone lui-même lisait la pétition - et il la lut au moins une fois dans chaque section - ajoutait ceci : "Moi, prêtre Georges Gapone, par la volonté de Dieu, je vous délie alors du serment prêté au tzar, je bénis d'avance celui qui le détruira. Car *alors nous n'aurons plus de tzar !...* " Blême d'émotion, il répétait deux, trois fois cette phrase devant l'auditoire silencieux et frémissant.

"Jurez de me suivre, jurez-le sur la tête de vos proches, de vos enfants !" - "Oui, père, oui ! Nous le jurons sur la tête de nos enfants !" était invariablement la réponse.

Le 8 janvier au soir tout était prêt pour la marche. Tout était prêt aussi du côté gouvernemental. Certains cercles intellectuels et littéraires apprirent que la décision du gouvernement était arrêtée : en aucun cas ne laisser la foule s'approcher du Palais ; si elle insiste, tirer dessus sans pitié. En toute hâte, une délégation fut dépêchée auprès des autorités pour tenter de prévenir l'effusion de sang,. La démarche resta vaine. Toutes les dispositions étaient déjà prises. La capitale se trouvait entre les mains de troupes armées jusqu'aux dents.

On connaît la suite. Le dimanche 9 janvier, dès le matin, une foule immense,

composée surtout d'ouvriers (souvent avec leurs familles) et aussi d'autres éléments très divers, se mit en mouvement dans la direction du Palais d'Hiver. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, partant de tous les points de la capitale et de la banlieue marchèrent vers le lieu de rassemblement.

Partout ils se heurtèrent à des barrages de troupes et de police qui ouvrirent un feu nourri contre cette mer humaine. Mais la poussée de cette masse compacte d'hommes - poussée qui augmentait de minute en minute - fut telle que, par toutes sortes de voies obliques, la foule affluait quand même, et sans cesse, vers la place, remplissant et embouteillant les rues avoisinantes. Des milliers d'hommes dispersés par le feu des barrages, se dirigeaient obstinément vers le but, empruntant des voies détournées, mûs par l'élan pris, par la curiosité, par la colère, par le besoin impérieux de crier haut leur indignation et leur horreur. Nombreux étaient aussi ceux qui gardaient encore, malgré tout, une lueur d'espoir, croyant que s'ils réussissaient à parvenir à la place, devant le palais du Tzar, ce dernier viendrait à eux les accueillerait et arrangerait les choses. Les uns supposaient que, devant le fait accompli, le tzar ne pourrait plus résister et serait obligé de céder. D'autres, les derniers naïfs, s'imaginaient que le tzar n'était pas au courant de ce qui se passait, qu'il ne savait rien de la boucherie, et que la police, lui ayant soigneusement caché les faits dès le début voulait maintenant empêcher le peuple d'entrer en contact avec le "petit père". Il s'agissait d'y arriver à tout prix... Et puis, on avait juré de s'y rendre... Et enfin, le père Gapone y était, peut-être, parvenu quand même...

Quoi qu'il en fût, des flots humains, déferlant de partout envahirent finalement les environs immédiats de la place du Palais et pénétrèrent sur la place elle-même. Alors, le gouvernement ne trouva rien de mieux que de faire balayer par des salves de feu cette foule désarmée, désemparée, désespérée.

Ce fut une vision d'épouvante à peine imaginable, unique dans l'histoire. Mitraillée à bout portant, hurlant de peurs de douleur, de rage, cette foule immense, ne pouvant ni avancer ni reculer, tout mouvement lui étant interdit par sa propre masse, subit ce qu'on appela plus tard "le bain du sang". Refoulée légèrement par chaque salve, comme par une rafale de vent, en partie piétinée, étouffée, écrasée, elle se reformait aussitôt après sur des cadavres, sur des mourants, sur des blessés, poussée par des masses nouvelles qui arrivaient, arrivaient toujours par derrière... Et de nouvelles salves secouaient, de temps à autre, cette masse vivante d'un frisson de mort... Cela dura longtemps : jusqu'au moment où, les rues adjacentes étant enfin dégagées, la foule put s'échapper.

Des centaines d'hommes, femmes et enfants périrent ce jour-là dans la capitale. On enivra copieusement les soldats pour leur enlever toute conscience, tout scrupule. Certains d'entre eux, totalement inconscients, installés dans un jardin à proximité de la place du Palais, s'amusaient à "descendre" à coups de feu des enfants grimpés sur les arbres "pour mieux voir"...

Vers le soir, "l'ordre fut rétabli". On n'a jamais su, même approximativement, le nombre des victimes. Mais ce qu'on a su, c'est que, durant la nuit, de longs trains, bondés de cadavres, emportaient hors de la ville tous ces pauvres corps pour les enterrer pêle-mêle dans les champs et les bois des alentours.

On a su aussi que le tzar ne se trouvait même pas dans la capitale ce jour-là. Après avoir donné carte blanche aux autorités militaires, il s'était réfugié dans l'une de ses résidences d'été : à Tzarskoïé-Sielo, près de Saint-Pétersbourg.

Quant à Gapone, il conduisait, entouré de porteurs d'icônes et d'images du tzar, une foule considérable qui se dirigeait vers le Palais par la Porte de Narva. Comme partout ailleurs, cette foule fut dispersée par les troupes aux abords mêmes de la porte. Gapone l'échappa belle. Aux premiers coups de feu, il se coucha à plat ventre et ne bougea plus. Pendant quelques instants, on le crut tué ou blessé. Rapidement, il fut emmené par des amis et mis en lieu sûr. On lui coupa ses longs cheveux de pope ; on l'habilla en civil.

Quelque temps après, il était à l'étranger, hors de toute atteinte.

En quittant la Russie, il lança un bref appel aux ouvriers ainsi conçu :

Moi, pasteur, je maudis tous ceux, officiers et soldats, qui massacrent à cette heure leurs frères innocents, des femmes et des enfants. Je maudis tous les oppresseurs du peuple. Ma bénédiction va aux soldats qui prêtent leur concours au peuple dans son effort vers la liberté. Je les délie du serment de fidélité qu'ils ont prêté au tzar - au tzar traître dont les ordres ont fait couler le sang du peuple.

De plus, il rédigea une nouvelle proclamation où il disait entre autres :

Camarades ouvriers, il n'y a plus de tzar ! Entre lui et le peuple russe, des torrents de sang ont coulé aujourd'hui Le temps est venu pour les ouvriers russes d'entreprendre sans lui la lutte pour la liberté du peuple. Vous avez ma bénédiction pour ces combats. Demain je serai au milieu de vous. Aujourd'hui, je travaille pour la cause.

Ces appels furent répandus en très grand nombre à travers le pays.

Quelques mots sur le sort définitif de Gapone seront ici à leur place.

Sauvé par des amis, l'ex-prêtre se fixa définitivement à l'étranger. Ce furent surtout les socialistes-révolutionnaires qui prirent soin de lui. Son avenir ne dépendait maintenant que de lui-même. On mit à sa disposition les moyens nécessaires pour rompre définitivement avec son passé, compléter son instruction et déterminer sa position idéologique : bref, pour qu'il put devenir vraiment un homme d'action.

Mais, Gapone n'était pas de cette trempe-là. Le feu sacré qui, par hasard, effleura une fois son âme ténébreuse, n'était pour lui qu'un feu d'ambition et de satisfaction personnelle : il s'éteignit vite. Au lieu de se livrer à un travail d'auto-éducation et de se préparer à une activité sérieuse, Gapone resta dans l'inactivité, mère de l'ennui. Le lent travail de patience ne lui disait rien. Il rêvait une suite immédiate et glorieuse de son éphémère aventure. Or, en Russie, les événements traînaient. La grande Révolution ne venait pas. Il s'ennuyait de plus en plus. Bientôt, il chercha l'oubli dans la débauche. Le plus souvent, il passait son temps dans des cabarets louches où, à moitié ivre, en compagnie de femmes légères, il pleurait à chaudes larmes ses illusions brisées. La vie à l'étranger le dégoûtait. Le mal du pays le tenaillait. A tout prix, il voulait retourner en Russie.

Alors il conçut l'idée de s'adresser à son gouvernement de lui demander le pardon et l'autorisation de rentrer pour reprendre ses services. Il écrivit à la police secrète. Il renoua les relations avec elle.

Ses anciens chefs accueillirent l'offre plutôt favorablement. Mais, avant tout, ils exigèrent de lui une preuve matérielle de son repentir et de sa bonne volonté. Connaissant ses accointances avec des membres influents du parti socialiste-révolutionnaire, ils lui demandèrent de leur fournir des indications précises qui leur permettraient de porter un coup décisif à ce parti. Gapone accepta le marché.

Entre temps, un des membres influents du parti, ami intime de Gapone, l'ingénieur Rutemberg, eut vent des nouvelles relations de Gapone avec la police. Il en référa au Comité central du parti. Le comité le chargea - c'est Rutemberg lui-même qui le raconte dans ses mémoires - de faire son possible pour démasquer Gapone.

Rutemberg fut obligé de jouer un rôle. Il le fit avec succès et finit par obtenir des confidences de Gapone, ce dernier ayant supposé que l'ingénieur trahirait volontiers son parti pour une forte somme d'argent. Gapone lui fit des propositions dans ce sens. Rutemberg feignit d'accepter. Il fut convenu qu'il livrerait à la police, par l'intermédiaire de Gapone, des secrets très importants du parti.

On marchandait sur le prix. Ce marchandage - feint et traîné sciemment en longueur par Rutemberg, mené par Gapone d'accord avec la police - se termina en Russie où Gapone put un jour se rendre ainsi que Rutemberg.

Le dernier acte du drame se joua à Saint-Pétersbourg. Aussitôt arrivé, Rutemberg prévint quelques ouvriers, amis fidèles de Gapone, qui se refusaient à croire à sa trahison, qu'il était à même de leur en fournir une preuve incontestable. Il fut convenu que les ouvriers gaponistes assisteraient en cachette au dernier entretien entre Gapone et Rutemberg : entretien où le prix de la soi-disant trahison de Rutemberg devait être définitivement fixé.

Le rendez-vous eut lieu dans une villa déserte, non loin de la capitale. Les ouvriers, cachés dans une pièce contiguë à celle où se passerait l'entretien, devaient ainsi assister, sans être vus, à cet entretien pour se convaincre du véritable rôle de Gapone et pouvoir ensuite le démarquer publiquement.

Mais les ouvriers ne purent y tenir. Aussitôt convaincus de la trahison de Gapone, ils firent irruption dans la chambre où les deux hommes discutaient. Ils se précipitèrent sur Gapone, se saisirent de lui et, malgré ses supplications (lamentable, il se traînait à genoux implorant leur pardon au nom de son passé), l'exécutèrent brutalement. Ensuite, ils lui passèrent une corde au cou et le suspendirent au plafond. C'est dans cette position que son cadavre fut découvert incidemment quelque temps après.

Ainsi se termina l'épopée personnelle de Gapone.

Dans ses mémoires, généralement sincères, il s'efforce - assez maladroitement d'ailleurs - de justifier, en les expliquant à sa façon, ses rapports avec la police avant le 9 janvier 1905. Sur ce point, il semble ne pas avoir dit toute la vérité.

Quant au mouvement, il suivit son chemin.

Les événements du 9 janvier eurent un énorme retentissement dans le pays. Dans les recoins les plus obscurs la population apprenait, avec une stupéfaction indignée, qu'au lieu de prêter l'oreille au peuple venu paisiblement, devant le Palais pour conter ses misères au tzar, celui-ci avait donné froidement l'ordre de tirer dessus. Pendant longtemps encore, des paysans délégués par leurs villages se rendirent clandestinement à Saint-Pétersbourg avec mission d'apprendre l'exacte vérité.

Cette vérité fut bientôt connue partout. *C'est à ce moment que la "légende du tzar" s'évanouit.*

Un paradoxe historique de plus ! En 1881, les révolutionnaires assassinent le tzar pour tuer la légende. Elle survit. Vingt-quatre ans après, c'est le tzar lui-même qui la tue.

A Saint-Pétersbourg, les événements du 9 janvier eurent pour effet la généralisation de la grève. Celle-ci devint totale. Le lundi 10 janvier pas une usine, pas un chantier de la capitale ne s'anima. Un mouvement de sourde révolte grondait partout. La première grande grève révolutionnaire des travailleurs russes - celle des ouvriers de Saint-Pétersbourg - devient un fait accompli.

Une constatation importante se dégage de tout ce qui précède. La voici :

Il a fallu une expérience historique vécue, palpable et de grande envergure pour que le peuple commence à comprendre la véritable nature du tzarisme, l'ensemble de la situation et les vraies tâches de la lutte. Ni la propagande ni le sacrifice des enthousiastes ne purent, seuls, amener ce résultat .

2.2 La naissance des soviets

Nous arrivons maintenant à l'un des points les plus importants de la Révolution russe : *l'origine et la première activité des "Soviets".*

Encore un fait paradoxal : c'est en même temps un des points les moins connus et les plus défigurés de la Révolution.

Dans tout ce qui a paru à ce jour sur l'origine des "Soviets" - je parle non seulement des études étrangères, mais aussi de la documentation russe - il existe une lacune qui saute aux yeux du lecteur intéressé : *personne n'a pu encore établir avec précision quand, ou et comment fut créé le premier "Soviet" ouvrier .*

Jusqu'à présent, presque tous les écrivains et historiens, aussi bien bourgeois que socialistes ("mencheviks", "bolcheviks" ou autres) plaçaient la naissance du premier "Soviet ouvrier" *vers la fin de l'année 1905*, au moment de la grève générale d'octobre, du fameux Manifeste tzariste du 17 octobre et des événements qui suivirent. Or, c'est faux. En lisant ces pages on comprendra le pourquoi de cette lacune.

Certes, quelques auteurs - notamment P. Milioukov dans ses mémoires - font vaguement allusion à une ébauche des futurs "Soviets" *au début de 1905*. Mais ils ne donnent aucune précision. Et quand ils essayent d'en donner une, ils se trompent.

Ainsi Milioukov croit avoir trouvé le berceau des Soviets dans la "Commission Chidlovsky". Ce fut une entreprise officielle - semi-gouvernementale, semi-libérale - qui tenta vainement de résoudre, au lendemain du 9 janvier 1905, avec la collaboration de quelques délégués ouvriers officiels, certains problèmes sociaux. D'après Milioukov, il y avait, parmi ces délégués, un intellectuel, un certain *Nossar*, qui plus tard forma avec quelques autres délégués, en marge de la Commission, un "Soviet" - le premier Soviet ouvrier - dont ce même *Nossar* devint l'animateur et le président. C'est vague. Et surtout ce n'est pas exact. Lorsque *Nossar* - le lecteur le verra plus loin - se présenta à la "Commission Chidlovsky", *il était déjà membre* - et même président - *du premier Soviet ouvrier qui avait été créé avant cette "Commission" et n'avait aucun rapport avec celle-ci*. D'autres auteurs commettent des erreurs analogues.

Les sociaux-démocrates prétendent parfois avoir été les véritables instigateurs du premier Soviet.

Les bolcheviks s'efforcent souvent de leur ravir cet honneur.

Tous se trompent, ne connaissant pas la vérité qui est fort simple : aucun parti, aucune organisation fixe, aucun "leader" n'ont inspiré l'idée du premier Soviet. *Celui-ci surgit spontanément, à la suite d'un accord collectif, au sein d'un petit groupement fortuit et de caractère absolument privé* .(3)

Ce que le lecteur trouvera ici, à ce sujet, est tout à fait inédit et constitue un des chapitres les plus inattendus de la "Révolution inconnue". Il est temps que la vérité historique soit reconstituée. Ceci d'autant plus que cette vérité est suffisamment suggestive.

Le lecteur m'excusera d'avoir à parler ici de ma propre personne. Involontairement, j'ai été mêlé de près à la naissance du premier "Soviet des délégués ouvriers", créé à Saint-Pétersbourg, non pas à la fin, mais en *janvier-février* 1905.

Aujourd'hui, je dois être à peu près le seul qui puisse relater et fixer cet épisode historique, à moins que l'un des ouvriers qui prirent part alors à l'action soit encore en vie et à même de le raconter un jour.

Plusieurs fois, déjà, le désir m'a pris de raconter les faits. En parcourant la presse - russe et étrangère - ayant trait aux événements de 1905 et aux Soviets, j'y constatais toujours la même lacune : aucun auteur n'était en état de dire exactement où, quand et comment surgit le premier Soviet ouvrier en Russie. Tout ce qu'on savait, tout ce qu'on sait jusqu'à présent, c'est que ce Soviet naquit à Saint-Pétersbourg, en 1905, et que son premier président fut un clerc d'avoué pétersbourgeois, *Nossar*, plus connu au Soviet sous le nom de *Khroustaleff*. *Mais d'où et comment vint l'idée de ce Soviet ? Par qui fut-elle lancée ? Dans quelles circonstances fut-elle adoptée et réalisée ? Comment et pourquoi Nossar devint-il président ? D'où venait-il, de quel parti était-il ? Quelle a été la composition de ce premier Soviet ? Quelle fut sa première fonction ?* Toutes ces questions, historiquement intéressantes, demeurent encore sans réponse.

Soulignons que cette lacune est compréhensible. *La naissance du premier Soviet fut un événement d'ordre tout à fait privé. Elle eut lieu dans une ambiance très intime, à*

l'abri de toute publicité, en dehors de toute campagne ou action d'envergure .

Le lecteur peut obtenir lui-même une preuve indirecte de ce que j'avance. Dans la presse qui traite ce point de la Révolution russe, il trouvera bien le nom de *Nossar-Khroustaleff*, d'ailleurs cité presque incidemment. Mais, il constatera aussitôt cette chose étrange : personne ne dit jamais où ni comment apparut sur la scène cet homme, pourquoi et dans quelles circonstances il devint président du premier Soviet, etc. En ce qui concerne la presse socialiste, elle est même visiblement gênée de devoir parler de Nossar. Elle cite son nom presque à contre-cœur. Ne pouvant pas se taire sur le fait historique (ce qu'elle préférerait), elle balbutie sur Nossar et son rôle quelques mots inintelligibles ou inexacts et se hâte de passer à l'activité des Soviets à la fin de 1905, lorsque le président du Soviet de Saint-Pétersbourg devint Léon Trotsky.

On comprend aisément cette discrétion, cette gêne et cette hâte. D'abord, ni les historiens, ni les socialistes (y compris Trotsky), ni les partis politiques en général, *n'ont jamais rien su de la véritable origine des Soviets*, et il est, certes, gênant de l'avouer. Ensuite, même si les socialistes apprenaient les faits et voulaient en tenir compte, il leur faudrait avouer *qu'ils n'y furent absolument pour rien* et qu'ils surent seulement mettre à profit, beaucoup plus tard, le fait existant. Voilà pourquoi, qu'ils connaissent ou non la vérité, ils essayeront toujours, autant qu'ils le pourront, de glisser sur ce fait et de présenter les choses à leur avantage.

Ce qui m'a empêché, jusqu'à présent, de raconter les faits (4) c'est, avant tout, un sentiment de gêne causé par la nécessité d'avoir à parler de moi-même. D'autre part, je n'ai jamais eu l'occasion de parler des Soviets, dans la "grande presse" à laquelle, d'ailleurs, je ne collabore pas. Le temps a passé sans que je me sois décidé à rompre le silence sur l'origine des Soviets, à combattre les erreurs et les légendes, à dévoiler la vérité.

Une fois pourtant, vivement impressionné par les allusions prétentieuses et mensongères de certains articles de revues, j'allai, il y a plusieurs années, voir M. Melgounoff, éditeur d'une revue historique russe à Paris. Je lui proposai de faire, à titre purement documentaire, le récit exact de la naissance du premier Soviet ouvrier. La proposition n'eut pas de suite : d'une part parce que l'éditeur ne voulut pas accepter a priori ma condition de ne rien changer dans la copie ; d'autre part, parce que je compris que sa revue était loin d'être une publication historique impartiale.

Obligé de parler des Soviets, je révèle les faits tels qu'ils se sont produits. Et si la presse - historique ou autre - s'y intéresse, elle n'a qu'à puiser la vérité ici.

L'année 1904 me trouva absorbé par un intense travail de culture et d'enseignement parmi les ouvriers de Saint-Pétersbourg. Je poursuivais seul ma tâche, d'après une méthode qui m'était propre. Je n'appartenais à aucun parti politique, tout en étant intuitivement révolutionnaire. Je n'avais, d'ailleurs, que 22 ans, et je venais à peine de quitter l'Université.

Vers la fin de l'année, le nombre des ouvriers qui s'instruisaient sous ma conduite dépassait la centaine.

Parmi mes élèves se trouvait une jeune femme qui, de même que son mari, adhérait à

l'une des "Sections ouvrières" de Gapone. Jusque-là, j'avais à peine entendu parler de Gapone et de ses "sections". Un soir, mon élève m'emmena à la section de notre arrondissement, voulant m'intéresser à cette œuvre et particulièrement à la personne de son animateur. Gapone devait, ce soir-là, assister personnellement à la réunion.

A ce moment, on n'était pas encore fixé sur le véritable rôle de Gapone. Les ouvriers avancés, tout en se méfiant quelque peu de son œuvre - parce qu'elle était légale et émanait du gouvernement - l'expliquaient à leur façon. La conduite assez mystérieuse du prêtre paraissait confirmer leur version. Ils étaient d'avis, notamment, que sous la cuirasse protectrice de la légalité, Gapone préparait en réalité un vaste mouvement révolutionnaire. (Là est une des raisons pour lesquelles beaucoup d'ouvriers se refusèrent plus tard à croire au rôle policier de l'homme. Ce rôle étant définitivement dévoilé, quelques ouvriers, amis intimes de Gapone, se suicidèrent.)

Fin décembre donc, je fis la connaissance de Gapone.

Sa personnalité m'intrigua vivement. De son côté, il parut - ou voulut paraître - s'intéresser à mon œuvre d'éducation.

Il fut entendu que nous nous reverrions pour en reparler d'une façon plus approfondie, et dans ce but Gapone me remit sa carte de visite avec son adresse.

Quelques jours plus tard commença la fameuse grève de l'usine Poutiloff. Et, peu après, exactement le 6 janvier (1905) au soir, mon élève, toute émue, vint me dire que les événements prenaient une tournure exceptionnellement grave ; que Gapone déclenchait un mouvement formidable des masses ouvrières de la capitale ; qu'il parcourait toutes les sections, haranguant la foule et l'appelant à se rendre le dimanche 9 janvier devant le Palais d'Hiver pour remettre une "pétition" au tzar; qu'il avait déjà rédigé le texte de cette pétition et qu'il allait lire et commenter celle-ci dans notre Section le lendemain soir, 7 janvier.

La nouvelle me parut à peine vraisemblable. Je décidai de passer le lendemain soir à la Section, voulant juger la situation par moi-même.

Le lendemain, je me rendis à la Section. Une foule considérable s'y pressait, remplissant la salle et la rue, malgré le froid intense. Elle était grave et silencieuse. A part les ouvriers, il y avait là beaucoup d'éléments très variés : intellectuels, étudiants, militaires, agents de police petits commerçants du quartier, etc. Il y avait aussi beaucoup de femmes. Aucun service d'ordre.

Je pénétrai dans la salle. On y attendait "le père Gapone" d'une minute à l'autre.

Il ne tarda pas à arriver. Rapidement il se fraya un passage jusqu'à l'estrade à travers une masse compacte d'hommes, tous debout, serrés les uns contre les autres. La salle pouvait en contenir un millier.

Un silence impressionnant se fit. Et aussitôt, sans même se débarrasser de sa vaste pelisse qu'il déboutonna à peine, laissant voir la soutane et la croix de prêtre en argent, son grand bonnet d'hiver enlevé d'un geste brusque et décidé, laissant tomber en désordre ses longs cheveux, Gapone lut et expliqua la pétition à cette foule attentive et frémissante dès les premiers mots.

Malgré sa voix fortement enrouée - depuis quelques jours il se dépensait sans répit - sa parole lente, presque solennelle, mais en même temps simple, chaude et visiblement sincère, allait droit au coeur de tous ces gens qui répondaient en délire à ses adjurations et à ses appels.

L'impression était fascinante. On sentait que quelque chose d'immense, de décisif, allait se produire. Il me souvient que je tremblais d'une émotion extraordinaire pendant tout le temps de la harangue.

Celle-ci à peine terminée, Gapone descendit de l'estrade et partit précipitamment, entouré de quelques fidèles, invitant la foule au dehors à écouter la pétition qui devait être relue par un de ses collaborateurs.

Séparé de lui par tout ce monde, le voyant pressé, absorbé, épuisé par un effort surhumain, et entouré d'amis, je ne cherchai pas à l'approcher. D'ailleurs, c'était inutile. J'avais compris que mon élève disait vrai : un formidable mouvement de masses, d'une gravité exceptionnelle, était imminent.

Le jour suivant, 8 janvier, au soir, je me rendis de nouveau à la Section. Je voulais voir ce qui s'y passait. Et surtout je cherchais à prendre contact avec les masses, à me mêler à leur action, à déterminer ma conduite personnelle. Plusieurs de mes élèves m'accompagnaient.

Ce que je trouvais à la Section me dicta mon devoir.

Je vis d'abord, à nouveau, une foule recueillie stationner dans la rue. J'appris qu'à l'intérieur un membre de la Section était en train de lire la "pétition". J'attendis.

Quelques instants après, la porte s'ouvrit bruyamment. Un millier de personnes sortit de la salle. Un autre millier s'y précipita. J'entrai avec les autres.

Aussitôt la porte refermée, un ouvrier gaponiste assis sur l'estrade commença à donner connaissance de la pétition.

Hélas ! c'était lamentable. D'une voix faible et monotone, sans entrain, sans la moindre explication ni conclusion, l'homme marmottait le texte devant une masse attentive et anxieuse. Dix minutes lui suffirent pour terminer son endormante lecture. Après la salle fut vidée pour recevoir un nouveau millier d'hommes.

Rapidement je consultai mes amis. Notre décision fut prise. Je me précipitai vers l'estrade. Jusqu'à ce jour, je n'avais jamais parlé devant les masses. Mais je n'hésitai pas. Il fallait à tout prix changer la façon de renseigner et de soulever le peuple.

Je m'approchai de l'ouvrier qui s'appêtait à reprendre sa besogne. "Vous devez être joliment fatigué, lui dis-je. Laissez-moi vous remplacer..." L'homme me regarda surpris, interloqué. Il me voyait pour la première fois. "N'ayez pas peur, continuai-je : Je suis un ami de Gapone. En voici la preuve..." Et je lui tendis la carte de visite de ce dernier. Mes amis appuyèrent l'offre.

L'homme finit par acquiescer. Il se leva, me remit la pétition et se retira.

Aussitôt je commençai la lecture, puis continuai par l'interprétation du document en soulignant surtout les passages essentiels : protestations et revendications, en insistant tout particulièrement sur la certitude d'un refus de la part du tzar.

Je lus ainsi la pétition plusieurs fois, jusqu'à une heure très avancée de la nuit. Et je couchai à la Section, avec des amis, sur des tables rapprochées les unes des autres.

Le lendemain matin - le fameux 9 janvier - je dus lire la pétition une ou deux fois encore. Ensuite nous sortîmes dans la rue. Une foule énorme nous y attendait, prête à se mettre en mouvement au premier signe. Vers 9 heures, mes amis et moi ayant formé, bras dessus, bras dessous, les trois premiers rangs, nous invitâmes la masse à nous suivre et nous nous dirigeâmes vers le Palais. La foule s'ébranla et nous suivit en rangs serrés.

Inutile de dire que nous ne parvînmes pas à la place du Palais. Obligés de traverser la Néva, nous nous heurtâmes aux abords du pont dit "Troïsky" à un barrage de troupes. Après quelques sommations sans effet, on tira sur nous à plusieurs reprises. A la deuxième salve, particulièrement meurtrière, la foule s'arrêta et se dispersa, laissant sur le terrain une trentaine de morts et une soixantaine de blessés. Il faut dire cependant que beaucoup de soldats tirèrent en l'air; de nombreuses vitres, aux étages supérieurs des maisons faisant face aux troupes, volèrent en éclats sous le choc des balles.

Quelques jours passèrent. La grève restait quasi générale à Saint-Pétersbourg.

Il est à souligner que cette vaste grève avait surgi spontanément. Elle ne fut déclenchée par aucun parti politique, par aucun organisme syndical (à l'époque, il n'y en avait pas en Russie), ni même par un comité de grève. De leur propre chef, et dans un élan tout à fait libre, les masses ouvrières abandonnèrent usines et chantiers. Les partis politiques ne surent même pas profiter de l'occasion pour s'emparer, selon leur habitude, du mouvement. Ils restèrent complètement à l'écart.

Cependant, la troublante question se posa aussitôt devant les ouvriers : Que faire maintenant ?

La misère frappait à la porte des grévistes. Il fallait y faire face sans délai. D'autre part, on se demandait, partout, de quelle façon les ouvriers devraient et pourraient continuer la lutte. Les "Sections", privées de leur chef, se trouvaient désemparées et à peu près impuissantes. Les partis politiques ne donnaient pas signe de vie. Pourtant, la nécessité d'un organisme qui coordonnerait et mènerait l'action se faisait sentir impérieusement.

Je ne sais pas comment ces problèmes étaient envisagés et résolus dans divers quartiers de la capitale. Peut-être, certaines "Sections" surent-elles au moins venir matériellement en aide aux grévistes de leurs régions. Quant au quartier où j'habitais, les événements y prirent une tournure particulière. Et, comme le lecteur le verra, *ils conduisirent plus tard à une action généralisée* .

Tous les jours, des réunions d'une quarantaine d'ouvriers de mon quartier avaient lieu chez moi. La police, momentanément, nous laissait tranquilles. Depuis les derniers

événements elle gardait une neutralité mystérieuse Nous mettions cette neutralité à profit. Nous cherchions des moyens d'agir. Nous étions à la veille de prendre certaines décisions. Mes élèves décidèrent, d'accord avec moi, de liquider notre organisation d'études, d'adhérer, individuellement, à des partis révolutionnaires et de passer ainsi à l'action. Car, tous, nous considérions les événements comme des prémices d'une révolution imminente.

Un soir - une huitaine de jours après le 9 janvier - on frappa à la porte de ma chambre. J'étais seul. Un homme entra : jeune, de grande taille, d'allure franche et sympathique.

- Vous êtes un tel ? - me demanda-t-il. Et, sur mon geste affirmatif, il continua :

- Je vous cherche depuis quelque temps déjà. Enfin, hier, j'ai appris votre adresse. Moi, je suis Georges Nossar, clerk d'avoué. Je passe tout de suite à l'objet de ma visite. Voici de quoi il s'agit. J'ai assisté, le 8 janvier, à votre lecture de la "Pétition". J'ai vu que vous aviez beaucoup d'amis, beaucoup de relations dans les milieux ouvriers. Et il me semble que vous n'appartenez à aucun parti politique.

- C'est exact !

- Alors, voici. Je n'adhère, moi non plus, à aucun parti, car je me méfie. Mais, personnellement, je suis révolutionnaire, je sympathise avec le mouvement ouvrier. Or, jusqu'à présent, je n'ai pas une seule connaissance parmi les ouvriers. Par contre, j'ai de vastes relations dans les milieux bourgeois libéraux, oppositionnels. Alors, j'ai une idée. Je sais que des milliers d'ouvriers, leurs femmes et leurs enfants, subissent déjà des privations terribles du fait de la grève. Et, d'autre part, je connais de riches bourgeois qui ne demandent pas mieux que de porter secours à ces malheureux. Bref, je pourrais collecter, pour les grévistes, des fonds assez importants. Il s'agit de les distribuer d'une façon organisée, juste, utile. Pour cela, il faut avoir des relations dans la masse ouvrière. J'ai pensé à vous. Ne pourriez-vous pas, d'accord avec vos meilleurs amis ouvriers, vous charger de recevoir et de distribuer parmi les grévistes et les familles des victimes du 9 janvier les sommes que je vous procurerais ?

J'acceptai d'emblée. Au nombre de mes amis se trouvait un ouvrier qui pouvait disposer de la camionnette de son patron pour aller visiter les grévistes et distribuer les secours.

Le lendemain soir, je réunis mes amis. Nossar était là. Il nous apportait déjà quelques milliers de roubles. Notre action commença tout de suite.

Pendant quelque temps, nos journées furent entièrement absorbées par cette besogne. Le soir je recevais des mains de Nossar, contre reçu, les fonds nécessaires et dressais le programme de mes visites. Et le lendemain, aidé par mes amis, je distribuais l'argent aux grévistes. Nossar lia ainsi amitié avec les ouvriers qui venaient me voir.

Cependant, la grève tirait à sa fin. Tous les jours des ouvriers reprenaient le travail. En même temps, les fonds s'épuisaient.

Alors apparut de nouveau la grave question : *Que faire ? Comment poursuivre l'action ? Et que pourrait-elle être maintenant ?*

La perspective de nous séparer à jamais, sans tenter de continuer une activité commune, nous paraissait pénible et absurde. La décision que nous avons prise : adhérer individuellement à un parti de notre choix, ne nous satisfaisait pas. Nous cherchions autre chose.

Habituellement, Nossar participait à nos discussions.

C'est alors qu'un soir où, comme d'habitude, il y avait chez moi plusieurs ouvriers - et que Nossar était des nôtres - l'idée surgit parmi nous de créer un organisme ouvrier permanent : une sorte de comité ou plutôt de conseil qui veillerait sur la suite des événements, servirait de lien entre tous les ouvriers, les renseignerait sur la situation et pourrait, le cas échéant, rallier autour de lui les forces ouvrières révolutionnaires.

Je ne me rappelle pas exactement comment cette idée nous vint. Mais je crois me souvenir que ce furent les ouvriers eux-mêmes qui l'avancèrent.

Le mot *Soviet* qui, en russe, signifie précisément conseil, fut prononcé pour la première fois dans ce sens spécifique.

En somme, il s'agissait, dans cette première ébauche, d'une sorte de *permanence ouvrière sociale* .

L'idée fut adoptée. Séance tenante, on essaya de fixer les bases d'organisation et de fonctionnement de ce "Soviet".

Alors, rapidement, le projet prit de l'envergure.

On décida de mettre les ouvriers de toutes les grandes usines de la capitale au courant de la nouvelle création et de procéder, toujours dans l'intimité, aux élections des membres de cet organisme qu'on appela, pour la première fois, *Conseil (Soviet) des délégués ouvriers* .

En même temps, on posa une autre question : Qui dirigera les travaux du Soviet ? Qui sera placé à sa tête pour le guider ?

Les ouvriers présents, sans hésitation, me proposèrent ce poste.

Très touché par leur confiance, je déclinai néanmoins catégoriquement leur offre. Je dis à mes amis : "Vous êtes des *ouvriers* . Vous voulez créer un organisme qui devra s'occuper de vos intérêts *ouvriers* . Apprenez donc, dès le début, à mener vos affaires *vous-mêmes* . Ne confiez pas vos destinées à ceux qui ne sont pas des vôtres. Ne vous imposez pas de nouveaux maîtres ; ils finiront par vous dominer et vous trahir. Je suis persuadé qu'en ce qui concerne vos luttes et votre émancipation, personne, en dehors de vous-mêmes, ne pourra jamais aboutir à un vrai résultat. *Pour* vous, *au-dessus* de vous, *à la place* de vous-mêmes, personne ne fera jamais rien. Vous devez trouver votre président, votre secrétaire et les membres de votre commission administrative *dans vos propres rangs* . Si vous avez besoin de renseignements, d'éclaircissements, de certaines connaissances spéciales, de conseils, bref, d'une aide intellectuelle et morale qui relève d'une instruction approfondie, vous pouvez vous adresser à des intellectuels, à des gens instruits qui devront être heureux non pas de vous mener en maîtres, mais de vous apporter leur concours sans se mêler à vos organisations. Il est

de leur devoir de vous prêter ce concours, car ce n'est pas de votre faute si l'instruction indispensable vous fait défaut. Ces amis intellectuels pourront même assister à vos réunions - avec voix consultative, sans plus."

J'y ajoutai une autre objection : "Comment voulez-vous, dis-je, que je sois membre de votre organisation, n'étant pas ouvrier ? De quelle façon pourrais-je y pénétrer ?"

A cette dernière question, il me fut répondu que rien ne serait plus facile : on me procurerait une carte d'ouvrier et je ferais partie de l'organisation sous un nom d'emprunt.

Je m'élevai vigoureusement contre un tel procédé. Je le jugeai non seulement indigne de moi-même et des ouvriers, mais dangereux, néfaste. "Dans un mouvement ouvrier, dis-je, tout doit être franc, droit, sincère."

Malgré mes suggestions, les amis ne se sentirent pas assez forts pour pouvoir se passer d'un "guide". Ils offrirent donc le poste de président à Nossar. Celui-ci, n'ayant pas les mêmes scrupules que moi, l'accepta.

Quelques jours plus tard, on lui procurait une carte ouvrière au nom de *Khroustaleff*, délégué d'une usine.

Bientôt les délégués de plusieurs usines de Saint-Pétersbourg tinrent leur première réunion.

Nossar-Khroustaleff en fut nommé président.

Du même coup, il devenait président de l'organisation : poste qu'il conserva par la suite, jusqu'à son arrestation.

Le premier Soviet était né.

Quelque temps après, le Soviet de Saint-Pétersbourg fut complété par d'autres délégués d'usines. Leur nombre devint imposant.

Pendant plusieurs semaines le Soviet siégea assez régulièrement, tantôt ouvertement, tantôt en cachette. Il publiait une feuille d'informations ouvrières : *Les Nouvelles (Izvestia) du Soviet des délégués ouvriers*. En même temps, il dirigeait le mouvement ouvrier de la capitale. Nossar alla, un moment, à la "Commission Chidlovsky", citée plus haut, comme délégué de ce premier Soviet. Désillusionné, il la quitta.

Un peu plus tard, poursuivi par le gouvernement, ce premier Soviet dut cesser presque totalement ses réunions.

Lors du mouvement révolutionnaire d'*octobre* 1905, le Soviet, entièrement réorganisé, reprit ses réunions publiques. C'est depuis ce moment-là que son existence fut largement connue. Et c'est ainsi que s'explique, en partie, l'erreur courante concernant ses origines. Nul ne pouvait savoir ce qui s'était passé dans l'intimité d'une chambre privée. Nossar - le lecteur trouvera ailleurs quelques mots sur son sort personnel - n'en a, probablement, jamais parlé à personne. De toute façon, pour autant que je sache, il n'a jamais raconté ces faits publiquement. Et quant aux ouvriers au courant de

l'affaire, pas un n'eut, certainement, l'idée de la communiquer à la presse (5).

Le parti social-démocrate finit par réussir à pénétrer dans ce Soviet et à s'y emparer d'un poste important. Le social-démocrate Trotsky, le futur commissaire bolchevique, y entra et s'en fit nommer secrétaire. Par la suite, lorsque Khroustaleff-Nossar fut arrêté, Trotsky en devint président.

L'exemple donné par les travailleurs de la capitale en janvier 1905 fut suivi par ceux de plusieurs autres villes. Des Soviets ouvriers furent créés çà et là. Toutefois, leur existence - à l'époque - fut éphémère : ils furent vite repérés et supprimés par les autorités locales.

Par contre - nous l'avons vu - le Soviet de Saint-Pétersbourg se maintint pendant quelque temps. Le gouvernement central, en très mauvaise posture après le 9 janvier et surtout à la suite des revers cruels dans sa guerre avec le Japon, n'osa y toucher. Il se borna, pour l'instant, à l'arrestation de Nossar.

D'ailleurs, la grève de janvier s'était éteinte d'elle-même : à défaut d'un mouvement de plus vaste envergure, l'activité de ce premier Soviet dut être réduite bientôt à des tâches insignifiantes.

Tout à la fin de 1905, le Soviet de Saint-Pétersbourg fut supprimé à son tour. A ce moment-là, le gouvernement tzariste reprit pied, "liquida" les derniers vestiges du mouvement révolutionnaire de 1905, arrêta Trotsky ainsi que des centaines de révolutionnaires, et brisa toutes les organisations politiques de gauche.

Le Soviet de Saint-Pétersbourg (devenu Pétrograd) réapparut lors de la Révolution décisive de février-mars 1917, en même temps que se créèrent des Soviets dans toutes les villes et localités importantes du pays.

2.3 La guerre malheureuse ; la victoire d'une grève révolutionnaire

2.3.1 Effets foudroyants des graves défaites dans la guerre russo-japonaise. - Effervescence dans tous les milieux de la société. - Les "libertés" prises d'assaut. - Agitation dans l'armée et la marine.

Les vagues soulevées par les événements de janvier 1905 n'allaient pas se calmer de sitôt. Cette fois le pays tout entier fut secoué.

D'autre part, depuis le printemps 1905, la situation générale du tzarisme devenait de plus en plus difficile. La raison principale en était l'échec cuisant éprouvé par la Russie tzariste dans la guerre contre le Japon.

Cette guerre - commencée en février 1904 avec beaucoup d'orgueil et, pour une bonne part, dans le but de réchauffer les sentiments nationaux, patriotiques et monarchistes - était irrémédiablement perdue. L'armée et la flotte russes furent battues à plate couture.

L'opinion publique imputait ouvertement la défaite à l'incapacité des autorités et à la pourriture du régime. Non seulement les masses ouvrières, mais aussi tous les milieux de la société, furent rapidement gagnés par une colère et un esprit de révolte qui s'aggravaient de jour en jour. L'effet des défaites - elles se suivaient sans arrêt - fut foudroyant. Bientôt, les passions se déchaînèrent ; l'indignation ne connut plus de bornes ; l'effervescence devint générale.

Le gouvernement, conscient de sa défaite, se taisait.

Profitant de la situation, les milieux libéraux et révolutionnaires ouvrirent une campagne violente contre le régime. Sans en demander l'autorisation, la presse et la parole devinrent libres. Ce fut une véritable prise d'assaut des "libertés politiques". Les journaux de toutes tendances, même révolutionnaires, paraissaient et se vendaient librement, sans censure ni contrôle. Le gouvernement et le système entier y étaient vigoureusement critiqués.

Les timides libéraux eux-mêmes passèrent à l'action : ils fondèrent de nombreuses unions professionnelles, l' "Union des Unions" (sorte de Comité central dirigeant l'activité de toutes les unions), la secrète "Union de la Libération"(organisme politique). D'autre part, ils procédèrent en hâte à l'organisation formelle d'un parti politique dit "Parti constitutionnel-démocrate". Le gouvernement fut contraint de tolérer tout cela, comme il avait déjà toléré la grève de janvier, les délibérations du Soviet, etc.

Les attentats politiques se succédaient à une cadence accélérée.

De violentes démonstrations, voire de graves émeutes éclataient dans différentes villes. En certains endroits des barricades firent leur apparition.

En maintes provinces, les paysans se soulevaient, déchaînant de véritables "jacqueries", brûlant les châteaux, s'emparant des terres, chassant et même assassinant les propriétaires. D'autre part, on créa l'*Union des Paysans* dont le programme était socialiste.

Les ennemis du régime devenaient trop nombreux, trop audacieux. Et - surtout - ils avaient raison.

La défaite militaire du gouvernement et sa pénible situation "morale" n'expliquaient pas tout. Mais pour ces raisons, précisément, il lui manquait le moyen le plus important pour combattre ce mouvement : l'argent. Les pourparlers menés à l'étranger - en France notamment - en vue d'un emprunt traînaient en longueur, faute de confiance.

L'été et l'automne 1905 apportèrent des troubles graves dans l'armée et dans la marine. La révolte et l'épopée très connues du cuirassé *Prince-Potemkine*, une des meilleures unités de la flotte de la mer Noire, en fut l'épisode le plus saillant. Le dernier rempart des régimes déchus : la force armée, était entamé.

Cette fois, le pays entier se dressait, de plus en plus résolument, contre le tzarisme.

En août 1905, cédant à certaines instances, l'empereur se décida, enfin, à reconnaître,

post factum - et, cela va de soi, hypocritement - certaines "libertés". Il promit aussi de faire convoquer une sorte d'Assemblée nationale représentative ("Douma"), aux droits très limités et selon un système électoral fort restreint. Le ministre de l'Intérieur, Boulyguine, fut chargé de la préparer et de la réaliser. Mais ce pas bien timide, tardif et manifestement hypocrite, ne satisfit personne. L'agitation et les troubles continuèrent et cette "Douma" dite "Douma de Boulyguine", ne vit jamais le jour. Boulyguine finit par être "démissionné" (fin août) et remplacé par Witte, ce dernier ayant réussi à convaincre Nicolas II d'accepter des concessions plus sérieuses.

2.3.2 La grève générale d'octobre. - Le gouvernement perd pied. - Le manifeste du 17 octobre et ses effets.

En attendant, l'inactivité et l'impuissance avouées du gouvernement enhardirent les forces de l'opposition et de la Révolution. Dès le début d'octobre, on parla d'une grève générale du pays comme prélude d'une révolution décisive.

Cette grève du pays entier - grève formidable, unique dans l'histoire moderne - eut lieu à mi-octobre. Elle fut moins spontanée que celle de janvier. Envisagée de longue date, préparée d'avance, elle fut organisée par le Soviet, l' "Union des Unions" et, surtout, par de nombreux comités de grève. Usines, chantiers, ateliers, magasins, banques, administrations, chemins de fer et toutes les voies de communication, postes et télégraphes - tout, absolument tout s'arrêta net. La vie du pays fut suspendue.

Le gouvernement perdit pied et céda. Le 17 octobre (1905), le tzar lança un manifeste - le fameux "Manifeste du 17 octobre" - où il déclarait solennellement avoir pris la décision d'octroyer à ses "chers et fidèles sujets" toutes les libertés politiques et de convoquer, le plus rapidement possible, une sorte d'Etats Généraux : "*la Douma d'Etat*". (Le terme *Douma* fut emprunté aux siècles lointains où l'on appelait *Doumaboyarskaïa* un genre de Conseil d'Etat ou de Chambre des Nobles (*Boyards*) : institution appelée à aider le tzar dans ses fonctions. Plus tard, aux XVIe et XVIIe siècles, on appelait *Zemskaiâ Douma* des assemblées qui réunissaient des représentants de diverses classes : assemblées comparables aux Etats Généraux de l'ancienne monarchie française. Enfin, à l'époque dont nous parlons, "*Gorodskaiâ Douma*" signifiait : Conseil municipal de la ville, "*gorode*" signifiant "ville". Le mot lui-même : "*douma*" signifie "pensée".) Selon le Manifeste, cette *Douma* était appelée à aider le gouvernement.

C'était, enfin, la nébuleuse promesse d'un vague régime constitutionnel. Certains milieux la prirent au sérieux. Un parti "octobriste" se créa aussitôt, déclarant accepter, appliquer et défendre les réformes annoncées par le Manifeste.

En réalité, cet acte du gouvernement et du tzar poursuivait deux buts n'ayant rien de commun avec une "constitution" :

1° Produire un effet à l'étranger ; donner l'impression que la Révolution était terminée et que le gouvernement redevenait maître de la situation ; influencer avantageusement l'opinion publique, particulièrement celle des milieux financiers français, afin de ranimer le projet d'emprunt ;

2° Tromper les masses, les calmer, barrer la route à la Révolution.

Les deux buts furent atteints. La grève cessa, l'élan révolutionnaire fut brisé. L'impression à l'étranger fut tout à fait favorable. On y comprit que, malgré tout, le gouvernement du tzar était encore suffisamment fort pour mater la Révolution. L'emprunt était assuré.

Il va de soi que les partis révolutionnaires ne furent pas dupes de l'entreprise. Ils virent nettement dans le "Manifeste" une simple manoeuvre politique et commencèrent aussitôt à l'expliquer aux masses laborieuses. D'ailleurs, celles-ci ne manifestèrent pas non plus une confiance excessive. La grève cessa, certes, *comme si* l'on avait obtenu satisfaction, *comme si* l'on avait confiance. Mais ce fait révéla tout simplement le manque de souffle de la Révolution et signifia qu'elle ne pouvait pas encore aller plus loin. Aucune expression d'une satisfaction réelle ne se fit jour. La population ne se hâtait nullement de faire usage de ses "nouveaux droits", sentant intuitivement la duperie. On en eut immédiatement la preuve. Dans quelques villes, des manifestations publiques pacifiques ; organisées pour fêter "la victoire" et le "nouveau régime" promis par le tzar, furent dispersées par la police et suivies de pogromes juifs... en dépit du "Manifeste" collé aux murs.

2.4 L'échec de la Révolution ; le bilan de la secousse

2.4.1 La révolution est enrayée. - La "Douma". - Les partis politiques. - Le contact entre les milieux avancés et les masses s'établit. - Le " paradoxe russe " commence à s'évanouir.

Vers la fin de l'année 1905, la bourgeoisie française se décida et la haute finance accorda l'emprunt. Cette " transfusion de sang " sauva le moribond : le régime tzariste.

D'autre part, le gouvernement réussit à mettre fin à la guerre par une paix qui ne fut pas trop humiliante.

Dès lors, la réaction reprit pied. Faisant miroiter aux yeux du peuple les futurs bienfaits, elle combattit et enraya la Révolution.

Du reste, celle-ci s'évanouissait d'elle-même. La grève d'octobre marqua son suprême effort, son point culminant. Maintenant elle avait besoin, au moins, de " souffler ", de faire une " pause ". Tout au plus, elle pouvait compter rebondir plus tard, peut-être sous l'impulsion d'une Douma de gauche.

En attendant, les libertés, prises d'assaut et promises *post-factum* par le tzar dans son Manifeste, furent carrément supprimées. Le gouvernement réinterdit la presse révolutionnaire, rétablit la censure, procéda à des arrestations en masse, liquida toutes les organisations ouvrières ou révolutionnaires qui lui tombèrent sous la main, supprima le Soviet, jeta en prison Nossar et Trotsky et dépêcha des troupes dans le but d'épurer et d'infliger des châtiments exemplaires dans les régions où des troubles sérieux avaient eu lieu. Les effectifs militaires et policiers furent renforcés un peu partout.

En fin de compte, il ne resta qu'une seule chose à laquelle le gouvernement n'osa

toucher : la *Douma*, dont la convocation était proche.

Cependant, la Révolution eut encore deux sursauts vigoureux, en réponse au raidissement de la réaction.

Le premier fut une nouvelle révolte dans la flotte de la mer Noire, sous la conduite du lieutenant Schmidt. La sédition fut réprimée et Schmidt passé par les armes.

Le second épisode fut l'insurrection armée des ouvriers de Moscou, en décembre 1905. Elle tint tête aux forces gouvernementales pendant plusieurs jours.

Pour en venir à bout, le gouvernement dut amener des troupes de Saint-Pétersbourg et recourir à l'artillerie.

Au moment même de cette insurrection, on tenta de provoquer une nouvelle grève générale du pays. Si cette grève avait réussi, l'insurrection aurait pu vaincre. Or, cette fois bien que l'organisation préalable fût pareille à celle d'octobre, l'élan nécessaire manqua. La grève ne fut pas générale. Le service des postes fonctionna. Les chemins de fer aussi. Le gouvernement put transporter ses troupes et resta partout maître de la situation. Incontestablement, la Révolution était essoufflée.

Ainsi, à la fin de 1905, la tempête s'était apaisée, sans avoir renversé l'obstacle.

Mais elle accomplit une oeuvre importante, indispensable : elle balaya et prépara le terrain. Elle laissa des traces ineffaçables, aussi bien dans la vie du pays que dans la mentalité de la population.

Voyons quel fut le " bilan " définitif de la secousse.

Que trouvons-nous à l' " actif " du compte ?

Dans le domaine concret, il y avait, tout d'abord, la *Douma*.

Momentanément, le gouvernement se vit obligé d'élaborer, pour la *Douma*, une loi électorale assez large afin d'éviter des déceptions trop amères et trop rapides. Il ne se sentait pas encore tout à fait d'aplomb : lui aussi, il devait " souffler " et faire la " pause ".

La population entière mettait dans la *Douma* les plus grands espoirs. Les élections, fixées au printemps de 1906, suscitèrent dans le pays une activité fébrile. Tous les partis politiques y prirent part.

La situation créée par cet état de choses était assez paradoxale. Tandis que les partis de gauche déployaient maintenant leur propagande électorale ouvertement, légalement (le gouvernement ne pouvait la gêner autrement que par des règlements complémentaires à la loi et par des embûches sournoises), les prisons regorgeaient de membres des mêmes partis, arrêtés lors de la liquidation du mouvement ; la presse et la parole restaient muselées ; les organisations ouvrières demeuraient interdites.

Ce paradoxe n'était qu'apparent. Il s'explique facilement. Et cette explication nous permettra de comprendre de quelle façon le gouvernement envisageait le

fonctionnement de la Douma.

En dépit d'une certaine liberté qu'il dut accorder à ses sujets en raison des élections, le gouvernement était, naturellement, loin d'interpréter la Douma comme une institution appelée à se dresser contre l'absolutisme. Selon lui, la Douma ne devait être qu'un organe auxiliaire purement consultatif et subordonné, bon à assister les autorités dans certaines de leurs tâches. Tout en étant obligé de tolérer quelque agitation électorale des partis de gauche, le gouvernement était bien décidé à l'avance de ne la permettre que dans une certaine mesure et de réagir contre toute tentative des partis des électeurs ou de la Douma elle-même de prendre une attitude frondeuse. Il était donc parfaitement logique que la Douma n'ayant, à ses yeux, rien de commun avec la Révolution, le gouvernement gardât les révolutionnaires en prison.

Un autre fait concret, entièrement nouveau dans la vie russe, fut, précisément, la formation et l'activité légales - ne fût-ce que dans une certaine mesure - de différents partis politiques.

Jusqu'aux événements de 1905, il n'y avait, dans le pays que deux partis politiques, tous deux clandestins et plutôt révolutionnaires que véritablement " politiques ". C'étaient : le Parti social-démocrate et le Parti socialiste-révolutionnaire.

Le manifeste du 17 octobre, les quelques libertés admises à sa suite en vue de la campagne électorale, et, surtout, cette campagne elle-même, firent naître aussitôt une nichée de partis politiques légaux et semi-légaux.

Les monarchistes invétérés créèrent l' " Union du Peuple russe " : parti ultra-réactionnaire et " pogromiste " dont le " programme " portait la suppression de toutes les " faveurs promises sous la contrainte de criminelles émeutes " y compris la Douma, et l'effacement total des dernières traces des événements de 1905.

Les éléments moins farouchement réactionnaires : la plupart des hauts fonctionnaires, gros industriels, banquiers, propriétaires, commerçants, agrariens, etc., se groupèrent autour du " Parti octobriste " (dit " Union du 17 Octobre ") dont nous avons déjà parlé.

Le poids politique de ces deux partis de droite était insignifiant. Ils étaient plutôt la risée du pays.

La majorité des classes aisées et moyennes, ainsi que des intellectuels " de marque " s'organisèrent définitivement en un grand parti politique du centre, dont la droite se rapprochait des " octobristes " et dont la gauche allait jusqu'à afficher des tendances républicaines. Le gros du parti élaborait le programme d'un système constitutionnel mettant fin à l'absolutisme : on conserverait le monarque, mais on limiterait sérieusement son pouvoir. Le parti prit le nom de " Parti constitutionnel-démocrate " (en abrégé : parti " Cadet "). Il portait aussi un autre titre : " Parti de la Liberté. du Peuple ". Ses leaders se recrutaient surtout parmi les gros bonnets municipaux, les avocats, les médecins, les personnes exerçant des professions libérales, les universitaires. Très influent et bien placé, disposant de fonds considérables ; ce parti déploya dès sa création une activité étendue et énergique.

A l'extrême-gauche se trouvaient : le " Parti social-démocrate " (dont l'activité électorale était, nous l'avons dit, à peu près ouverte et légale, malgré son programme nettement républicain et sa tactique révolutionnaire) et, enfin, le " Parti socialiste-révolutionnaire " (son programme et sa tactique différaient peu - le problème agraire à part - de ceux du Parti social-démocrate) qui, à l'époque de la Douma et afin de pouvoir agir sans entraves, menait les campagnes électorales et présentait ses candidats sous le nom de " Parti Travailleuse " (qui devint par la suite un parti distinct). Il va de soi que ces deux derniers partis représentaient surtout les masses ouvrières et paysannes ainsi que la vaste couche des travailleurs intellectuels.

Il est indispensable de fournir ici quelques précisions sur les programmes et l'idéologie de ces partis.

En dehors de la question politique, le point le plus important des programmes de tous les partis était, incontestablement, le *problème agraire*. Sa solution efficace s'imposait de toute urgence. En effet, l'augmentation de la population paysanne était si rapide que les lots de terrain concédés aux paysans affranchis en 1861, insuffisants même à cette époque, se réduisirent en un quart de siècle, par suite d'un morcellement continu, à des lopins de famine. " On ne sait même plus où faire courir un poussin ", disaient les paysans. L'immense population des champs attendait de plus en plus impatientement une solution juste et effective de ce problème. Tous les partis se rendaient compte de son importance.

Pour le moment, trois solutions se présentaient, à savoir :

1° Le parti constitutionnel-démocrate proposait l'augmentation des lots par une aliénation d'une partie des grandes propriétés privées et de celles de l'Etat : aliénation devant être dédommée graduellement par les paysans, avec l'aide de l'Etat, selon une estimation officielle et " juste ".

2° Le parti social-démocrate préconisait une aliénation pure et simple, sans dédommagement, des terres indispensables aux paysans. Ces terres constitueraient un fonds national distribuable au fur et à mesure des besoins (" nationalisation " ou " municipalisation " des terres).

3° Enfin, le parti socialiste-révolutionnaire présentait la solution la plus radicale : confiscation immédiate et totale des terres en propriété privée ; suppression immédiate de toute propriété foncière (privée ou d'Etat), mise de toutes les terres à la disposition des collectivités paysannes, sous le contrôle de l'Etat (" socialisation " des terres).

Avant d'aborder toute autre question, la Douma avait à se préoccuper de ce problème urgent et compliqué.

Quelques mots encore sur *l'idéologie générale* des deux partis d'extrême-gauche (social-démocrate et socialiste-révolutionnaire) à cette époque.

Déjà vers 1900, une importante divergence de vues se manifesta au sein du Parti social-démocrate russe. Une partie de ses membres, se cramponnant au " programme minimum ", estimait que la Révolution russe, imminente, serait une révolution bourgeoise, assez modérée dans ses résultats. Ces socialistes ne croyaient pas à fa

possibilité de passer d'un bond, de la monarchie " féodale " au régime socialiste. Une république démocratique *bourgeoise*, ouvrant les portes à une rapide évolution capitaliste qui jetterait les bases du futur socialisme, telle était leur idée fondamentale. Une " révolution sociale " en Russie était, à leur avis, chose impossible pour l'instant.

De nombreux membres du parti étaient, cependant, d'un autre avis. Pour eux, la Révolution prochaine avait déjà toutes les chances de devenir une " Révolution Sociale " avec ses conséquences logiques. Ces socialistes renonçaient au " programme minimum " et se préparaient à la conquête du pouvoir par le parti et à la lutte *immédiate et décisive contre le capitalisme*.

Les leaders du premier courant étaient : Plékhanoff, Martoff et autres. Le grand inspirateur du second fut Lénine.

La scission définitive entre les deux camps eut lieu en 1903, au Congrès de Londres. Les sociaux-démocrates de tendance léniniste s'y trouvèrent en majorité. " Majorité " se disant en russe *bolchinstvo*, on appela les partisans de cette tendance *bolchéviki* (en français, on dirait : *majoritaires*). " Minorité " se disant *monchinstvo*, on dénomma les autres : *menchéviki* (en français : *minoritaires*). Et quant aux tendances elles-mêmes, l'une reçut le nom de *bolchevisme* (tendance de la majorité), l'autre celui de *menchévisme* (tendance de la minorité).

Après leur victoire de 1917, les " bolchéviki " se constituèrent en " Parti Communiste ", tandis que les " menchéviki " conservèrent seuls le titre de " Parti social-démocrate ". Le Parti Communiste au pouvoir déclara le " menchévisme " contre-révolutionnaire et l'écrasa.

En ce qui concerne le Parti socialiste-révolutionnaire, il se divisa aussi en deux partis distincts : celui des socialistes révolutionnaires " de droite ", qui, à l'instar des " menchéviki ", affirmait la nécessité de passer, avant tout, par une république démocratique bourgeoise, et celui des socialistes révolutionnaires " de gauche ", qui prétendait parallèlement au bolchevisme, que la Révolution devait être poussée le plus loin possible, éventuellement jusqu'à la suppression immédiate du régime capitaliste et à l'instauration du socialisme (sorte de République sociale).

(En 1917, les bolcheviks au pouvoir écrasèrent les socialistes-révolutionnaires de droite comme contre-révolutionnaires. Quant aux socialistes-révolutionnaires de gauche, le gouvernement bolcheviste, d'abord, collabora avec eux. Plus tard, de graves dissensions s'étant élevées entre les deux partis, les bolcheviks rompirent avec leurs alliés. Finalement, ils les mirent hors la loi et les anéantirent.)

Lors de la Révolution de 1905, l'influence pratique de ces deux courants dissidents (le bolchevisme et le socialisme révolutionnaire de gauche) fut insignifiante.

Pour compléter l'exposé des divers courants d'idées qui se manifestèrent lors de cette Révolution, signalons que le Parti socialiste-révolutionnaire donna naissance, vers la même époque, à une troisième tendance qui, s'étant détachée du Parti, adopta l'idée de devoir supprimer, dans la Révolution en cours, non seulement l'Etat bourgeois, mais *tout Etat en général* (en tant qu'institution politique). Ce courant d'idées était connu en Russie sous le nom de *maximalisme*, car ses partisans, ayant rejeté le programme

minimum, rompirent même avec les socialistes-révolutionnaires de gauche et proclamèrent la nécessité de lutter immédiatement pour la réalisation totale du programme *maximum*, c'est-à-dire pour le socialisme intégral, édifié sur une base apolitique.

Les " maximalistes " ne formaient donc pas un parti politique. Ils créèrent l'" Union des socialistes-révolutionnaires maximalistes ". Cette " Union " édita quelques brochures exposant son point de vue. Elle publia aussi quelques périodiques, de brève durée. Ses membres furent, d'ailleurs, peu nombreux. Son influence fut presque nulle. Elle développa surtout une forte activité terroriste. Mais elle prit part à toutes les luttes révolutionnaires et plusieurs de ses membres périrent en véritables héros.

Par l'ensemble de leurs idées, les maximalistes se rapprochaient beaucoup de l'anarchisme. En effet, le maximalisme ne suivait pas aveuglément les " marxistes " ; il niait l'utilité des partis politiques ; il critiquait vigoureusement l'Etat, l'autorité politique. Toutefois, il n'osa pas y renoncer immédiatement et totalement. Il estimait impossible de passer tout de suite à une société intégralement " anarchiste ". (Il faisait donc une distinction entre le " socialisme intégral " et l'anarchisme.) En attendant, il prêchait une " République des travailleurs " où les éléments d'Etat et d'autorité seraient " réduits au minimum ", ce qui permettrait, d'après le maximalisme, leur rapide extinction. Le maintien " provisoire " de l'Etat et de l'autorité séparait le maximalisme de l'anarchisme.

(Comme tous les courants d'idées en désaccord avec le bolchevisme, le maximalisme a été étouffé par ce dernier lors de la révolution de 1917.)

En ce qui concerne les conceptions *anarchistes* et *syndicalistes* (nous nous en occuperons de près dans une autre partie de notre étude), elles étaient, à cette époque, presque inconnues en Russie.

Hors de Russie, beaucoup de gens croient que, puisque Bakounine et Kropotkine - ces " pères " de l'anarchisme - étaient Russes, la Russie était depuis longtemps un pays d'idées et de mouvements anarchistes. C'est une profonde erreur. Et Bakounine (1814-1876) et Kropotkine (1842-1921) étaient devenus anarchistes *à l'étranger*. Ni l'un ni l'autre ne militèrent jamais, comme anarchistes, en Russie. Et quant à leurs oeuvres, elles paraissaient aussi, jusqu'à la Révolution de 1917, à l'étranger, souvent même en langue étrangère. Seuls quelques extraits de leurs études, traduits adaptés ou édités spécialement pour la Russie, y étaient introduits clandestinement, difficilement, en quantités très restreintes. De plus, la diffusion de ces quelques publications à l'intérieur du pays était quasi impossible. Enfin toute l'éducation sociale, socialiste et révolutionnaire des Russes n'avait *absolument rien d'anarchiste* et, sauf les exceptions, personne dans le pays ne s'intéressait aux idées anarchistes.

Quant au syndicalisme, aucun mouvement ouvrier n'ayant existé en Russie avant la Révolution de 1917, la conception syndicaliste - quelques intellectuels érudits mis à part - y était totalement inconnue. On peut admettre que cette forme russe d'une organisation ouvrière : le " Soviet " fut hâtivement trouvée en 1905 et reprise en 1917, justement *à cause de l'absence de l'idée et du mouvement syndicalistes*. Sans aucun doute, si le mécanisme syndical avait existé, c'est lui qui aurait pris en mains le mouvement ouvrier.

Nous avons déjà dit que quelques petits groupements anarchistes existaient à Saint-Pétersbourg, à Moscou, dans l'Ouest et dans le Midi. C'était tout. Cependant, les anarchistes de Moscou participèrent activement aux événements de 1905 et se firent remarquer lors de l'insurrection armée de décembre.

(Après 1917, les bolcheviks écrasèrent le mouvement anarchiste comme tout autre ne s'accordant pas avec le leur. Cependant ils n'y parvinrent pas facilement. La lutte entre le bolchevisme et l'anarchisme au cours de la Révolution de 1917 - lutte tenace, acharnée et pourtant presque totalement inconnue à l'étranger, lutte qui dura plus de trois ans et dont le mouvement " makhnoviste " fut l'épisode le plus saillant - cette lutte est évoquée dans la dernière partie de l'ouvrage.)

Passons aux conséquences morales, aux *effets psychologiques* de l'épopée de 1905. Leur importance pour l'avenir dépassait celle des quelques réalisations concrètes immédiates.

Tout d'abord - nous l'avons déjà signalé - la " légende du tzar " s'évanouit. Les yeux des *vastes masses* s'ouvrirent sur la véritable nature du régime et sur la nécessité vitale pour le pays de s'en débarrasser. L'absolutisme et le tzarisme furent moralement détrônés.

Ce n'est pas tout. Du même coup, les masses populaires se tournèrent enfin vers les éléments qui, depuis longtemps, combattaient ce régime : vers les milieux intellectuels d'avant-garde, vers les partis politiques de gauche, vers les révolutionnaires en général. Ainsi, un contact solide et assez large s'établit entre les milieux avancés et la masse du peuple. Désormais ce contact allait pouvoir s'étendre, s'approfondir, se consolider. Le " paradoxe russe " avait vécu.

Deux points capitaux étaient donc acquis. D'une part, il existait un élément *matériel* auquel une révolution éventuelle pouvait " s'accrocher " : c'était la *Douma*. D'autre part, l'obstacle *moral* qui barrait la route à toute révolte de vaste envergure s'était effondré : *les masses avaient compris le mal* et allaient enfin rejoindre leurs avant-postes dans la lutte pour la libération.

Le terrain pour la prochaine révolution décisive était prêt. Tel fut l'important " Actif " de la secousse de 1905.

Hélas ! son " Passif " était également lourd de conséquences .

Matériellement - et malheureusement - *le mouvement de 1905 ne put aboutir à la création d'un organisme ouvrier de classe* : ni syndicaliste ni même purement syndical ou professionnel. Le droit d'organisation ne fut pas conquis par les masses laborieuses. Celles-ci restèrent sans liaison ni organisation.

Moralement, cet état de choses les prédisposait à devenir, dans la prochaine révolution, *l'enjeu inconscient des partis politiques*, de leurs néfastes rivalités, de leur abominable lutte pour le pouvoir où les travailleurs n'avaient rien à gagner ou, plutôt, avaient tout à perdre.

Ainsi, l'absence, à l'entrée de la Révolution, d'un mouvement et d'un organisme ouvriers proprement dits ouvrait toutes grandes les portes à la prédominance - que

dis-je ? - à la domination future de tel ou tel autre *parti politique*, au détriment de la véritable action et de la vraie cause *des travailleurs* .

Le lecteur verra plus loin que, en effet, le poids énorme de ce " Passif " sera fatal pour la Révolution de 1917 : il finira par l'écraser.

Quelques mots sont à dire ici sur le sort personnel de Nossar-Khroustaleff, premier président du premier Soviet ouvrier de Saint-Pétersbourg.

Arrêté lors de la " liquidation " du mouvement (fin 1905), Nossar fut jugé et condamné à être exilé en Sibérie. Il se sauva et se réfugia à l'étranger. Mais, de même que Gapone, il ne sut pas s'adapter à une nouvelle existence et encore moins se soumettre à un travail régulier. Certes, il ne mena pas une vie de débauche, il ne commit aucun acte de trahison. Mais il traîna à l'étranger une existence dérégulée, misérable, malheureuse.

Cela continua ainsi jusqu'à la Révolution de 1917. Dès le déclenchement de celle-ci, il se précipita - comme tant d'autres - en son pays et y participa aux luttes révolutionnaires. Il n'y joua, cependant, aucun rôle de premier plan.

Ensuite, on le perdit de vue. D'après certaines informations, d'une source digne de foi, il se dressa finalement contre les bolcheviks et fut fusillé par ceux-ci.

2.5 La «Pause» (1905-1907)

Les douze années - exactement - qui séparèrent la véritable Révolution de son ébauche, ou l' " explosion " de la "secousse", n'apportèrent rien de saillant au point de vue révolutionnaire. Au contraire, ce fut la réaction qui triompha bientôt sur toute la ligne. Notons, toutefois, quelques grèves retentissantes et une tentative de révolte dans la flotte de la Baltique, à Cronstadt, sauvagement réprimée.

Le sort de la Douma fut la manifestation la plus éclatante de cette période.

La Douma commença à siéger en mai 1906, à Saint-Pétersbourg. Un enthousiasme populaire débordant l'accueillit à sa naissance. Malgré toutes les machinations du gouvernement, elle s'avéra nettement d'opposition. Le parti constitutionnel-démocrate la domina par le nombre et la qualité de ses représentants. Le professeur de l'Université de Moscou, S. Mouromtzeff, un des membres les plus éminents de ce parti, fut élu président de l'Assemblée. Les députés de gauche - sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires " travaillistes " - y formaient également un bloc imposant. La population entière suivait les travaux de la Douma avec un intérêt passionné. Tous les espoirs volaient vers elle. On en attendait au moins des réformes larges, justes, efficaces.

Mais, dès le premier contact, une hostilité - sourde d'abord, de plus en plus ouverte par la suite - s'établit entre le " Parlement " et le gouvernement. Ce dernier entendait traiter la Douma de haut en bas, avec un dédain qu'il ne masquait même pas. Il la tolérait à peine. Il l'admettait difficilement même à titre d'institution purement consultative. La Douma, elle, cherchait, au contraire, à s'imposer comme une

institution législative, constitutionnelle. Les rapports entre l'un et l'autre devenaient de plus en plus tendus.

Naturellement, le peuple prenait parti pour la Douma. La situation du gouvernement devenait désavantageuse, ridicule, voire dangereuse. Toutefois, une révolution immédiate n'était pas à craindre. Le gouvernement le savait. Et puis, il comptait sur sa police et ses troupes. Il se décida donc bientôt à une mesure énergique. Le nouveau ministre à poigne, Stolypine, s'en chargea. Il prit pour prétexte un projet d' " Appel au Peuple ", élaboré par la Douma et se rapportant surtout au problème agraire.

Un beau matin les " députés " trouvèrent les portes de la Douma closes et gardées militairement. Police et troupes paradaient dans les rues. La Douma - nommée " première Douma " - était dissoute. Un décret officiel annonça et " expliqua " ce geste à la population, Cela se passait en été 1906.

A part une longue série d'attentats et quelques émeutes éparses dont les plus importantes furent celles de Svéaborg et de Cronstadt (la deuxième depuis peu de temps, une première ayant eu lieu en octobre 1905), le pays resta tranquille.

Quant aux députés eux-mêmes, ils n'osèrent pas résister efficacement. Le fait s'explique aisément. Résister, signifiait reprendre l'action révolutionnaire. Or, on sentait partout que la Révolution était, pour le moment, impuissante. (D'ailleurs, si la situation avait été autre, le gouvernement n'aurait pas osé dissoudre la Douma, surtout de cette façon insolente. Il se sentait vraiment fort et, pour l'instant, il ne se trompait pas.) La bourgeoisie était bien trop faible pour songer à une révolution favorable à ses intérêts. Et quant aux masses laborieuses et à leurs partis, de ce côté-là on ne se sentait pas non plus prêt à affronter une révolution,

Donc, tous les députés se soumirent à la dissolution. D'autant que le décret ne supprimait pas la Douma, mais annonçait de nouvelles élections à brève échéance, sur des bases quelque peu modifiées. Les " représentants du peuple " se bornèrent à lancer une note de protestation contre cet acte arbitraire. Pour élaborer cette note en toute liberté, les ex-députés - il s'agissait surtout des membres du parti constitutionnel-démocrate - se rendirent dans une ville de Finlande (où ils étaient plus à l'abri grâce à une certaine législation indépendante de cette partie de l'Empire russe) : la ville de Vyborg, ce qui fit baptiser cette note " l'Appel de Vyborg ". Après quoi, ils retournèrent tranquillement chez eux.

Malgré le caractère anodin de leur " révolte ", ils furent jugés quelque temps après par un tribunal spécial et condamnés à des peines d'ailleurs légères, (Ils perdirent, toutefois, le droit d'être réélus à la Douma).

Un seul député, jeune paysan du département de Stavropol, le " travailliste " Onipko, ne se résigna pas. Ce fut lui l'animateur du soulèvement de Cronstadt. Saisi sur place, il faillit être passé par les armes. Certaines interventions et certaines craintes le sauvèrent. Finalement, il fut jugé et condamné à l'exil en Sibérie. Il réussit à s'évader et se réfugia à l'étranger. Il retourna en Russie en 1917. Son sort ultérieur nous est inconnu. D'après certaines indications très sérieuses, il continua la lutte comme membre du parti socialiste-révolutionnaire de droite, se dressa contre les bolchéviks et périt fusillé par eux.

Aussitôt après la dissolution de la " première Douma ", le gouvernement remania la loi électorale, recourut sans scrupules à d'autres mesures et manoeuvres préventives et convoqua la " deuxième Douma ". Beaucoup plus modérée dans ses gestes et, surtout, plus médiocre que la première, elle parut encore " trop révolutionnaire " au gouvernement. Il est vrai que, en dépit de toutes les machinations, elle comptait beaucoup de députés de gauche. Elle fut dissoute à son tour. Cette fois, la loi électorale fut sensiblement modifiée. Du reste, la population perdit bientôt tout intérêt à l'activité - ou, plutôt, à l'inactivité - de la Douma, sauf à quelques rares moments où une affaire passionnante ou un discours retentissant attireraient l'attention pour peu de temps.

La deuxième Douma dissoute, on arriva ainsi à une troisième et, enfin, à une quatrième Douma. Cette dernière -instrument tout à fait docile entre les mains du gouvernement réactionnaire - put traîner sa morne et stérile existence jusqu'à la Révolution de 1917.

En tant que réformes, lois utiles, etc., la Douma n'aboutit à rien. Mais sa présence ne resta pas absolument sans résultat. Les discours-critiques de certains députés de l'opposition, l'attitude du tzarisme en face des problèmes brûlants de l'heure, l'impuissance même du " Parlement " à les résoudre tant que l'absolutisme s'obstinerait à rester debout, tous ces faits éclairaient de plus en plus les vastes masses de la population sur la véritable nature du régime, sur le rôle de la bourgeoisie, sur les tâches à remplir, sur les programmes des partis politiques, etc. Pour la population russe, toute cette période fut, en somme, une longue et féconde " leçon expérimentale ", la seule possible en l'absence d'autres moyens d'éducation politique et sociale.

Deux processus parallèles caractérisent surtout la période en question : d'une part, la dégénérescence accélérée, définitive - la " pourriture " est le vrai mot - du système absolutiste ; d'autre part, l'évolution rapide de la conscience des masses.

Les indices incontestables de la décomposition du tzarisme étaient connus à l'étranger. L'attitude et le train de vie de la Cour Impériale appartenaient à ce genre " classique " qui, généralement, précède la chute des monarchies. L'incapacité et l'indifférence de Nicolas II, le crétinisme et la vénalité de ses ministres et fonctionnaires, le mysticisme vulgaire qui s'empara du " monarque " et de sa famille (la fameuse épopée du pape Raspoutine, etc.), cet ensemble de phénomènes n'était un secret pour personne à l'étranger.

Beaucoup moins connus étaient les changements profonds qui s'effectuaient dans la psychologie des masses populaires. Et, cependant, l'état d'âme d'un homme du peuple de l'an 1912, par exemple, n'avait plus rien de commun avec sa mentalité primitive d'avant 1905. Des couches populaires tous les jours plus vastes devenaient nettement antitzaristes. Seule la réaction féroce, interdisant toute organisation ouvrière et toute propagande politique ou sociale, empêchait les masses de fixer définitivement leurs idées.

Ainsi, l'absence de faits révolutionnaires saillants ne signifiait nullement un arrêt du processus révolutionnaire. Celui-ci continuait sous le manteau, dans les esprits, surtout, d'une façon intense.

En attendant, tous les problèmes vitaux restaient en suspens. Le pays se trouvait dans une impasse. *Une révolution violente et décisive devenait inévitable*. Il ne manquait plus que l'impulsion et les armes.

C'est dans ces conditions qu'éclata la guerre de 1914. Elle offrit bientôt aux masses l'impulsion nécessaire et les armes indispensables.

3. L'explosion (1917)

3.1 Guerre et révolution

3.1.1 Pour la dernière fois le tzarisme et la Révolution sont aux prises.

Tout comme les gouvernements des autres pays, celui du tzar réussit à réveiller dans les masses, au début de la guerre, toute la gamme des mauvais instincts, des passions dues à un atavisme animal, des sentiments néfastes tels que : le nationalisme, le chauvinisme, etc.

Comme partout ailleurs, en Russie également, des millions d'hommes furent dupés, désorientés, fascinés et contraints à courir vers les frontières, tel un troupeau de bêtes à l'abattoir.

Les graves, les vrais problèmes de l'heure furent abandonnés, oubliés.

Les quelques premiers " succès " obtenus par les troupes russes réchauffèrent davantage encore " le grand enthousiasme du peuple " .

Toutefois, une note particulière se mêlait à ce concert artificiel et dirigé ; une " idée " bien ancrée dans les esprits se cachait derrière cet " enthousiasme ". C'est entendu - raisonnait-on un peu partout, dans le peuple et dans l'armée - on se battra et on vaincra. Mais, que le gouvernement ne s'y trompe pas ! La guerre terminée, nous lui présenterons la note. En récompense de notre dévouement et de nos sacrifices, nous exigerons le changement définitif du régime. Nous revendiquerons nos droits, nos libertés... Cela ne pourra pas continuer ainsi après la guerre...

Et les soldats chuchotaient : " La guerre finie, on gardera les armes, à tout hasard. "

Cependant, assez rapidement, la face des choses changea en Russie. La série des défaites commença et, avec elles, revinrent les inquiétudes, les déceptions amères, le mécontentement aigu, la colère du peuple.

La guerre coûtait terriblement cher, en argent et surtout en hommes. Des millions de vies humaines durent être sacrifiées, sans aucune utilité, sans la moindre compensation. De nouveau, le régime témoigna ouvertement de son incapacité, de sa pourriture, de sa faillite. De plus, certaines défaites, qui coûtèrent pourtant des monceaux de victimes, restèrent inexplicables, mystérieuses, suspectes. A travers tout le pays on parla bientôt, non seulement de négligences criminelles, d'incapacité flagrante, mais surtout de vénalité des autorités, d'espionnage dans le commandement

suprême, de l'origine allemande de la dynastie et de plusieurs chefs, enfin de haute trahison à la Cour même. On accusait, presque ouvertement, des membres de la famille impériale de nourrir des sympathies pour la cause allemande, de s'entendre directement même avec l'ennemi. On appelait l'impératrice presque publiquement, avec haine et mépris : " la Boche ". Des bruits alarmants, sinistres, couraient dans le peuple.

La Cour, d'abord, s'en inquiéta peu. Par la suite, quelques mesures furent prises - tardivement et maladroitement. Etant, en outre, de pure forme, elles restèrent inefficaces, ne satisfirent personne et n'arrangèrent rien.

Pour remonter le moral des troupes et du peuple, Nicolas II assumait lui-même le commandement suprême, du moins nominale. Il se rendit sur le front. Mais ce geste ne changea rien à la situation générale qui s'aggravait de jour en jour et contre laquelle le tzar, absolument incapable et inactif, restait impuissant. Tout se désagrégeait, à l'armée et à l'intérieur du pays.

En désespoir de cause, plusieurs complots furent fomentés dans les cercles libéraux et même dans l'entourage immédiat du tzar. On envisagea de le faire abdiquer en faveur d'un monarque plus " à la page " et plus populaire : le grand-duc Nicolas, oncle du tzar, par exemple, " pour

sauver la guerre et aussi la dynastie " dont tout le monde pressentait la chute imminente.

On commença par supprimer le néfaste Raspoutine. Mais quant à la suite, on hésita, on traîna, les conspirateurs n'arrivant pas à se mettre d'accord.

Les choses en étaient là lorsque, brutalement, éclata l'explosion de février.

Ce ne furent pas tant les événements d'ordre militaire, ni les bruits sur les trahisons et l'attitude de la Cour, ni même l'incapacité et l'impopularité personnelles du tzar, qui déclenchèrent cette brusque explosion.

Ce qui désespéra les masses du peuple, ce qui fit déborder la coupe, ce fut surtout *la désorganisation complète de la vie économique - voire de la vie tout court - à l'intérieur du pays*. La désorganisation est telle, avoua le ministre Krivochéine en parlant des administrations et de tous les services de l'Etat, qu'on se dirait dans un asile d'aliénés. " C'est dans ce domaine que l'impuissance du gouvernement tzariste et les effets désastreux de sa conduite imposèrent aux masses une action urgente et décisive.

Tous les pays belligérants éprouvèrent vers la même époque de grandes difficultés, d'ordre économique et financier, résultant de la nécessité de nourrir et de ravitailler en toutes matières des millions d'hommes sur l'immensité démesurée des fronts et d'assurer, en même temps, la vie normale à l'intérieur. Partout cette double tâche exigea une grande tension de forces. Mais partout - même en Allemagne où la situation était particulièrement difficile - elle fut résolue avec plus ou moins de succès. Partout, sauf en Russie où l'on ne sut rien prévoir rien prévenir, rien organiser. [\(6\)](#)

Ajoutons que les effets terribles de cette désagrégation totale du Pouvoir et de l'Etat se

seraient manifestés plus tôt si les efforts déployés par certaines forces vives du pays, telles que : " l'Union des villes ", le " Comité de l'Industrie de guerre " et autres, surgies de leur propre initiative, n'étaient arrivés à pourvoir, dans une certaine mesure, aux besoins les plus pressants de l'armée et du pays.

L'activité énergique et heureuse de ces organismes ainsi que des " zemstvos ", des municipalités, etc., - activité qui, soulignons-le, se déployait et s'imposait d'elle-même, à l'encontre des lois et des résistances bureaucratiques - apporta aussi un résultat *moral* très important. Tous les jours, à l'armée comme à l'intérieur, on se rendait pratiquement compte, non seulement de la faillite totale du tzarisme, mais encore *de la présence d'éléments parfaitement capables de le remplacer*, et aussi de la façon ignoble dont le régime agonisant, craignant ces éléments, gênait leur action, entraînant ainsi le pays entier vers une catastrophe.

Quotidiennement, le peuple et l'armée voyaient de leurs propres yeux que c'étaient bien ces Comités et ces Unions libres qui, par leur initiative et avec un dévouement sublime, assuraient la production, organisaient les transports, surveillaient les stocks, garantissaient les arrivages et les distributions de vivres et des munitions, etc. Et, quotidiennement, le peuple et l'armée voyaient le gouvernement *s'opposer* à cette activité indispensable et *l'empêcher*, sans aucun souci des intérêts du pays.

Cette dernière " préparation morale " de l'armée et de la population à la chute du tzarisme et à son remplacement par d'autres éléments eut une immense portée. Elle acheva le processus pré-révolutionnaire. Elle mit la dernière main à l'oeuvre préparatoire.

En janvier 1917 la situation devint intenable. Le chaos économique, la misère de la population travaillante, la désorganisation sociale atteignirent un point tel que les habitants de quelques grandes villes - Pétrograd, notamment - commencèrent à manquer non seulement de combustibles, de vêtements, de viande, de beurre, de sucre, etc., mais même de pain.

Dans le courant du mois de février cette situation s'aggrava encore. En dépit des efforts déployés par la Douma, les " zemstvos ", les municipalités, les Comités et les Unions, non seulement la population des villes se vit vouée à la famine, mais encore l'approvisionnement de l'armée devint tout à fait défectueux. Et, en même temps, la débâcle militaire s'avérait complète.

Fin février, *il était absolument et définitivement impossible pour le pays - impossible matériellement et moralement - de continuer la guerre*. Et il était absolument et définitivement impossible pour la population laborieuse des villes de se procurer des vivres.

Le tzarisme ne voulait rien savoir. Aveuglément, il s'obstinait à faire tourner la vieille machine, complètement détraquée Et en guise de remède, il recourait, comme toujours, à la répression, à la violence contre les hommes actifs ou les militants des partis politiques.

C'est de l'impossibilité, pour le peuple, de continuer la guerre et de traîner une existence de famine, d'une part, et de l'obstination aveugle du tzarisme, d'autre part,

que naquit la Révolution, deux ans et demi après " le grand enthousiasme " .

Le 24 février des troubles commencèrent à Pétrograd. Provoqués surtout par le manque de vivres, ils ne paraissaient pas devoir s'aggraver. Mais le lendemain, 25 février 1917 (vieux style), les événements prirent une tournure aiguë : les ouvriers de la capitale, se sentant solidaires avec le pays entier, se trouvant en extrême agitation depuis des semaines, affamés et ne recevant même plus de pain, descendirent en masse dans les rues, manifestèrent bruyamment et refusèrent net de se disperser.

Ce premier jour, toutefois, les manifestations restèrent prudentes et inoffensives. En masses compactes, les ouvriers, avec leurs femmes et enfants, remplissaient les rues et criaient : " Du pain ! Du pain ! Nous n'avons rien à manger ! Qu'on nous donne du pain ou qu'on nous fusille tous ! Nos enfants meurent de faim ! Du pain ! Du pain ! "

Le gouvernement dépêcha contre les manifestants, en plus de la police, débordée, des détachements de troupes à cheval, des cosaques. Or, il y avait peu de troupes à Pétrograd (sauf des réservistes, peu sûrs). Ensuite, les ouvriers ne furent nullement effrayés : ils offraient aux soldats leurs poitrines ; ils prenaient *leurs* enfants *sur les* bras et criaient aux soldats : " Tuez-nous tous si vous l'osez ! Mieux vaut mourir d'une balle que crever de faim !... " Enfin - et ce fut le point capital dans l'affaire - presque partout les soldats, sourire aux lèvres, trottaient prudemment à travers la foule, sans faire usage de leur armes, sans écouter le commandement des officiers. Ceux-ci d'ailleurs n'insistaient pas. Par endroits, les soldats fraternisaient avec les ouvriers, allant même jusqu'à leur remettre leurs fusils, descendre de cheval et se mêler au peuple. Naturellement, cette attitude des troupes encouragea les masses.

Çà et là, pourtant, la police et les cosaques chargèrent des groupes de manifestants porteurs de drapeaux rouges. Il y eut quelques tués et blessés.

Dans les casernes de la capitale et de la banlieue les régiments en garnison hésitaient encore à prendre parti pour la Révolution. Et le gouvernement de son côté, hésitait à les faire sortir pour la combattre.

Le 26 février au matin un fait nouveau se produisit : par décret, le gouvernement déclara la Douma dissoute.

Ce fut une sorte de déclic que tout le monde semblait attendre pour passer à une action décisive. La nouvelle, connue partout en un clin d'oeil, éperonna les événements. A partir de ce moment, les manifestations tournèrent nettement en mouvement révolutionnaire. Des cris : " A bas le tzarisme ! A bas la guerre ! Vive la Révolution ! " retentirent dans la foule dont l'attitude devenait maintenant d'heure en heure plus décidée et menaçante. Un peu partout, les manifestants attaquaient résolument la police. Plusieurs édifices administratifs furent incendiés notamment le Palais de Justice. Les rues se hérissèrent de barricades. Bientôt apparurent de nombreux drapeaux rouges. Les soldats gardaient toujours une neutralité bienveillante ; mais, de plus en plus fréquemment, ils se mêlaient à la foule. Le gouvernement pouvait de moins en moins compter sur ses troupes.

Il lança alors contre les rebelles toutes les forces policières de la capitale. Les policiers formèrent à la hâte des détachements d'attaque massive. Ils installèrent des

mitrailleuses en plusieurs endroits sur les toits des maisons et même sur quelques églises. Ils occupèrent tous les points stratégiques. Ensuite ils commencèrent une offensive générale contre les masses en émeute.

La lutte fut chaude durant toute cette journée du 26 février. En beaucoup d'endroits la police fut délogée, ses agents massacrés et ses mitrailleuses réduites au silence.

Mais ailleurs, les forces policières résistaient avec acharnement.

Le tzar, qui se trouvait sur le front, fut prévenu télégraphiquement de la gravité des événements. En attendant, *la Douma décida de siéger en permanence et de ne pas céder aux tentatives de dissolution.*

3.2 Le triomphe de la révolution

L'action décisive se joua le 27 février.

Dès le matin, des régiments entiers de la garnison cessant toute hésitation, se mutinèrent, sortirent de leurs casernes, armes à la main, et occupèrent en ville certains points stratégiques, après de brèves escarmouches avec la police. La Révolution gagnait du terrain.

A un moment donné, une masse épaisse de manifestants, particulièrement menaçante, décidée et partiellement armée, se rassembla sur la place dite " Znamenskaïa " et aux abords de la gare " Nicolaïevsky ". Le gouvernement envoya deux régiments de cavalerie de la Garde Impériale, les seuls dont il pouvait encore disposer, ainsi que de forts détachements de police à pied et à cheval. Les troupes devaient appuyer et achever l'action des policiers.

Après les sommations d'usage, l'officier de la police donna l'ordre de charger. Mais alors se produisit ce nouveau et dernier " miracle " : l'officier commandant les régiments de la Garde leva son sabre et, au cri de : " Chargeons la police, en avant ! ", lança les deux régiments contre les forces policières. En un clin d'oeil celles-ci furent culbutées, renversées, écrasées.

Bientôt, la dernière résistance de la police fut brisée. Les troupes révolutionnaires s'emparèrent de l'arsenal et occupèrent tous les points vitaux de la ville. Entourés d'une foule en délire, des régiments se rendirent, drapeaux déployés, au Palais de Tauride où siégeait la Douma - la pauvre " quatrième Douma " - et se mirent à sa disposition.

Un peu plus tard, les derniers régiments de la garnison de Pétrograd et de la banlieue se joignirent au mouvement. Le tzarisme n'avait plus de force armée à lui dans la région de la capitale. La population était libre. La Révolution triomphait.

Les événements qui suivirent sont suffisamment connus.

Un gouvernement provisoire, comprenant des membres influents de la Douma, fut formé et acclamé frénétiquement par le peuple.

La province se joignit avec enthousiasme à la Révolution.

Quelques troupes prélevées en hâte sur le front, et envoyées sur l'ordre du tzar contre la capitale rebelle, ne purent y parvenir : d'une part, les cheminots, à l'approche de la ville, refusèrent de les transporter ; d'autre part, les soldats cessèrent toute obéissance aux officiers et passèrent à la Révolution. Les uns retournèrent au front, d'autres se dispersèrent, tout simplement, à travers le pays.

Le tzar lui-même, qui se rendait à la capitale par chemin de fer, vit son train s'arrêter à la station de Dno et rebrousser chemin jusqu'à Pskov. Là il fut rejoint par une délégation de la Douma et par des personnages militaires ralliés à la Révolution. Il fallait se rendre à l'évidence. Après quelques péripéties de détail, Nicolas-II signa son abdication, pour lui-même et pour son fils Alexis (le 2 mars).

Un moment, le gouvernement provisoire songea à faire monter sur le trône le frère de l'ex-empereur : le grand-duc Michel. Mais celui-ci déclina l'offre. Il déclara que le sort du pays et de la dynastie devait être remis entre les mains d'une Assemblée Constituante régulièrement convoquée.

Le front acclama la Révolution accomplie.

Le tzarisme était tombé. L'Assemblée Constituante fut inscrite à l'ordre du jour. En attendant sa convocation, le gouvernement provisoire devenait l'autorité officielle, " reconnue et responsable ". Le premier acte de la Révolution victorieuse était terminé.

Si nous avons raconté les faits de cette Révolution de février d'une façon assez détaillée, c'est pour en faire ressortir le point capital que voici :

Une fois de plus, l'action des masses fut une action spontanée qui couronna logiquement, fatalement, une longue période d'expériences vécues et de préparation morale. Cette action ne fut ni organisée ni guidée par aucun parti politique. Soutenue par le peuple en armes - l'armée - elle fut victorieuse. L'élément d'organisation devait intervenir - et intervint - immédiatement après.

(Du reste, à cause de la répression, tous les organismes centraux des partis politiques de gauche, ainsi que leur leaders, se trouvaient, au moment de la Révolution, loin de Russie. Martoff, du parti social-démocrate ; Tchernoff, du parti socialiste-révolutionnaire ; Lénine, Trotsky, Lounatcharsky, Losovsky, Rykoff, Boukharine, etc., tous ces hommes vivaient à l'étranger. Ce ne fut qu'après la Révolution de février qu'ils regagnèrent leur pays.)

Un autre point important est à dégager des événements :

Une fois de plus, l'impulsion immédiate et concrète fut donnée à la Révolution par l'impossibilité absolue pour le pays de continuer la guerre : impossibilité qui, naturellement, se heurta à l'obstination du gouvernement. Cette impossibilité résulta de la désorganisation totale, du chaos inextricable où la guerre plongeait le pays.

3.3 Vers la Révolution sociale

3.3.1 Le Gouvernement Provisoire et les problèmes de la Révolution.

Le gouvernement provisoire formé par la Douma était, bien entendu, nettement bourgeois et conservateur. Ses membres : Prince Lvoff, Goutchkoff, Milioukov et autres, appartenaient presque tous (sauf Kérénsky, vaguement socialiste), politiquement au parti constitutionnel démocrate, socialement aux classes privilégiées. Pour eux, une fois l'absolutisme par terre, la Révolution était terminée. (En réalité, elle ne faisait que commencer. Maintenant, il s'agissait de " rétablir l'ordre ", d'améliorer peu à peu la situation générale à l'intérieur du pays sur le front, de " pousser " la guerre plus activement que jamais, lui insufflant un nouvel élan, et surtout de préparer tranquillement la convocation de l'Assemblée Constituante, laquelle devrait établir les nouvelles lois fondamentales du pays, le nouveau régime politique, le nouveau mode de gouvernement, etc. D'ici là, le peuple n'avait qu'à attendre patiemment, sagement, en bon enfant qu'il était, les faveurs que ses nouveaux maîtres voudraient bien lui octroyer.)

Ces nouveaux maîtres, le gouvernement provisoire se les représentait, naturellement, comme de bons bourgeois modérés dont le pouvoir n'aurait rien à envier à ceux des autres pays " civilisés ".

Les visées politiques du gouvernement provisoire ne dépassaient guère une bonne monarchie constitutionnelle. A la rigueur, certains de ses membres prévoyaient peut-être, timidement, une république bourgeoise très modérée.

Le problème agraire, la question ouvrière, etc., devaient être résolus, par le futur gouvernement définitif, d'après les modèles occidentaux, lesquels " avaient fait leurs preuves ".

En fin de compte, le gouvernement provisoire était plus ou moins sûr de pouvoir utiliser la période préparatoire, en l'allongeant au besoin, pour réduire au calme, à la discipline et à l'obéissance les masses populaires, au cas où ces dernières auraient manifesté trop violemment leur désir de dépasser les limites ainsi prévues. Il s'agissait ensuite d'assurer, par des manoeuvres de coulisse, des élections " normales ", pour aboutir, au moment voulu, à une Assemblée Constituante sage et droite, bourgeoise bien entendu.

Il est plaisant de constater à quel point les " réalistes ", les hommes politiques " éprouvés ", les érudits, les économistes et les sociologues s'étaient trompés dans leurs prévisions et calculs. *La réalité leur échappa complètement.*

Je me rappelle avoir assisté à New-York, en avril ou mai 1917, à une grande conférence russe d'un honorable professeur qui fit une copieuse analyse de la composition et de l'action probables de la prochaine Assemblée Constituante. Je posai au respectable professeur une seule question : *Que prévoyait-il pour le cas où la Révolution russe se passerait d'une Assemblée Constituante ?* Assez dédaigneusement, assez ironiquement, l'éminent professeur dit, pour toute réponse, qu'il était, lui, " réaliste ", et que son contradicteur était certainement " un anarchiste dont l'hypothèse fantaisiste ne l'intéressait pas ". L'avenir démontra bientôt que le

docte professeur se trompait magistralement et que ce fut précisément lui le " fantaisiste ". Dans son exposé de deux heures, il n'avait omis d'analyser qu'une seule éventualité : *celle, précisément, qui devint réalité quelques mois après !...*

Qu'il me soit permis de formuler, à ce propos. ici même, quelques appréciations personnelles.

En 1917, MM. les " réalistes ", les hommes politiques, les écrivains, les professeurs - russes et étrangers - ont, à de très rares exceptions près, dédaigneusement et magistralement omis de prévoir le triomphe du *bolchévisme* dans la Révolution russe. De nos jours, ce bolchévisme triomphant étant - momentanément et pour un bref délai, historiquement parlant - un fait accompli, beaucoup de ces messieurs veulent bien l'admettre, s'y intéressent et s'en occupent. Ils admettent même - se trompant à nouveau magistralement - sa " grande importance positive " et " son triomphe mondial définitif " .

Je suis absolument sûr qu'avec le même " réalisme ", la même " clairvoyance ", le même dédain d'abord, et le même savoir-faire ensuite, ces mêmes messieurs manqueraient de prévoir à temps, pour l'accepter après coup, *le triomphe - véritable et définitif - de l'idée libertaire dans la Révolution Sociale mondiale.*

Le gouvernement provisoire ne se rendait certainement pas compte des obstacles insurmontables qui fatalement allaient se dresser devant lui.

L'obstacle le plus sérieux était le caractère même des problèmes dont le gouvernement provisoire avait à se préoccuper avant la convocation de *l'Assemblée Constituante*. (D'ailleurs, il n'envisageait nullement que le peuple travailleur pourrait ne pas vouloir attendre cette convocation et que c'était parfaitement son droit.)

D'abord, *le problème de la guerre.*

Le peuple, désabusé, épuisé, continuait la guerre à contre-cœur ou, du moins, s'en désintéressait complètement. Et quant à l'armée, elle était à bout, physiquement et moralement. D'une part, l'état misérable où se trouvait le pays d'autre part la Révolution, l'ébranlèrent définitivement.

Deux solutions se présentaient à l'esprit : soit cesser la guerre, conclure une paix séparée, démobiliser l'armée et se consacrer entièrement aux problèmes intérieurs ; soit faire l'impossible pour maintenir le front, sauvegarder la discipline, " remonter " le moral de l'armée et continuer la guerre coûte que coûte, au moins jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante.

La première solution était, évidemment, inadmissible pour un gouvernement bourgeois, " patriotique ", allié à d'autres belligérants et considérant comme un " déshonneur national " la rupture éventuelle de cette alliance. De plus, en tant que gouvernement " provisoire ", il se voyait obligé de suivre strictement la formule : pas de changement important avant la convocation de l'Assemblée Constituante qui aura pleins droits pour prendre toute décision.

Le gouvernement provisoire adopta donc la seconde solution. Or, dans les conditions existantes, celle-ci était irréalisable.

Il faut insister sur ce point qu'on ne met généralement pas assez en relief.

Ni physiquement ni moralement la Russie ne pouvait continuer la guerre. L'obstination du gouvernement tzariste à ne pas comprendre ce fait fut la cause immédiate de la Révolution. Et puisque cette impossibilité persistait, tout gouvernement qui n'en tiendrait pas compte serait, en toute logique, renversé comme le fut le tzar.

Certes, le gouvernement provisoire espérait pouvoir changer l'état de choses : faire cesser le chaos, réorganiser le pays, lui inspirer un nouveau souffle, etc. C'étaient là des illusions : ni le temps disponible, ni la situation générale, ni l'état d'esprit des masses ne le permettaient.

La machine qui s'appelle " Etat bourgeois " fut brisée, en Russie, en février 1917. Ses buts et son activité furent toujours contraires aux intérêts et aux aspirations du peuple. Celui-ci étant devenu, pour l'instant, maître de ses destinées, elle ne pouvait plus être réparée et remise en fonctionnement. Car *c'est le peuple qui* - sous contrainte ou librement - *fait fonctionner " la machine "*, et non pas les gouvernants. L'appareil cassé ne pouvait ni exercer ni rétablir la contrainte. Or, *librement*, le peuple ne " marchait " plus pour des buts qui n'étaient pas les siens.

Il fallait *remplacer* l'appareil cassé par un autre, adapté à la nouvelle situation, au lieu de perdre du temps et des forces en de vaines tentatives pour le remettre en marche et le faire servir de nouveau.

Le gouvernement bourgeois et nationaliste ne pouvait comprendre cela. Il insistait pour maintenir et " la machine " et le maudit héritage du régime déchu : la guerre. De ce côté déjà, il se rendait de plus en plus impopulaire. Et, la machine étant brisée, il se trouva impuissant à passer outre, à *imposer* sa volonté guerrière.

Ce premier problème de l'heure - le plus grave, le plus immédiat - était ainsi fatalement voué à rester sans solution possible pour le gouvernement provisoire.

Le deuxième problème épineux était *le problème agraire*.

Les paysans - 85 pour 100 de la population - aspiraient à la possession de la terre. La Révolution donna à ces aspirations un élan irrésistible. Réduites à l'impuissance, exploitées et dupées depuis des siècles, les masses paysannes ne voulaient plus rien savoir, plus rien entendre. Il *leur fallait la terre, coûte que coûte, et tout de suite, sans procédure ni cérémonie*.

Déjà en novembre 1905, au Congrès paysan convoqué quelque peu après le Manifeste du 17 octobre (lorsque les " libertés " existaient encore), en prévision de la convocation de la Douma, nombreux furent les délégués porte-parole de ces aspirations.

" Toute allusion à un rachat des terres, disait à ce Congrès le délégué des paysans de la région de Moscou, me révolte. On propose de dédommager les esclavagistes d'hier qui, même encore de nos jours, aidés des fonctionnaires, font de notre vie une course d'obstacles ! Ne les avons-nous pas déjà richement dédommagés par le fermage ? Impossible de compter les tonneaux de notre sang avec lequel nous avons arrosé la

terre. Il y a mieux : c'est avec le lait de leurs seins que nos grand'mères élevaient des chiens de chasse pour ces messieurs. Ne serait-ce pas du rachat, ça ? Durant des siècles, nous n'étions que des grains de sable, jouets du vent. Et le vent, c'était eux. Et maintenant il faut les payer à nouveau ? Ah, non ! Pas besoin de pour-parlers diplomatiques : une seule voie est bonne - la voie révolutionnaire. Sinon, on nous trompera une fois de plus. Rien que parler d'un " rachat " est un compromis. Camarades, ne répétez pas l'erreur de vos pères ! En 1861 on a été plus malin que nous, et on nous a eus : on nous donna un petit peu pour que le peuple ne prît pas tout.

" Nous ne leur avons jamais vendu la terre, disaient les paysans de la région d'Orel : nous n'avons donc pas à la racheter. Nous leur avons déjà assez payé en travaillant pour un prix inhumainement bas. Non ! en aucun cas, pas de rachat ! Monsieur n'a pas amené ses terres de la lune, ses grands-pères s'en étaient emparés "

" Un rachat serait une injustice flagrante vis-à-vis du peuple, disaient les paysans de la région de Kazan : il faudrait même rendre au peuple, en même temps que la terre les redevances payées. Car, au fond, ces messieurs n'ont jamais acheté la terre : ils ont su s'en saisir pour la vendre plus tard. C'est du vol "

" Comment - disaient des paysans à l'éminent savant N. Roubakine, entre 1897 et 1906 - comment, tous ces messieurs : Orloff, Demidoff, Balachoff, ont reçu leurs terres gratuitement des tzars et des tzarines en guise de cadeaux. Et il nous faut les racheter maintenant à de semblables prix ? Ce n'est pas seulement de l'injustice, c'est une franche volerie. "

Voilà pourquoi les paysans ne voulaient plus attendre. Un peu partout, ils s'emparaient carrément des terres, chassant les propriétaires qui ne s'étaient pas déjà enfuis. Ils résolvaient ainsi " le problème agraire " à leur façon et de leur chef, sans se soucier des délibérations, des machinations et des décisions du gouvernement ou de la Constituante.

L'armée, composée surtout de paysans, était certainement prête à soutenir cette action directe.

Le gouvernement provisoire se vit acculé, soit à s'incliner devant cet état de choses, soit à résister, c'est-à-dire lutter contre les paysans en révolte et aussi, presque certainement, contre l'armée. Naturellement, il adopta la tactique de l'attente, espérant, comme pour le problème de la guerre, pouvoir arranger les choses en manoeuvrant avec intelligence et habileté. Il adjurait les paysans d'attendre patiemment la Constituante qui, disait-il, aurait le droit d'établir toute loi et donnerait certainement toute satisfaction aux paysans. Mais il n'y avait rien à faire. Ces appels restaient plus ou moins vains, et cette tactique n'avait aucune chance de succès. Le paysan n'avait pas la moindre confiance dans les paroles des " seigneurs " au pouvoir. Il avait été assez trompé pour ne plus croire ! Il se sentait maintenant assez fort pour pouvoir *prendre* la terre. Pour lui, ce n'était que justice. Et si, parfois, il hésitait encore, c'était uniquement par peur d'être puni en proportion des actes commis.

Le problème ouvrier était aussi insoluble pour un gouvernement bourgeois que celui des paysans. Les masses ouvrières cherchaient à obtenir de la Révolution le maximum

de bien-être et de droits. Or, le gouvernement s'évertuait, naturellement, à réduire ces droits au minimum. Des luttes immédiates et très graves étaient également à prévoir sur ce champ de bataille. Et par quels moyens le gouvernement provisoire pouvait-il faire prévaloir ses thèses ?

Le problème purement économique était, lui aussi, des plus redoutables, parce que étroitement lié aux autres problèmes, d'une part, et ne pouvant souffrir aucun délai, d'autre part. En pleine guerre et en pleine révolution, dans une situation chaotique et dans un pays bouleversé, il fallait organiser à nouveau la production, les transports, les échanges, les finances, etc.

Restait, enfin, *le problème politique*. Dans les conditions données, il ne présentait lui non plus aucune solution valable. Le gouvernement provisoire se chargeait, bien entendu, de convoquer au plus tôt l'Assemblée Constituante. Mais, pour mille raisons, cette tâche ne pouvait réussir. Et, avant tout, il devait nécessairement *redouter* cette Assemblée. Contrairement à ses promesses, son désir intime était de *reculer* la convocation le plus loin possible et de chercher à installer en attendant, par un coup de main heureux, une monarchie " constitutionnelle ". Or, " en attendant ", d'autres obstacles périlleux se dressèrent devant lui.

Le plus sérieux fut *la résurrection des Soviets ouvriers*, notamment de celui de Pétrograd. Celui-ci fut remis sur pied dans les tout premiers jours de la Révolution - par tradition et aussi, comme en 1905, à défaut d'autres organismes ouvriers. Certes, à ce moment-là, les ouvriers y délèguèrent des socialistes modérés (menchéviks et socialistes-révolutionnaires de droite). Mais, tout de même, son idéologie et son programme étaient absolument contraires aux projets du gouvernement provisoire, et, naturellement, l'influence morale et l'activité du Soviet de Pétrograd parvinrent rapidement à rivaliser avec celles du gouvernement, au désavantage de ce dernier.

Le Soviet de Pétrograd fut pour le pays une sorte de second gouvernement. Il donnait le ton à tout le vaste réseau des Soviets de la province et coordonnait leur action. S'appuyant ainsi sur toute la masse laborieuse du pays, il devint vite puissant. Il en imposait aussi de plus en plus à l'armée. Bientôt, les ordres et les instructions des Soviets commencèrent à l'emporter, et de loin, sur ceux du gouvernement provisoire. Dans ces conditions, ce dernier était bien obligé de compter avec les Soviets.

Il va de soi que le gouvernement aurait préféré leur faire la guerre. Mais, entreprendre pareille action contre les ouvriers organisés au lendemain d'une révolution qui proclamait hautement la liberté absolue de parole, de toute organisation et de toute action sociale, était chose impossible. Et puis, sur quelle force réelle pouvait-il s'appuyer pour mener cette lutte ? Il n'en avait point.

Le gouvernement fut donc contraint de faire bonne mine à mauvais jeu, de tolérer son redoutable concurrent et même de " flirter " avec lui. Il sentait bien, lui gouvernement officiel, la fragilité des sympathies qui montaient vers lui de la masse travaillante et de l'armée. Il se rendait bien compte qu'au premier conflit social sérieux, ces deux forces décisives se rangeraient infailliblement du côté des Soviets.

Il " espérait ", comme par ailleurs. Il cherchait à gagner du temps. Mais la présence de ce second " directoire ", non officiel, si gênant, et avec lequel il fallait traiter, formait

pour le " gouvernement provisoire " - officiel mais impuissant - un des plus gros obstacles à surmonter.

La critique violente, la propagande vigoureuse de tous les partis socialistes et surtout des éléments d'extrême gauche (socialistes-révolutionnaires de gauche, bolchéviks, anarchistes) n'étaient pas non plus à dédaigner. Car, naturellement, le gouvernement ne pouvait songer à recourir à des mesures répressives contre la liberté de parole. Et s'il l'osait, quelles seraient les forces qui exécuteraient ses ordres ? Il n'en avait aucune à sa disposition !

Même une bourgeoisie puissante, organisée et fortement trempée, ayant déjà soutenu plus d'un combat contre les éléments adverses et possédant une grande force matérielle (armée, police, argent, etc.), aurait eu du fil à retordre pour arriver à une solution satisfaisante d'un tel ensemble de problèmes et imposer sa volonté, son pouvoir et son " programme " dans de telles conditions. Or, *une pareille bourgeoisie faisait défaut en Russie*. En tant que *classe* ayant conscience d'elle-même, la classe capitaliste russe était à peine à ses débuts. Faible, non organisée, sans tradition ni expérience historique, elle ne pouvait espérer aucun succès. Aussi n'exerçait-elle aucune activité.

Devant représenter " en principe " une bourgeoisie à peu près inexistante et inopérante, le gouvernement provisoire était fatalement condamné à oeuvrer dans le vide. Et ce fut sans doute la cause primordiale de sa faillite.

3.4 Vers un gouvernement socialiste ? La misère du socialisme

Le premier " gouvernement provisoire ", essentiellement bourgeois, fut donc fatalement et rapidement réduit à une impuissance manifeste, ridicule, mortelle. Le pauvre faisait ce qu'il pouvait pour se maintenir : il louvoyait, il tergiversait, il " traînait " ... En attendant, tous les problèmes brûlants " traînaient " aussi. La critique et ensuite la colère générale contre ce gouvernement fantôme prenaient tous les jours de l'ampleur. Bientôt, on lui rendit l'existence impossible. A peine soixante jours après sa solennelle installation, il dut, sans lutte, céder la place, le 6 mai, à un gouvernement dit " de coalition " (avec une participation socialiste) dont le membre le plus influent était A. Kérensky, socialiste-révolutionnaire (ou, plutôt, socialiste " indépendant ") très modéré.

Ce gouvernement socialo-bourgeois pouvait-il espérer arriver à de meilleurs résultats ? Certes non. Car les conditions de son existence et l'impuissance de son action devaient être fatalement les mêmes que celles du premier gouvernement provisoire. Obligé de s'appuyer sur la bourgeoisie impuissante, forcé de continuer la guerre, incapable d'apporter une solution réelle aux problèmes de plus en plus urgents, attaqué vigoureusement par les gauches et se débattant parmi les difficultés de toutes sortes et de toute heure ce deuxième gouvernement provisoire périt sans gloire, de même que le premier, et à peu près dans le même délai (le 2 juillet), pour céder sa place à un troisième gouvernement non moins " provisoire ", composé essentiellement de socialistes, avec quelques éléments bourgeois.

C'est à ce moment que Kérensky, maître et chef suprême de ce troisième puis, enfin,

d'un quatrième gouvernement (à peu près pareil au précédent) devint, pour quelque temps, une sorte de *duce* du pays, et que le parti socialiste-révolutionnaire, en collaboration étroite avec les menchéviks, parut devoir l'emporter définitivement, comme maître de la Révolution. Encore un pas - et le pays aurait eu un gouvernement socialiste pouvant s'appuyer sur des forces très réelles : la paysannerie, la masse ouvrière, une grande partie de la couche intellectuelle, les Soviets, l'armée, etc.

Pourtant, il n'en fut rien.

A son arrivée au pouvoir, le dernier gouvernement de Kérénsky paraissait très fort. Et, en effet, il *pouvait le devenir*.

Kérénsky lui-même, avocat et député de tendance socialiste, jouissait d'une très grande popularité, même auprès de vastes masses et à l'armée. Ses discours à la Douma, à la veille de la Révolution, remportaient des succès retentissants. Son avènement au pouvoir suscita d'immenses espoirs dans le pays. Il pouvait s'appuyer, sans réserve, sur les Soviets - donc, sur toute la classe laborieuse - car, à ce moment, l'écrasante majorité des délégués était socialiste et les Soviets se trouvaient entièrement entre les mains des socialistes-révolutionnaires de droite et des social-démocrates menchéviks.

Dans les premières semaines du ministère Kerensky, il était dangereux de critiquer son chef publiquement, tant il avait la confiance du pays. Quelques agitateurs d'extrême gauche l'apprirent à leurs dépens, en voulant parler contre Kérénsky sur des places publiques. Il y eut même des cas de lynchage.

Pour mettre à profit tous ces remarquables avantages il fallait que Kérénsky remplît - mais remplît effectivement en actes - *une seule condition* : celle préconisée jadis par Danton. Il lui fallait *de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace*.

Eh bien, c'était justement la qualité qui lui manquait totalement !

Dans la situation donnée, " de l'audace " signifiait pour lui : 1° l'abandon immédiat de la guerre (sous une forme qu'il avait à trouver) ; 2° la rupture décisive avec le régime capitaliste et bourgeois (donc, formation d'un gouvernement entièrement socialiste) ; 3° l'orientation immédiate de toute la vie économique et sociale du pays vers un système franchement socialiste.

Tout cela eût été, d'ailleurs, parfaitement logique et " indiqué " pour un gouvernement à tendance *socialiste*, avec une majorité socialiste, avec un chef socialiste... Eh bien, non ! Comme toujours, comme partout ailleurs, les socialistes russes et Kérénsky lui-même, au lieu de comprendre la nécessité historique, de saisir le moment propice, d'aller de l'avant et de remplir, enfin, leur véritable programme, restèrent prisonniers de leur " programme " bâtard (dit " minimum ") qui leur prescrivait immuablement la lutte *pour une république démocratique bourgeoise*.

Au lieu de se mettre franchement au service des masses laborieuses et de leur émancipation, les socialistes et Kérénsky, prisonniers de leur molle idéologie, ne trouvèrent rien de mieux que de faire le jeu du capitalisme russe et international.

Kérénsky n'osa ni abandonner la guerre, ni, tournant le dos à la bourgeoisie, s'appuyer

fermement sur les classes travailleuses, ni même, simplement, continuer la Révolution ! (Il n'osa même pas hâter la convocation de l'Assemblée Constituante.)

Il voulait, lui, continuer la guerre ! A tout prix et par tous les moyens !

Ce qu'il *osa*, ce fut, d'abord, un ensemble de réformes à rebours : rétablissement de la peine de mort et des conseils de guerre sur le front ; mesures répressives à l'arrière ; ce fut, ensuite, une longue série de promenades sur le front pour y prononcer des discours et des harangues enflammées qui devaient, d'après lui, faire renaître chez les soldats l'enthousiasme guerrier des premiers jours. Il se rendait compte que la guerre continuait uniquement par la force de l'inertie Et il voulait lui donner une impulsion nouvelle avec des paroles et des punitions, ne tenant aucun compte des réalités.

Il discourait tant, que son titre de " commandant en chef " (il l'était en même temps que président du conseil des ministres) fut vite modifié par le public en celui de " harangueur en chef " .

Environ deux mois suffirent pour que sa popularité tombât au plus ; bas, surtout parmi les travailleurs et les soldats qui finirent par se moquer de ses discours. Ils voulaient des *actes*, eux, des actes de paix et de *Révolution sociale*. Ils voulaient aussi la convocation rapide de la Constituante. (L'obstination avec laquelle tous les gouvernements retardèrent cette convocation fut l'une des raisons de leur impopularité. Les bolchéviks surent bien en profiter, promettant, entre autres, la convocation de l'Assemblée Constituante aussitôt qu'ils seraient au pouvoir.)

En somme, les raisons de la faillite du gouvernement Kérensky furent les mêmes qui provoquèrent l'échec des gouvernements précédents : l'impossibilité pour les socialistes modérés de cesser la guerre ; l'impuissance lamentable de ce quatrième gouvernement à résoudre les problèmes du moment ; son intention d'emprisonner la Révolution dans les limites d'un régime bourgeois.

Plusieurs circonstances et événements - suites logiques de ces insuffisances fatales - vinrent aggraver la situation et précipiter la chute de Kérensky.

D'abord, le parti bolchéviste, ayant rassemblé à cette époque ses meilleures forces et possédant ainsi un puissant organisme de propagande et d'action, déversait quotidiennement à travers le pays, par des milliers de voix et d'articles, des critiques, adroites, substantielles, vigoureuses, contre la politique, l'attitude et toute l'activité du gouvernement (et aussi de tous les socialistes modérés) . Il prêchait la cessation immédiate de la guerre, la démobilisation, la continuation de la Révolution. Il diffusait, avec la dernière énergie, ses idées sociales et révolutionnaires. Il répétait tous les jours ses promesses de convoquer immédiatement la Constituante et de résoudre enfin, rapidement et avec succès, tous les problèmes de l'heure *s'il arrivait au pouvoir*. Il " tapait " journallement, sans se lasser ni se laisser intimider, sur le même clou : le *Pouvoir !* " Tout le Pouvoir aux Soviets ! " clamait-il du matin au soir et du soir au matin. Le pouvoir politique au pouvoir bolchéviste, et tout sera arrangé, résolu, réalisé.

De plus en plus écouté et suivi par les travailleurs intellectuels, par les masses ouvrières et par l'armée ; multipliant, avec une rapidité vertigineuse, le nombre de ses

adhérents et pénétrant ainsi dans toutes les usines et entreprises, le parti bolchéviste disposait déjà en juin, de cadres imposants de militants, d'agitateurs, de propagandistes, d'écrivains, d'organiseurs et d'hommes d'action. Il disposait aussi de fonds considérables. Et il avait à sa tête un comité central valeureux, dirigé par Lénine. Il déploya une activité farouche, fébrile, foudroyante et se sentit bientôt, au moins moralement, maître de la situation. Ceci d'autant plus qu'il n'avait pas de rivaux à l'extrême-gauche : le Parti " socialiste-révolutionnaire de gauche ", beaucoup plus faible, ne pouvait faire que figure de satellite ; le mouvement anarchiste était à peine à ses débuts ; et quant au mouvement syndicaliste révolutionnaire, il était, nous le savons, inexistant.

Kérensky, se sentant de moins en moins solide, *n'osait* attaquer les bolchéviks résolument, de front. Il recourait, d'une manière décousue, à des demi-mesures qui, insuffisantes pour abattre l'adversaire, lui faisaient, au contraire, de la publicité, attirant sur lui l'attention, l'estime et enfin la confiance des masses. En fin de compte, ces timides réactions renforçaient l'ennemi au lieu de l'affaiblir. Et puis, comme tant d'autres, Kérensky ne voyait pas le danger. A ce moment-là, presque personne ne croyait à une victoire bolchéviste. (Il est notoire qu'au sein même du parti, Lénine avait à peu près seul la certitude de vaincre et insistait presque seul sur l'opportunité de préparer l'insurrection.)

Ensuite Kérensky, poussé par les alliés, fasciné par ses rêves guerriers et, probablement, par ses propres harangues, eut le malheur de déclencher, le 18 juin, sa fameuse offensive sur le front allemand : offensive qui échoua lamentablement et porta un coup terrible à sa popularité. Déjà le 3 juillet éclata à Pétrograd une émeute armée contre le gouvernement, avec participation des troupes (particulièrement des marins de Cronstadt), aux cris de : " A bas Kérensky ! Vive la Révolution sociale ! Tout le pouvoir aux Soviets ! " Cette fois, Kérensky put encore - mais difficilement - maîtriser la tempête. Toutefois il perdit l'ombre même de son influence de jadis.

Enfin, un événement particulier lui porta le coup de grâce. Désespéré par la marche ascendante de la Révolution et l'indécision de Kérensky, un général " blanc ", Korniloff, préleva sur le front quelques milliers de soldats (appartenant pour la plupart à des troupes caucasiennes, sortes de troupes coloniales, plus facilement maniables et " dupables "), les trompa sur ce qui se passait dans la capitale et les envoya sur Pétrograd, sous la conduite d'un général dévoué, soi-disant " pour en finir *avec les bandes de criminels armés*, et défendre le gouvernement impuissant à les exterminer ".

Pour des raisons qu'on saura peut-être un jour exactement, Kérensky ne livra à Korniloff qu'une résistance molle, de pure apparence. La capitale fut sauvée uniquement grâce à un élan fougueux, à un effort prodigieux et à un esprit de sacrifice sublime des ouvriers eux-mêmes. Avec l'aide de la gauche du Soviet de Pétrograd, quelques milliers d'ouvriers s'armèrent en toute hâte et partirent de leur propre initiative " sur le front ", contre Korniloff. Une bataille, à proximité de Pétrograd déjà, resta indécise. Les ouvriers ne cédèrent pas un pouce de terrain. Mais ils y laissèrent de nombreux cadavres et ils n'étaient pas sûrs d'avoir le lendemain assez d'hommes et de munitions. Cependant, grâce à une action rapide et énergique des cheminots et des employés du télégraphe, aidés vigoureusement par des comités de soldats au front, le quartier général de Korniloff fut isolé du front et du pays. D'autre part, la nuit, les

soldats de Korniloff, surpris de la résistance héroïque des " bandits ", des " criminels " et des " fainéants ", et flairant la duperie, voulurent examiner les corps. Ils constatèrent que les cadavres avaient, tous, les mains calleuses de travailleurs authentiques. Enfin, quelques groupements socialistes du Caucase à Pétrograd réussirent à faire passer une délégation au camp des troupes de Korniloff. La délégation s'aboucha avec les soldats, les mit au courant de la véritable situation, détruisit définitivement la fable des " bandits " et les persuada d'abandonner la lutte fratricide. Le lendemain matin les soldats de Korniloff déclarèrent qu'ils avaient été trompés, refusèrent de se battre contre leurs frères ouvriers et retournèrent au front. L'aventure échoua.

Dès le lendemain, l'opinion publique accusa Kérensky d'avoir été secrètement de connivence avec Korniloff. Vraie ou non, cette version s'accrédita. Moralement, c'en était fait du gouvernement Kérensky et, en général, des socialistes modérés. Le chemin était déblayé pour une offensive résolue du parti bolchéviste.

Alors se produisit encore un fait dont le rôle fut capital dans la suite des événements. Aux nouvelles élections des délégués (aux Soviets, aux Comités d'usines, aux cellules de l'armée etc.), *les bolchéviki remportèrent une victoire écrasante sur les socialistes modérés*. Ainsi, le parti bolchéviste s'empara définitivement de toute l'action ouvrière et révolutionnaire. Avec le concours des socialistes-révolutionnaires de gauche, il gagna ainsi de vastes sympathies chez les paysans. D'excellentes positions stratégiques pour une attaque décisive étaient maintenant entre ses mains.

Dés ce moment, Lénine envisagea la convocation d'un Congrès panrusse des Soviets qui devait s'insurger contre le pouvoir de Kérensky, le renverser avec l'aide de l'armée et inaugurer celui du parti bolchéviste.

Les préparatifs pour l'exécution de ce plan commencèrent tout de suite, en partie ouvertement, en partie sous le manteau. Lénine, obligé de se cacher, dirigeait les opérations à distance. Kérensky, tout en flairant le danger, était impuissant à le conjurer. Les événements se précipitaient. Le dernier acte du drame allait se jouer.

Résumons.

Tous les gouvernements conservateurs ou modérés qui se suivirent, de février à octobre 1917, prouvèrent leur impuissance à résoudre, dans les conditions données, les problèmes d'une gravité et d'une acuité exceptionnelles, posés devant le pays par la Révolution : telle fut la raison principale pour laquelle ce pays jeta successivement à terre, dans le court espace de huit mois, le gouvernement bourgeois conservateur d'allure constitutionnelle, la démocratie bourgeoise et, enfin, le pouvoir socialiste modéré.

Deux faits, surtout, marquèrent cette impuissance : 1° l'impossibilité pour le pays de continuer la guerre, et, pour les gouvernements en question, de la cesser ; 2° l'urgence que le pays prêtait à la convocation de l'Assemblée Constituante et l'impossibilité où se trouvaient ces gouvernements de la convoquer.

La propagande vigoureuse de l'extrême-gauche pour l'arrêt immédiat de la guerre, pour la convocation rapide de la Constituante et pour la Révolution sociale intégrale

comme seul moyen de salut, avec d'autres facteurs de moindre importance, animèrent cette marche foudroyante de la Révolution.

Ainsi la Révolution russe, déclenchée fin février 1917 contre le tzarisme, brûla rapidement les étapes d'une révolution politique bourgeoise : démocratique et socialiste modérée.

En octobre, le chemin étant déblayé de tous les obstacles, la Révolution se plaça, effectivement et définitivement, sur le terrain de la *Révolution sociale*. Et il fut tout à fait logique et naturel que, après la faillite de tous les gouvernements et partis politiques modérés, les masses laborieuses se tournassent vers le dernier parti existant, le seul qui restât debout, le seul qui envisageât sans crainte la Révolution sociale, le seul qui promît, à condition d'arriver au pouvoir, la solution rapide et heureuse de tous les problèmes : *le parti bolchéviste*.

Le mouvement *anarchiste*, répétons-le, était encore bien trop faible pour avoir une influence immédiate et concrète sur les événements. Et le mouvement *syndicaliste* n'existait pas.

Du point de vue *social*, la situation était la suivante :

Trois éléments fondamentaux se trouvaient en présence : 1° la bourgeoisie ; 2° la classe ouvrière ; 3° le parti bolchéviste, figurant comme idéologue et " avant-garde ".

La *bourgeoisie*, le lecteur le sait, était faible. Le parti bolchéviste n'eut pas trop de difficulté à l'écraser.

La classe ouvrière, elle aussi, était faible. Non organisée (dans le vrai sens du terme), inexpérimentée et, au fond, inconsciente de sa véritable tâche, elle ne sut agir aussitôt *elle-même*, pour son propre compte. *Elle s'en remit au parti bolchéviste, qui s'empara de l'action*.

Ajoutons-y une note qui, certes, anticipera quelque peu sur les faits, mais qui permettra au lecteur de mieux les suivre, de mieux les comprendre.

Cette insuffisance de la classe ouvrière russe au début de la Révolution sera fatale pour la suite des événements et aussi pour la Révolution tout entière. (Nous avons parlé de ce néfaste " Passif " de la Révolution avortée de 1905-06 : *la classe ouvrière ne conquiert pas le droit de s'organiser* ; elle resta éparpillée. En 1917 elle s'en ressentira.)

Le parti bolchéviste, disons-nous, s'empara de l'action. Et, au lieu de prêter simplement main-forte aux travailleurs, dans leurs efforts pour achever la Révolution et pour s'émanciper; au lieu de les *aider* dans leur lutte, rôle que dans leur pensée les ouvriers lui assignaient, rôle qui, normalement devrait être celui de tous les idéologues révolutionnaires et qui n'exige nullement la prise ni l'exercice du " pouvoir politique " (7), au lieu de remplir ce rôle, le parti bolchéviste, une fois au pouvoir, s'y installa naturellement, *en maître absolu* ; il s'y corrompit vite ; il s'organisa en une caste privilégiée et, par la suite, il *écrasa et subjuguait la classe ouvrière pour l'exploiter, sous des formes nouvelles, dans ses propres intérêts*.

De ce fait, toute la Révolution sera faussée, déviée, égarée. Car, lorsque les masses populaires se seront rendu compte de l'erreur et du péril, il sera trop tard : après une lutte entre elles et les nouveaux maîtres, solidement organisés et disposant de forces matérielles, administratives, militaires et policières suffisantes, - lutte âpre, mais inégale, qui durera quelque trois ans et restera longtemps quasi ignorée hors de Russie - le peuple succombera. La véritable Révolution émancipatrice sera une fois de plus étouffée, par les " révolutionnaires " eux-mêmes.

3.5 La révolution bolcheviste

3.5.1 La chute du gouvernement Kérénsky. - La victoire du parti bolcheviste.

A partir d'octobre, le dénouement approche. Les masses sont prêtes à une nouvelle révolution. Quelques soulèvements spontanés depuis juillet (celui déjà cité de Pétrograd, celui de Kalouga, celui de Kazan) et d'autres mouvements de masses et de troupes, çà et là, le prouvent suffisamment.

Le parti bolcheviste se voit, d'ores et déjà, en mesure de s'appuyer sur deux forces réelles : la confiance des vastes masses et une forte majorité de l'armée. Il passe à l'action et prépare fébrilement la bataille décisive qu'il veut mener pour son compte. Son agitation fait rage. Il met la dernière main à la formation des cadres ouvriers et militaires pour le combat décisif. Il organise aussi, définitivement, ses propres cadres et dresse, pour le cas de succès, la liste éventuelle du nouveau gouvernement bolcheviste, Lénine en tête. Ce dernier surveille les événements de près et passe ses dernières instructions. Trotsky, bras droit très actif de Lénine, rentré depuis plusieurs mois des Etats-Unis, où il séjournait en dernier lieu après son évasion de la Sibérie, participera au pouvoir en bonne place.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche agissent d'accord avec les bolcheviks.

Les anarcho-syndicalistes et les anarchistes, peu nombreux et mal organisés, mais très actifs aussi, font, de leur côté, tout ce qu'ils peuvent pour soutenir et encourager l'action des masses contre Kérénsky. Toutefois, ils s'efforcent d'orienter la nouvelle Révolution non pas sur la voie politique, vers la conquête du pouvoir par un parti, mais sur le chemin véritablement social : vers une organisation et une collaboration libres, d'esprit libertaire.

La suite des événements est à peu près connue. Citons les faits, brièvement.

La faiblesse extrême du gouvernement Kérénsky une fois constatée, la sympathie d'une majorité écrasante des masses laborieuses acquise, le soutien actif de la flotte de Cronstadt - toujours à l'avant-garde de la Révolution - et de la majorité des troupes de Pétrograd assuré, le Comité Central du parti bolcheviste fixa l'insurrection au 25 octobre (7 novembre, nouveau style). Le Congrès panrusse des Soviets fut convoqué à la même date.

Dans l'esprit des membres du Comité Central, ce Congrès - l'écrasante majorité des délégués étant bolcheviste et suivant aveuglément les directives du parti - devait, au

besoin, proclamer et appuyer la Révolution, rallier toutes les forces révolutionnaires du pays, faire face à la résistance éventuelle de Kérénsky, etc.

L'insurrection se produisit, effectivement, le 26 octobre au soir. Le Congrès des Soviets se réunit à Pétrograd le même jour. Mais il n'eut pas à intervenir.

Il n'y eut, non plus, ni combats de rues, ni barricades : aucune lutte de vaste envergure.

Tout se passa d'une façon simple et rapide.

Abandonné par tout le monde, le gouvernement Kérénsky, se cramponnant à des chimères, siégeait au Palais d'Hiver. Ce dernier était défendu par un bataillon " d'élite ", un bataillon de femmes et une poignée de jeunes officiers aspirants.

Des détachements de troupes acquises aux bolcheviks, agissant d'après un plan établi en liaison étroite avec le Congrès des Soviets et le Comité Central du parti, cernèrent le Palais et attaquèrent ses défenseurs. L'action des troupes fut soutenue par des navires de guerre de la flotte baltique, venus de Cronstadt et alignés sur la Néva, face au Palais. Il y avait notamment le croiseur *Avrora*.

Après une courte escarmouche et quelques coups de canon tirés du croiseur, les troupes bolchévistes s'emparèrent du Palais.

Entre temps, Kérénsky réussit à fuir. Les autres membres de son gouvernement furent arrêtés.

Ainsi, à Pétrograd, l' " insurrection " se limita à une petite opération militaire, menée par le parti bolcheviste. Le siège du gouvernement devenu vide, le Comité Central du parti s'y installa en vainqueur. Ce fut presque une révolution de palais.

Une tentative de Kerensky de marcher sur Pétrograd avec quelques troupes prélevées sur le front (des cosaques et, encore, la division caucasienne) échoua - grâce à une vigoureuse intervention armée des masses ouvrières de la capitale et surtout, à nouveau, des marins de Cronstadt, venus en hâte à la rescousse. Dans une bataille près de Gatchina, aux environs de Pétrograd, une partie des troupes de Kérénsky fut battue ; une autre passa au camp révolutionnaire. Kérénsky se sauva et gagna l'étranger.

A Moscou et ailleurs, la prise du pouvoir par le parti bolcheviste s'effectua avec moins de facilité.

Moscou vécut dix jours de combats acharnés entre les forces révolutionnaires et celles de la réaction. Il y eut beaucoup de victimes. Plusieurs quartiers de la ville furent fortement endommagés par le feu de l'artillerie. Finalement, la Révolution l'emporta.

Dans certaines autres villes, également, la victoire fut arrachée de haute lutte.

La campagne, d'une façon générale, resta calme ou plutôt indifférente. Les paysans étaient trop absorbés par leurs préoccupations locales : depuis longtemps, ils étaient en train de résoudre eux-mêmes " le problème agraire ". Au demeurant, ils ne voyaient aucun inconvénient à ce que les bolcheviks prissent le pouvoir. Du moment

qu'ils avaient la terre et ne redoutaient pas le retour du " pomestchik ", ils étaient à peu près satisfaits et se souciaient peu des tenants du trône. Ils ne s'attendaient à rien de mauvais de la part des bolcheviks. Et ils avaient entendu dire que ceux-ci voulaient faire cesser la guerre, ce qui leur paraissait parfaitement juste et concevable. Ils n'avaient donc aucune raison de combattre la nouvelle révolution.

La façon dont cette révolution fut accomplie illustre on ne peut mieux l'inutilité d'une lutte autour du " pouvoir politique ". Si, pour telle ou telle raison, celui-ci est soutenu par une forte partie de la population et surtout par l'armée il est impossible de l'abattre ; donc, ce n'est pas la peine de s'y attaquer. Si, au contraire, il est abandonné par la majorité et par l'armée - ce qui se produit lors d'une véritable révolution - alors ce n'est pas la peine de s'en occuper spécialement : au moindre geste du peuple en armes, il tombe comme un château de cartes. Il faut s'occuper, non pas du pouvoir " *politique* ", mais *du pouvoir réel de la révolution*, de ses inépuisables forces spontanées, potentielles, de son irrésistible élan, des immenses horizons qu'elle ouvre, en bref, de toutes les énormes possibilités qu'elle porte dans son sein.

Cependant, comme on sait, dans plusieurs régions - notamment à l'Est et dans le Midi - la victoire des bolcheviks ne fut pas complète. Des mouvements contre-révolutionnaires se dessinèrent bientôt ; ils se précisèrent, prirent de l'importance et aboutirent à une véritable guerre civile qui dura jusqu'à la fin de l'année 1921.

L'un de ces mouvements, dirigé par le général Dénikine (1919), prit les proportions d'un soulèvement très dangereux pour le pouvoir bolcheviste. Parti des profondeurs de la Russie méridionale (région du Don et du Kouban, Ukraine, Crimée, Caucase), l'armée de Dénikine arriva, en été 1919, presque aux portes de Moscou. (Le lecteur apprendra par ailleurs les raisons qui firent la force de ce mouvement ainsi que la façon dont ce danger imminent put être écarté, *une fois de plus en dehors du " pouvoir politique " bolcheviste*, prêt à lâcher pied.)

Très dangereux fut, également, le soulèvement déclenché plus tard par le général Wrangel, dans les mêmes parages.

Assez menaçant fut, auparavant, le mouvement commandé militairement par l'amiral Koltchak, dans l'Est.

D'autres rebellions contre-révolutionnaires, par-ci par-là, furent de moindre importance.

La plupart de ces mouvements ont été, dans une certaine mesure, soutenus et alimentés par des interventions étrangères. Certains ont été épaulés et même politiquement dirigés par les socialistes modérés : les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks.

D'autre part, le pouvoir bolcheviste dut soutenir une lutte, longue et difficile : 1° contre ses ex-partenaires, les socialistes-révolutionnaires de gauche ; 2° *contre les tendances et le mouvement anarchistes*. Naturellement, ces mouvements de gauche combattirent les bolcheviks, non pas du côté contre-révolutionnaire, mais, au contraire, au nom de la " véritable Révolution sociale " trahie, à leur sens, par le parti bolcheviste au pouvoir.

Nous reparlerons de tous ces mouvements, d'une manière plus détaillée, dans la dernière partie de notre ouvrage. Mais, notons ici même que la naissance, et, surtout, l'ampleur et la vigueur de ces mouvements contre-révolutionnaires furent le résultat fatal de la carence du pouvoir bolcheviste, de son impuissance à organiser la vie économique et sociale nouvelle. Le lecteur verra par la suite quelle a été l'évolution *réelle* de la Révolution d'octobre, et aussi quels furent les moyens par lesquels le nouveau pouvoir sut, finalement, s'imposer, se maintenir, maîtriser la tempête et " résoudre " à sa façon les problèmes de la Révolution.

En somme, c'est à partir de l'année 1922 seulement que le parti bolcheviste au pouvoir put se sentir définitivement - au moins pour un moment historique donné - maître de la situation.

L'explosion et ses effets immédiats prirent fin. Sur les ruines du tzarisme et du système féodalo-bourgeois, il fallait maintenant commencer à édifier la société nouvelle.

LIVRE II

Le bolchevisme et l'anarchie

NOTES

(1) — On peut trouver quelque analogie entre cette situation en Russie au XIXe siècle, jusqu'aux approches de la Révolution de 1917 et celle de la France au XVIIIe siècle, avant la Révolution de 1789. Mais, naturellement, certaines particularités sont spécifiquement russes.

[\[Retour au texte\]](#)

(2) — Le célèbre procès monstre des "193" couronna cette répression.

[\[Retour au texte\]](#)

(3) — Lénine, dans ses oeuvres, et Boukharine, dans son "ABC du Communisme", constatent bien, en passant, que les "Soviets" furent créés spontanément par les ouvriers, en 1905 ; mais ils ne donnent aucune précision, et ils laissent supposer que ces ouvriers étaient des bolcheviks ou, au moins, des "sympathisants". [\[Retour au texte\]](#)

(4) — Je dois formuler une certaine réserve. J'ai cité les faits dans une brève étude sur la Révolution russe, publiée par Sébastien Faure dans "l'Encyclopédie Anarchiste", au mot : Révolution. Par la suite, S. Faure édita un volume, sous le titre : La véritable Révolution Sociale, où il réimprima quelques études parues dans l'Encyclopédie, y compris la mienne. Le "grand public" ne lisant pas la littérature libertaire, les faits cités restèrent à peu près inaperçus. [\[Retour au texte\]](#)

(5) — Nossar avait une femme, dont le sort ultérieur m'est inconnu, et un

jeune frère, Stéphan. Je retrouvai celui-ci, plus tard, en prison. Par la suite, je le perdis de vue. Mon récit pourrait être confirmé par ces personnes si elles sont encore en vie. [\[Retour au texte\]](#)

(6) — Le lecteur ne s'étonnera pas de cette faillite. Il ne perdra pas de vue qu'en Russie, la bourgeoisie - faible, inorganisée et maintenue totalement en marge de la vie de l'Etat - n'avait aucune initiative, ne possédait aucune force réelle, ne remplissait aucun rôle organisateur dans l'économie nationale ; que l'ouvrier et le paysan - esclaves sans voix ni droits - étaient moins que rien dans l'organisation économique du pays et se moquaient pas mal de l'Etat tzariste ; qu'ainsi tout le mécanisme : politique, économique et social se trouvait, en fait, entre les mains de la classe des fonctionnaires tzaristes. Dès que la guerre désorienta cette classe et dérégla ce mécanisme sénile ; tout s'écroula. [\[Retour au texte\]](#)

(7) — Le " pouvoir politique " n'est pas une force " en soi ". Il est " fort " tant qu'il peut s'appuyer sur le capital, sur l'armature de l'Etat, sur l'armée, sur la police. Faute de ces appuis, il reste " suspendu dans le vide ", impuissant et inopérant. La Révolution russe nous en donne la preuve formelle : la bourgeoisie russe, tout en ayant eu mains le " pouvoir politique " après février 1917, fut impuissante, et son " pouvoir " tomba de lui-même deux mois plus tard ; car, à la suite de sa carence, elle ne disposait plus d'aucune force réelle : ni d'un capital productif, ni d'une masse confiante, ni d'un solide appareil d'Etat, ni d'une armée à elle. Le deuxième et le troisième " gouvernements provisoires " tombèrent de même et pour la même raison. Et il est fort probable que si les bolcheviks n'avaient pas précipité les événements, le gouvernement de Kerensky aurait subi le même sort un peu plus tard.

Il s'ensuit que, si la Révolution sociale est en passe de l'emporter (de sorte que le capital - sol, sous-sol, usines, moyens de communication, argent, etc. - commence à passer au peuple, et l'armée fait cause commune avec ce dernier), il n'y a pas lieu de se préoccuper du " pouvoir politique ". Si les classes battues tentaient, par tradition, d'en former un, quelle importance cela pourrait-il avoir ? Même si elles réussissaient, ce serait un gouvernement fantôme, inefficace et facilement supprimable par le moindre effort du peuple armé. Et quant à la révolution, quel besoin aurait-elle d'un " gouvernement " d'un " pouvoir politique " ? Elle n'aurait qu'une seule tâche à remplir : celle d'avancer par la même route populaire, de s'organiser, de se consolider, de se perfectionner économiquement, de se défendre si besoin était, de s'étendre, de construire la vie sociale nouvelle des vastes masses, etc. Tout ceci n'a rien à faire avec un " pouvoir politique ". Car, tout ceci est fonction normale du peuple révolutionnaire lui-même, de ses multiples organismes économiques ou sociaux et de leurs fédérations coordinatrices, de ses formations de défense, etc.

Qu'est-ce, au fond, qu'un " pouvoir politique " ? Qu'est-ce qu'une activité " politique " ? Combien de fois posai-je cette question aux membres des partis politiques de gauche sans jamais pouvoir obtenir une réponse ni

une définition intelligibles ! Comment pourrait-on définir l'activité politique en tant qu'une activité " en soi " , spécifique et utile pour la communauté, ayant à desservir un rayon déterminé ? On peut se représenter et définir, plus ou moins nettement, l'activité sociale, économique, administrative, juridique, diplomatique, culturelle... Mais une activité " politique " ? Qu'est-ce ? On prétend désigner sous ce nom, précisément, une activité administrative centrale , indispensable pour un ensemble de vaste étendue : un pays. Mais alors, " pouvoir politique " signifierait " pouvoir administratif " ? Il est aisé de voir que ces deux notions ne sont nullement identiques. Sciemment ou inconsciemment, on confond ainsi pouvoir et administration (de même qu'on confond couramment Etat et Société). De fait l'activité " administrative " n'est pas séparée - ni à séparer - de n'importe quelle branche de l'activité humaine : elle en est partie intégrante ; elle fonctionne pour toute activité, en tant que principe d'organisation, de coordination, de centralisation normale (dans la mesure du besoin, fédérativement : de la périphérie au centre). Pour certaines branches de l'activité humaine, on peut concevoir une administration générale. Dans chaque domaine - ou dans un ensemble de domaines - des hommes possédant le don et le savoir d'organisation doivent exercer normalement la fonction d'organiseurs, d'administrateurs " : fonction qui, simplement, fait partie de toute l'activité dans le domaine en question. Ces hommes, travailleurs comme les autres, doivent assurer ainsi l'administration des choses " (liaison cohésion, équilibre, etc.), sans qu'il soit nécessaire pour cela d'ériger un " pouvoir politique " rigide en soi. Et le " pouvoir politique " comme tel comme " chose à part " , reste indéfinissable, car il ne correspond à aucune activité humaine normale, réelle, concrète. Et voilà pourquoi un " pouvoir politique " se vide et tombe de lui-même quand les fonctions réelles sont remplies normalement, par les services correspondants. " Comme tel " , il ne peut exister, car il n'y a pas de fonction " politique " spécifique dans une communauté humaine.

M. Goldenweiser, juriste russe raconte dans ses souvenirs (Archives de la Révolution russe , revue des émigrés réfugiés avant la guerre à Berlin) qu'il habitait, lors de la Révolution, une ville d'Ukraine, dans une zone très mouvementée. Par le jeu des événements, la ville resta quelque temps sans " pouvoir " (ni blanc, ni rouge). Et, avec étonnement M. Goldenweiser constate que, durant toute cette période, la population vivait, travaillait et vaquait à ses besoins aussi bien - et même mieux - que lorsque le " pouvoir " y était. M. Goldenweiser n'est pas le seul à constater ce fait. Ce qui est étonnant, c'est que M. Goldenweiser en soit surpris. Serait-ce le " pouvoir " qui ferait vivre, agir et s'entendre les hommes pour satisfaire leurs besoins ? Y eut-il, au cours de l'histoire humaine, un " pouvoir " qui aurait rendu la société bien organisée, harmonieuse, heureuse ? C'est le contraire que l'histoire nous enseigne : les sociétés humaines se trouvaient - dans la mesure où c'était historiquement possible - heureuses, harmonieuses et progressives toujours aux époques où le " pouvoir politique " était faible (ancienne Grèce, certaines périodes du Moyen-Age, etc.) et où la population se

trouvait plus ou moins abandonnée à elle-même. Et vice versa : un " pouvoir politique " fort, vrai, n'apportait jamais aux peuples autre chose que malheurs guerres, misère, stagnation et absence de progrès. Le " pouvoir " politique " prit pied dans l'évolution des sociétés humaines pour des raisons historiques déterminées qui, de nos jours, n'existent plus . Nous ne pouvons pas nous en occuper ici, cela nous éloignerait trop de notre sujet. Bornons-nous à constater qu'au fond, depuis des millénaires, le " pouvoir " ne sut jamais rien faire d'autre que des guerres. Les manuels scolaires en font foi. Et l'époque actuelle en témoigne d'une façon éclatante

On prétend que, pour pouvoir " administrer ", il faut pouvoir imposer, commander, recourir à des mesures coercitives. Un " pouvoir politique " serait donc une administration centrale d'un vaste ensemble (pays), disposant de moyens coercitifs. Mais, au besoin, un service administratif populaire peut recourir, comme tel, à des mesures de ce genre sans qu'il soit nécessaire d'installer, pour cela, un " pouvoir politique " spécifique permanent, et même plus efficacement que ce dernier.

On prétend encore que les masses populaires sont incapables de s'organiser et de créer elles-mêmes une administration efficace. Au cours de cet ouvrage le lecteur trouvera, je l'espère, des preuves suffisantes du contraire.

Si, en pleine Révolution sociale, les divers partis politiques veulent s'amuser à " organiser le pouvoir ", le peuple n'a qu'à poursuivre sa besogne révolutionnaire, laissant ces partis dans l'isolement : ce jeu inutile les lassera vite Si, après février, et surtout après octobre 1917, les travailleurs russes, au lieu de se créer de nouveaux maîtres, avaient tout simplement continué leur tâche, aidés par tous les révolutionnaires, défendus par leur armée, soutenus par le pays entier, l'idée même d'un " pouvoir politique " aurait bientôt disparu à tout jamais.

Au cours de cet ouvrage, le lecteur trouvera de nombreux faits, jusqu'à présent inconnus, qui confirment ces thèses.

Espérons que la prochaine révolution pourra entrevoir le vrai chemin et ne se laissera pas égarer par des " révolutionnaires en chambre " politique. [\[Retour au texte\]](#)

